

L'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

ET LE

DROIT DES TIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 19 Janvier 1911, à 3 heures

PAR

HENRI BOUDIN

Président : M. THALLER.

Suffragants { *MM. LYON-CAEN, Professeur.*
PERCEROU, Professeur agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

ET LE

DROIT DES TIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 19 Janvier 1911, à 3 heures

PAR

HENRI BOUDIN



Président : M. THALLER.

Suffragants { *MM. LYON-CAEN, Professeur.*
PERCEROU, Professeur agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

BIBLIOGRAPHIE

Annales de Droit commercial. — 1889, Article de MM. DARRAS et TARBOURIECH. — 1890. Article de M. THALLER. — 1909. Lois allemande et suisse.

Revue critique. — 1876. Article de M. LABBÉ. — 1886. Article de M. BALLEYDIER. — 1887. Article de M. AUZIÈRE.

Bulletin de la Société d'Études législatives. — 1905. Rapport de M. Alcide DARRAS. — 1906. Etude de M. CAPITANT. Droit comparé.

Journal des Assurances. — BADON PASCAL, 1855. — 1909. Article de M. DUPUICH. — 1908. Projet de loi de 1904.

CHAUFFON. — *Études sur les assurances.*

VILLETARD DE PRUNIÈRES. — *Assurances contre les accidents de travail*, 1 vol., 1892.

DEMOLOMBE. — *Contrats et obligations*, t. II et t. III, n^{os} 134 et s.

AUBRY et RAU. — *Traité de Droit civil*, t. IV, § 312 et s.

BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Traité de Droit civil*, t. XII.

POUGET. — *Dictionnaire des assurances terrestres*, 2 vol. — V. Action Directe.

LAURENT. — *Droit civil*, t. XVIII.

PANNIER. — *Attribution des indemnités d'assurance.*

LAROMBIÈRE. — *Théorie et pratique des obligations*, t. II, art. 1166, § 24 et s.

DALLOZ. — *Répertoire général de jurisprudence du Droit français* et supplément. — *Répertoire pratique* (Article Assurances terrestres). — *Répertoire périodique.*

SIREY revu par DEVILLENEUVE et CARETTE. — *Répertoire périodique.*

FUSIER-HERMANN. — *Répertoire général de Droit.* Voir Assurances sur les accidents.

Pandectes françaises. — *Répertoire alphabétique* (Assurances sur les accidents.) — *Répertoire périodique.*

Recueil de la Gazette des Tribunaux.

Recueil de la Gazette du Palais.

Journal Officiel. — Débats, Sénat 1888. — Documents parlementaires. Chambre 1882. — Année 1898 (7 mars.)

DURANTON. — *Cours de Droit Français*, t. XII.

TROPLONG. — *Privilèges et hypothèques*, t. IV.

Recueil périodique des assurances. — V. années 1898, 1902, 1906, 1907, 1909.

PICQUÉ. — *De l'Attribution des indemnités d'assurance*, Thèse, Paris, 1898.

GUILLOUARD. — *Traité de Droit civil*, t. I.

Journal Le Droit. — 1901. — 1906.

MALTET. — *Sur la loi des accidents de travail*, Thèse, Paris, 1904.

Bulletin de la Société législation comparée.

Annuaire de la législation étrangère, t. XI et XIV. — Loi belge, 21 juin 1874. — Codes de Commerce. — Italien, 1882. — Portugais, 1888. — Espagnol, 1885.

Revue de droit international. — 1909. Étude de M. LEHR sur le contrat d'assurances terrestres.

PLANIOL. — *Traité de Droit Civil*, t. II, § 2601.

Les lois nouvelles. — Recueil bi-mensuel, années 1899, 1902, 1906.

L'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ ET LE DROIT DES TIERS

INTRODUCTION

« L'indemnité d'assurance motivée par le sinistre doit arriver aux mains de la victime. Nul, hormis elle, ne doit en avoir le bénéfice réparateur ».

DARRAS et TARBOURIECH.

La matière des assurances terrestres est une de celles sur lesquelles notre législation manque le plus. Notre Code Civil (art. 1964) à propos des contrats aléatoires se borne à viser les assurances maritimes et le Code de Commerce (art. 332 à 396) ne traite que de ces dernières. En effet au début du XIX^e siècle les assurances maritimes étaient seules répandues. L'assurance contre l'incendie commençait seulement à être pratiquée et l'assurance sur la vie était prohibée depuis l'ordonnance sur la marine de 1681.

Aujourd'hui l'assurance s'est étendue aux risques les plus

variés et a pris un développement considérable : son domaine s'élargit de plus en plus et il faut en attribuer le développement tant à l'activité et à l'ingéniosité des assureurs qu'aux dangers, aux incertitudes de la vie économique moderne, qui poussent l'homme vers la prévoyance et rendent nécessaire, indispensable même, l'emploi de tous les moyens qui peuvent contribuer à la sécurité de l'individu.

Ce développement a déterminé les législateurs d'un grand nombre d'Etats à légiférer sur la matière.

La Belgique, une des premières, a su se donner une loi spéciale sur l'assurance (loi du 11 juin 1874) tandis que dans la plupart des autres pays d'Europe, les codes de Commerce établis, il est vrai, bien après le nôtre, ont su réserver des dispositions particulières à la matière des assurances. Tels sont notamment les Codes de Commerce d'Espagne, de Hongrie, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal et de Roumanie.

En France le législateur, à vrai dire, ne s'est jamais désintéressé de la question des assurances. De nombreuses lois particulières démontrent, au contraire, le souci qu'il a pris de ces questions et le désir qu'il a eu d'en assurer la réalisation aux mieux des intérêts communs. Cependant le défaut d'une législation d'ensemble sur la question a empêché le développement complet des conséquences heureuses que l'étude juridique approfondie de ces questions aurait pu entraîner, et fait ressortir chaque jour davantage l'insuffisance absolue de la législation de détail qui est

intervenue au fur et à mesure des besoins qui se sont révélés.

Peut-être la codification eût-elle été jusqu'à ce jour un moyen impropre pour cette matière si jeune, pourtant si complexe et à laquelle il fallait une période d'expérimentation, avant de conquérir une forme stable qui pût recueillir les fruits d'une patiente étude et d'une sage expérience.

Les pays étrangers que nous venons de citer plus haut n'ont encore que des lois bien imparfaites et la pratique a eu bien vite fait de dépasser leurs prévisions. Les seules lois étrangères dans lesquelles on puisse trouver quelques exemples utiles sont toutes récentes et ont été élaborées dans ces dernières années ; ce sont la loi suisse du 2 avril 1908 et la loi allemande du 30 mai de la même année.

En France, depuis longtemps déjà ont été commencés des travaux préparatifs d'une loi générale sur les assurances (projet du 12 juillet 1904). Malheureusement ce projet présente des lacunes et à déjà fait l'objet d'une révision destinée à en signaler les imperfections et à proposer de sérieuses additions.

C'est ainsi que le projet a complètement passé sous silence la matière des assurances de Responsabilité, dont l'application est aussi pratique que variée, puisqu'elle a pour objet de garantir l'assuré contre les conséquences pécuniaires que peut entraîner à sa charge un fait dommageable dont il est responsable en vertu de la loi civile.

Cette assurance qui ne s'applique qu'aux réparations

civiles que peut devoir l'assuré (les réparations qu'entraîne l'application de la loi pénale, ne pouvant faire l'objet d'une assurance), a souvent été appelée dans la pratique « assurance de responsabilité civile. » Mais ainsi que l'a fait très justement remarquer M. Dupuich (*Journ. Ass.* 1909 p. 172), cette formule risque de provoquer une interprétation trop étroite. « Parmi les faits, dit-il, à raison desquels nous pouvons encourir une responsabilité pécuniaire d'ordre civil, il en est de deux sortes : ceux que nous commettons nous mêmes, soit par action, soit par omission (art. 1382 et 1383 C. Civ.) et ceux qui sont imputables aux personnes dont nous devons répondre (art. 1384 C. Civ.) Or, dans le langage usuel on a coutume de ne dénommer « civilement responsables » que ceux qui encourrent une responsabilité par le fait d'autrui, comme un maître responsable de son préposé, un père responsable de son enfant. Cet usage vient de ce que le préposé ou l'enfant peuvent encourir une responsabilité pénale, tandis que le maître ou le père ne sont jamais exposés de leur chef qu'à une responsabilité civile. Ce serait ouvrir un champ trop restreint à l'assurance de responsabilité que de ne l'autoriser qu'à raison de ces cas de responsabilité indirecte, qui sont habituellement désignés sous l'appellation de responsabilité civile. Il est bien entendu que toute responsabilité, pourvu qu'elle soit civile, peut faire l'objet d'une assurance, alors même qu'elle constituerait une responsabilité directe. » C'est de cette assurance prise dans son application la plus large, que nous parlerons ici.

Elle s'applique à tous les risques dont un individu peut être tenu pour responsable, qu'il est possible de prévoir, d'étudier et de calculer, le mot « risque » étant pris ici dans son sens le plus compréhensif et le plus général du mot par lequel on entend tout événement prévu ou imprévu dont la survenance entraîne un dommage et ouvre par cela même immédiatement à l'assuré le droit au bénéfice de l'assurance. Les risques qui font le plus communément l'objet d'une assurance sont le risque locatif et le risque professionnel au sujet desquels le législateur a statué. Ainsi le locataire qui veut se garantir de la responsabilité que l'art. 1733 C. Civ., lui impose envers son propriétaire en cas d'incendie, contracte une assurance de responsabilité appelée « assurance du risque locatif ». L'industriel qui veut se couvrir de la responsabilité que la loi de 1898 a mise à sa charge en cas d'accident survenu à ses ouvriers à l'occasion de leur travail, contracte une assurance de responsabilité dite « assurance du risque professionnel. »

L'occupant d'une maison qui veut se mettre à l'abri de la responsabilité qu'il pourra encourir si un incendie né chez chez lui, se communique à la maison voisine, contracte une assurance de responsabilité (assurance du recours des voisins).

Le voiturier, le façonnier, le dépositaire, l'aubergiste, qui veulent se prémunir contre la responsabilité qui peut leur incomber de par les articles 1782, 1789, 1929 et 1952 du Code civil en cas d'incendie ou de vol de la chose qui leur a été

confiée, contractent eux aussi une assurance de responsabilité.

L'officier ministériel (avoué, huissier, notaire), le titulaire d'une profession libérale (médecin, pharmacien, homme d'affaires) qui veulent se garantir contre la responsabilité que peut entraîner à leur charge une faute professionnelle, contractent encore une assurance de responsabilité.

Il est impossible de les citer toutes, mais on peut dire, en outre, qu'en général toutes les fois qu'un propriétaire d'une chose animée ou inanimée, veut se faire garantir les réparations civiles auxquelles il pourra être tenu en vertu des articles 1382 à 1384 du Code civil, par suite d'accidents causés aux tiers, il contracte une assurance de responsabilité.

L'assurance de responsabilité comprend aussi bien, ainsi que nous venons de le voir, la responsabilité contractuelle que la responsabilité délictuelle, abstraction faite, bien entendu, des sanctions pénales qu'aucune assurance ne saurait garantir.

Or toutes ces assurances dont les applications sont si variées et dont l'étude se trouve être, par suite, si complexe, ont un point commun. Elles sont toutes faites en vue de garantir les conséquences d'un dommage dont l'assuré est l'auteur responsable, mais dont une tierce personne, étrangère au contrat, est victime.

Tout le monde est d'accord pour proclamer que lorsqu'une personne a causé un dommage à son prochain elle doit lui

procurer une réparation aussi complète que possible du préjudice qu'elle lui a fait subir. Dans ces conditions il semble que si l'auteur responsable s'est réservé, moyennant certaines prestations, la garantie d'un assureur qui a pris à sa charge le règlement des indemnités qu'il peut devoir par sa faute à un tiers, le meilleur des moyens à employer pour assurer à ce tiers la réparation qui lui est due est de le mettre en relation directe avec l'assureur et de le faire payer par préférence, à tous les autres ayants-droit de l'assuré.

C'est, du reste, l'idée qui a prévalu chez le législateur dans les lois spéciales qu'il nous a données sur cette matière, dans la loi du 19 février 1889 et dans celle du 9 avril 1898.

« Jusqu'à présent, disait M. Lacombe (*Journ. Off.*, Débats Sénat, 1888, p. 254) au Sénat, avant le vote de la loi du 19 février 1889, l'indemnité due en cas de sinistre, à la suite de l'assurance des risques locatifs ou du recours du voisin, n'est pas dévolue d'une manière spéciale au propriétaire dont l'immeuble a été incendié ; il peut être ruiné par le fait du locataire ; celui-ci peut, de son côté, n'avoir rien à perdre, parce qu'il est suffisamment assuré ; mais au lieu de servir à réparer les conséquences du sinistre, l'indemnité est le gage des créanciers du locataire, dont la situation pourra ainsi être rendue meilleure par la faute imputable à leur débiteur ; le propriétaire sera primé par les concessionnaires de l'indemnité ou, s'il n'y a pas de cession, il viendra en concours ou au marc le franc avec tous les créanciers

saisissants. Il y a là une situation anormale à laquelle mon article additionnel a pour but de remédier... »

De même lors de la discussion de la loi du 9 avril 1898 à la Chambre, le rapporteur M. Martin Nadaud signala les inconvénients de la législation d'alors en ces termes :

« La somme versée par l'employeur en primes d'assurances étant sortie de son patrimoine avec une destination spécialisée, il est juste qu'elle ne soit pas détournée de sa destination. Il est juste que celui dont la mutilation a seule créé la dette de l'assureur, ne se trouve pas frustré du produit de l'assurance dont, à défaut de privilège, il pourrait ne recueillir qu'une très faible partie par contribution au marc le franc. Quant à la masse créancière, elle n'a jamais dû compter sur ce produit aléatoire pour augmenter l'actif de l'employeur. On ne lui fait donc point grief en lui refusant la participation à un profit qui, dans ses prévisions, n'a jamais été son gage. »

Le législateur est donc arrivé dans des cas spéciaux, par deux lois d'exception dont les effets sont strictement limités, à faire admettre au profit des victimes d'un sinistre des droits spéciaux sur l'indemnité due par l'assureur. Mais il est parvenu à ce résultat non pas par l'étude approfondie du contrat d'assurance, en essayant de développer tous les résultats heureux que l'on peut attendre des stipulations qu'il doit contenir, mais en légiférant pour certaines catégories d'individus dont la situation particulière a paru nécessiter sa bienveillante intervention.

Nous ne nous occuperons pas des cas dans lesquels la loi a déjà statué, mais nous serons amenés à parler de cette législation soit pour étudier la méthode qui a présidé à sa formation, soit pour signaler l'insuffisance des dispositions qu'elle renferme.

Il s'agit, après avoir fait connaître tous les inconvénients résultant du défaut de « législation » sur la matière des assurances de responsabilité, après avoir exposé les efforts, malheureusement impuissants, de la jurisprudence et de la doctrine pour essayer de favoriser les droits de la victime du sinistre, après avoir étudié les quelques législations étrangères qui nous ont précédé dans cette voie, de dégager quelques règles d'ensemble applicables à toutes les catégories d'assurance de responsabilité, et qui permettent l'établissement des solutions que la raison et l'équité réclament, mais qu'elles sont impuissantes à faire admettre,

Un exemple nous permettra de bien mettre en évidence dès maintenant l'anomalie des solutions auxquelles nous conduisent actuellement les principes de notre droit.

Un individu est victime d'un accident. Dans la rue il est atteint et blessé par suite d'une faute ou d'une négligence d'une autre personne. Cette dernière est assurée contre le risque de responsabilité qu'elle peut encourir en causant ainsi un accident aux tiers. La Compagnie d'Assurances est donc tenue de l'indemniser du montant des sommes qu'elle devra verser à l'accidenté à titre de dommages intérêts. On pourrait penser que cette indemnité qui est due par

l'assurance, va arriver directement, une fois qu'elle sera déterminée d'une façon définitive, dans le patrimoine de la victime. Il n'en est pas ainsi malheureusement pour elle : en effet d'après les contrats actuels d'assurance cette indemnité, stipulée par l'assuré pour lui-même, à titre de garantie contre l'action dont il est l'objet, tombe dans son patrimoine et selon l'expression même du Code, va devenir le « gage de tous ses créanciers. » Et s'il est en état de « déconfiture » ; si, commerçant, il tombe en faillite, cette indemnité va venir grossir son actif et augmenter le dividende qu'il distribuera à l'ensemble de ses créanciers.

Mais que devient alors la victime ? L'accident qui l'a frappée a pu, en cas de vie sauve, diminuer considérablement son activité, ses forces, sa capacité de travail. Il a pu avoir les conséquences les plus fâcheuses sur son économie et lui laisser des tares irréductibles. Ce blessé a dû plaider sans relâche pour établir d'abord la responsabilité de son adversaire et débattre ensuite le chiffre de l'indemnité à laquelle il a droit. Il a, sans doute, attendu longtemps avant d'obtenir la décision de justice définitive, grâce à laquelle il pense obtenir satisfaction. Il a lutté contre deux adversaires groupés, l'auteur responsable de l'accident et son assureur et lorsqu'il se présente pour exécuter son jugement, l'un est un insolvable qui lui offre un dividende ridicule et l'autre ne le connaît pas. Telle est la solution légale et juridique que l'on peut avoir à constater à l'heure actuelle avec notre législation pour peu que l'on veuille envisager le cas où

l'auteur de l'accident se trouve en état d'insolvabilité, ce qui arrive non seulement lorsque c'est un particulier, mais encore lorsque c'est une société (de transports par exemple) comme cela s'est vu.

S'il est difficile déjà de faire comprendre à la victime qu'elle ne peut rien obtenir de l'auteur responsable, puisque étant insolvable, il ne possède rien, comment lui faire admettre que le bénéfice de l'assurance qui avait été contractée pour garantir cet accident, doive aller à d'autres qu'à elle-même? Ce résultat est évidemment inique, puisque l'équité commande de réserver à la victime le montant intégral de l'indemnité due par l'assureur. S'il en est autrement, les créanciers de l'auteur responsable (l'assuré) s'enrichiront du malheur d'autrui, et leurs bénéfices s'accroîtront en raison directe des fautes commises par leur débiteur.

Il est donc souhaitable d'éviter le détour de l'indemnité entrant dans le patrimoine de l'assuré pour parvenir amoindrie aux mains de la victime. Il faut assurer à cette dernière un paiement direct et intégral qui seul peut réparer dans la mesure humainement possible l'accident survenu.

Le moment semble arrivé de proposer une réforme, le législateur n'ayant pas encore poursuivi la réalisation du projet de la loi générale sur les assurances dont nous avons parlé ci-dessus.

Nous voudrions dans cette étude, tant à l'aide des principes généraux du droit qu'avec l'appui des lois spéciales

sur la matière, arriver à poser les bases de cette réforme qui s'impose parce qu'elle est profondément juste et équitable.

Ce travail se composera de quatre parties principales.

Dans la première, nous rechercherons, à propos de l'assurance de responsabilité, les solutions données par la doctrine et par la jurisprudence en ce qui concerne les droits des victimes sur l'indemnité d'assurance.

La seconde partie sera réservée à l'étude des dispositions contenues dans deux lois particulières (19 fév. 1889, 9 avril 1898 modifiée par celle du 31 mars 1905) qui ont traité de l'attribution des indemnités d'assurance dans un sens favorable à notre thèse, mais pour des hypothèses limitativement déterminées.

Nous étudierons ensuite, dans la troisième partie les quelques législations étrangères qui nous ont précédé dans la voie de la réforme que nous préconisons pour notre pays, tout en signalant les imperfections que renferment ces lois.

Enfin la quatrième partie contiendra l'élaboration d'un avant-projet de loi en vue d'arriver à la réalisation de cette réforme qui est nécessaire et sur laquelle il nous paraît, dès maintenant, utile d'attirer l'attention des personnes compétentes pour essayer de recueillir leur adhésion.

PREMIÈRE PARTIE

Solutions dérivées des textes actuels de notre Droit

CHAPITRE PREMIER

EXPOSÉ DE LA JURISPRUDENCE

La Jurisprudence est unanime à déclarer que le contrat par lequel une personne assure les conséquences pécuniaires de sa responsabilité est un contrat essentiellement personnel à l'assuré, qui ne peut accorder aux tiers-victimes aucun droit particulier sur l'indemnité due par l'assureur.

Elle refuse ainsi aux victimes d'une part, un droit d'action directe contre l'assureur, et d'autre part un privilège sur l'indemnité d'assurance.

A. Refus d'action directe

Cette jurisprudence est déjà ancienne et s'applique à toutes les assurances de responsabilité quelles qu'elles soient.

C'est un arrêt de la Cour de Nancy du 7 février 1867, D. 67. 2. 73, à propos d'une assurance-incendie, qui a posé le principe que celui qui a été personnellement étranger à un contrat d'assurance, ne peut en réclamer le bénéfice s'il ne prouve que c'est pour lui-même, au su et du consentement de la Compagnie que l'assurance a été conclue.

On retrouve des applications de ce principe, dans les exemples présentés par les assurances de choses déposées, au point de vue des droits qu'une telle assurance confère au déposant contre l'assureur.

Ou bien le dépositaire assure les marchandises de ses clients *en son nom* et *pour couvrir sa responsabilité*, et dans ce premier cas, lorsque ces marchandises viennent à être détruites par un sinistre, dont le dépositaire n'est pas responsable, les déposants n'ont aucune action contre l'assureur.

Voir en ce sens Cass. 2 juin 1886, S. 86. 1. 449 et P. 86. 1. 173.

« Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que la Vve C... avait assuré à la Compagnie d'assurances contre les incendies « l'Union » entre autres objets, les graines, farines etc... appartenant à ses clients, qu'elle

avait contracté cette assurance, non pas en qualité de *negotiorum gestor* de ceux-ci, mais *en son nom personnel* et *pour dégager sa responsabilité*... Attendu que l'incendie a été allumé par la foudre... Attendu que dans cet état des faits, les défenseurs restés étrangers audit contrat d'assurance, n'étaient pas fondés à réclamer de leur chef personnel une indemnité à la Compagnie, à raison des récoltes par eux déposées chez la Vve C... »

Voir dans le même sens Cassation Req. 16 juin 1897, S. 97. 1. 282.

Ou bien le dépositaire assure les marchandises de ses clients *pour leur compte* et en qualité de *gérant d'affaires* et dans ce second cas l'assurance profite aux clients.

Voir pour le cas d'assurances à primes, Grenoble 12 mars 1883. S. 84. 2. 12, et pour le cas d'assurances mutuelles, Cassation, 18 mars 1890, S. 93. 1. 139.

Dans ce dernier arrêt, la Cour de Cassation décida qu'il appartenait aux juges du fait de décider par interprétation souveraine des clauses de la police, que les tiers, propriétaires des objets confiés au dépositaire, ont puisé dans l'assurance pour le compte de qui il appartiendra un droit d'action directe et personnelle en indemnité contre l'assureur.

Cette jurisprudence eût surtout l'occasion de se manifester à propos de l'interprétation des contrats d'assurance de responsabilité, parce que dans les cas où ces contrats reçoivent leur application, ce n'est pas l'assuré lui-même qui a subi le préjudice, mais un tiers qui cherche à obtenir

le bénéfice de l'assurance pour se garantir de l'insolvabilité possible de l'auteur responsable du sinistre.

Or que dit la jurisprudence :

La police a été contractée entre X (assuré) et Y (assureur) seuls. X a stipulé en son nom et dans son intérêt personnels, pour se garantir contre l'action qu'un tiers pourrait lui intenter à raison d'un événement ultérieur. La Compagnie d'assurance a garanti à X. . les réparations civiles pouvant être dues aux tiers lésés, mais c'est vis-à-vis de lui seul qu'elle a pris cette obligation et non vis-à-vis du tiers. La victime est demeurée étrangère au contrat à l'égard duquel elle n'est qu'un tiers. Par conséquent elle ne saurait se prévaloir des stipulations qui y sont contenues, elle ne peut y puiser un droit direct. Il faut appliquer ici la règle de la relativité des contrats quant aux personnes, règle qu'exprime le vieil adage « Res inter alios acta, aliis neque nocere, neque prodesse potest » que Pothier a énoncé dans son *Traité des Obligations* (n° 85) et que le Code renferme dans son article 1165.

Il n'est pas possible de reconnaître dans un tel contrat les éléments d'une stipulation pour autrui au profit de la victime dans le sens de l'article 1121 C. Civil, même si cette dernière doit être appelée à profiter de la convention passée entre les parties, puisque celles-ci n'ont eu en vue que leur intérêt personnel et qu'elles n'ont jamais eu l'intention de procurer un bénéfice aux tiers. Or seule la stipulation pour autrui pourrait faire naître au profit des tiers un

droit *direct* comme ceux qu'il fait naître pour les parties.

Aucun lien de droit n'existant entre la victime et la Compagnie d'assurances, il y a lieu, par suite, de décider que la victime ne peut poursuivre directement le bénéfice de l'assurance contre la Compagnie.

V° Cassat. Civ. 23 juil. 84. D. P. 85. 1. 168. Tribunal de Commerce de la Seine du 12 nov. 1898. *Loi*, ann. 1899, p. 70.

Cour de Montpellier 5 mai 1888, D. P. 88. 2. 292. Les termes de cet arrêt qui s'applique bien à notre sujet nous paraissent devoir être cités.

« ...Sur l'Assurance de Responsabilité.

«... Attendu que le contrat par lequel le patron s'assure à concurrence d'une certaine somme contre l'action civile de ses ouvriers est *essentiellement personnel* et que ceux ci n'en peuvent directement poursuivre le bénéfice contre la Société d'assurance *vis-à-vis de laquelle ils ne sont que des tiers*.... Que le contrat du 11 mars 1884 n'a créé en ce qui concerne la responsabilité civile des frères M... aucun lien de droit entre leurs ouvriers et la Préservatrice et qu'au surplus R... (victime) dont la créance contre ses patrons est encore incertaine et subordonnée aux résultats d'un interlocutoire, ne pourrait exciper à l'appui de son action directe contre la dite société, des termes de l'art. 1166. C. Civ.(1). »

(1) Il est utile de faire ici observer que les lois du 19 février 1889, d'une part et du 9 avril 1898 et 31 mars 1905, d'autre part, dont il sera parlé plus loin aux points de vue qui intéressent cette étude, ayant créé des situations spéciales aux bénéficiaires de ces lois il ne sera fait état dans les exemples ci-contre que de la jurisprudence antérieure à ces lois, juris-

Voir également sur le refus d'action directe opposé aux victimes.

Arrêt Cour de Paris 4 avril 1900 *Gaz. Trib.* 28 avril 1900 ; d° 25 mai 95 D. 96. 2. 241 ; d° 19 juin 1888 S. 97. 2. 201.

Voir notamment Trib. civ. de Lyon, 12 janvier 1901 ; cour de Lyon, 3 janvier 1902 ; Cour de Cassation, 30 octobre 1906. (Ce dernier arrêt cité dans le *Journal des assurances* année 1907, page 89) qui décident que « lorsqu'en contractant avec une Compagnie d'assurance pour couvrir éventuellement sa responsabilité en cas d'accident survenant à ses ouvriers par sa faute, un patron n'a pas agi comme mandataire de ceux-ci ; qu'il a stipulé, non pour eux mais en son nom et dans son intérêt personnel et qu'enfin dans l'intention des parties les effets de l'assurance devaient être strictement limités aux parties elles mêmes, la Compagnie n'a pas entendu avoir l'ouvrier pour créancier, *aucun lien juridique n'existe entre la compagnie et l'ouvrier et par suite celui-ci n'a pas d'action directe contre cette dernière* (1). »

On peut voir aussi : jug. Trib. de Grenoble, 13 juin 1903 ; sur appel arrêt Cour de Grenoble, 19 novembre 1903 ; et sur pourvoi Cour de Cassation, 30 octobre 1906.

prudence qui s'est maintenue dans les espèces qui ne rentrent pas dans le cadre de ces lois.

(1) En l'espèce l'accident était arrivé antérieurement à l'époque d'application de la loi de 1898.

L'espèce était la suivante : A la suite d'un accident mortel survenu à leur père, les consorts V... avaient actionné la Compagnie de tramways de Grenoble devant le Tribunal de la dite ville en payement de dommages intérêts. Un jugement confirmé en appel avait condamné la Compagnie de tramways à diverses prestations en espèces (jug. 3 fév. 1902. arrêt 17 juin 1902).

Le 2 mai 1902 la Compagnie de tramways ayant été déclarée en liquidation judiciaire, puis ayant obtenu un concordat qui fut homologué par la suite, c'est en vain que les bénéficiaires de l'indemnité en avaient réclamé le versement à la Compagnie qui, de son côté, l'avait demandé en vain à sa Compagnie d'assurances La Zurich laquelle, aux termes de sa police lui devait garantie jusqu'à concurrence de 10.000 francs.

Les consorts V... assignèrent alors la Compagnie de tramways et la Compagnie d'assurances pour trancher le différend.

Devant le tribunal de Grenoble, la Compagnie La Zurich prétendit, entre autres conclusions, que l'action dirigée contre elle était non recevable et mal fondée parce que les consorts V... n'avaient aucun lieu de droit avec elle.

Voici ce que répondit le Tribunal sur ce point.

«...Attendu en effet, que la convention intervenue le 5 novembre 1900 entre la Compagnie La Zurich et la Compagnie de tramways relativement à la responsabilité civile vis-à-vis des tierces personnes ne vise, par ses termes

comme par son esprit et par l'intention qui a présidé à sa passation que les deux sociétés contractantes et constitue un acte complètement étranger aux consorts V... *qui n'y ont point été parties* et ne peuvent être considérés par aucune fiction juridique comme y ayant été représentés; que rien ne les autorise à y trouver *la base d'une action directe* à intenter contre l'assureur, action que la jurisprudence a parfois pu admettre au profit d'ouvriers dans certains contrats d'assurance souscrits par les patrons, mais dans des conditions absolument différentes. »

Et la cour d'appel de Grenoble par arrêt du 19 novembre 1903.

Sur ce même point :

« ... Adoptant les motifs des premiers juges et attendu que le contrat par lequel une Compagnie s'assure à concurrence d'une certaine somme contre les actions civiles dont elle pourrait être l'objet, est essentiellement personnel et que les victimes d'accidents n'en peuvent directement poursuivre le bénéfice contre la société d'assurance vis-à-vis de laquelle *elles ne sont que des tiers...* »

Nous aurons l'occasion de reparler de ces jugements et arrêt à propos des autres motifs sur lesquels les juges se sont appuyés pour faire parvenir directement aux ayants droit de la victime le montant de l'assurance. Mais il convenait de remarquer dès maintenant que leurs décisions étaient d'accord en ce qui concerne le refus d'action directe par le tiers-victime contre la Compagnie d'assurances.

Ce dernier arrêt de la Cour de Grenoble fut déféré à la Cour de Cassation, mais le pourvoi fut basé sur la violation d'articles intéressant d'autres questions que celles de *l'action directe* et c'est pourquoi nous n'en parlerons pas davantage pour le moment.

A côté de ce système, adopté d'une façon définitive par la jurisprudence, pour refuser à la victime toute action directe contre l'assureur, il convient d'en signaler un autre dont les causes, sans doute, sont différentes, mais qui se rattache néanmoins à notre sujet parce qu'il a pour effet de laisser l'assureur à l'écart de l'action intentée par la victime contre l'auteur du sinistre.

On comprend aisément que l'assuré actionné en paiement d'une indemnité par la victime, alors que son assureur se refuse pour une cause quelconque à prendre ses fait et cause dans l'instance, ait cherché à l'y contraindre en l'assignant en garantie des condamnations éventuelles qui seraient prononcées contre lui. Cette mise en cause, bien qu'il semble, tout d'abord, qu'elle doive profiter uniquement à l'assuré, présente néanmoins un intérêt pour la victime qui se trouverait de suite en face de son véritable adversaire et qui aurait, peut être, l'avantage de voir ce dernier entrer en composition avec elle,

En effet l'assureur mis en cause dans le procès intenté par la victime serait obligé d'opposer immédiatement les moyens de compensation ou autres qu'il croirait devoir présenter pour sa défense et le règlement de l'affaire y gagnerait en

célérité, puisqu'il permettrait au Tribunal de statuer à la fois sur la réparation due à la victime et sur la garantie due par l'assureur. Ce dernier fixé définitivement, en une seule fois, sur les conséquences de l'action intentée, n'ayant plus l'espoir de pouvoir obtenir une décision contraire en plaidant devant une autre juridiction, serait, de suite amené, en indemnisant la victime, à éteindre l'action en remboursement qui appartient à l'assuré.

Mais la jurisprudence est à peu près unanime à décider que l'assuré ne peut appeler l'assureur en garantie pour se défendre contre l'action qui lui est intentée par la victime d'un accident à moins de stipulation contraire dans la police. Elle en donne pour raison que l'action dérivant d'un contrat d'assurance de responsabilité n'a pas le caractère d'une demande en garantie de l'indemnité à payer à la victime de l'accident, mais qu'elle constitue une action principale et directe soumise aux règles de compétence qui lui sont propres.

Voir pour le cas d'assurances contre les accidents. Cour de Dijon, 12 juin 1890. *Journ. Ass.*, année 1890, p. 233 et Trib. Civ., Seine, 14 mars 1891. *Journ. Ass.*, 91.253.

Elle invoque aussi le défaut de connexité existant entre l'action en paiement d'indemnité et l'action dérivant du contrat d'assurances. Ces deux actions sont distinctes, directes et principales, déclare notamment un arrêt de la Cour de Cassation du 31 juillet 1893, et aucune ne peut être considérée comme l'accessoire et la dépendance de l'autre. « En con-

séquence c'est à bon droit qu'un arrêt a déclaré, par application de l'article 59, § 2, C. Pr. Civ., qu'une Compagnie d'Assurances qui se prévalait des termes de la police, devait être assignée devant le tribunal de son siège social où elle faisait élection de domicile pour l'exécution du contrat. »

Voir Cass. req. précité, 31 juillet 1893. Cass. Civ., 7 août 1893. Cour de Paris, 22 février 1893. Dans le *Recueil, La Loi*, année 1893, 803, 907, 955. Voir Cass. Civ., 23 déc. 1897, *Loi*, 1898, 95 et notamment Cass. Civ., 5 déc., 1899, D. P., 1901, 1, 460, 1^{re} espèce.

Cependant la jurisprudence de la Cour de Cassation semble faire une distinction suivant les stipulations contenues dans les polices d'assurances. Ainsi toutes les polices prévoient le cas où l'assuré est actionné en responsabilité par un tiers. Certains de ces contrats disposent que la Compagnie s'engage à suivre et diriger les procès au nom de l'assuré, d'autres réservent seulement cette faculté à l'assureur. Dans le premier cas, certaines décisions admettent que la Compagnie accepte virtuellement la compétence du Tribunal devant lequel l'assuré a été traduit et renonce à la compétence de ses juges naturels.

Voir Cass. Req., 18 oct. 92, *Recueil périod. Assur.* ann. 1892, p. 688. Cass. Req., 11 avril 02, *Recueil périod.*, 1902, p. 597. Trib. civ. de Versailles, 17 juin 1904, *le Droit*. 4 sept. 1904, Cour de Lyon, 25 janv. 05, *Recueil périod.* 1905.

Dans le cas où l'assurance s'est simplement réservé la faculté de se substituer à l'assuré dans la direction du procès,

il n'y a pas renonciation de sa part de prévaloir des règles de compétence de droit commun.

Cass. Civ., 22 déc. 1897 précité.

Pour bien faire comprendre les distinctions faites par la jurisprudence de la Cour de Cassation, nous citerons les termes d'un arrêt de la Cour de Chambéry, 16 décembre 1896, confirmé par la Cour de Cassation par arrêt du 5 déc. 1899, D. P. 1901, 1, 457 (2^e espèce) qui a admis l'appel en garantie de l'assurance dans l'instance en indemnité.

La Cour...

En ce qui concerne la Compagnie d'assurances La Zurich. Attendu que l'art. 9 de la police contractée par X... contient en premier lieu la clause que la Compagnie « *s'engage* à suivre et diriger le procès à ses frais, mais au nom de l'assuré ». En second lieu comme conséquence de la première clause celle-ci « que l'assuré ne pourra faire aucun appel en garantie. » Qu'on comprend facilement que du moment où la Compagnie suit le procès pour l'assuré, celui-ci n'ait pas à l'appeler en garantie, puisqu'il obtient spontanément ce qu'il viendrait se procurer par cet appel. Mais que par une juste et nécessaire réciprocité, si l'assureur refuse d'observer la clause qui le lie, l'accusé doit être délié de son obligation corrélatrice, le contrat formant un tout dont les parties s'interprètent les unes par les autres ;... »

Par suite des clauses ci dessus, dit l'arrêt cité, si la Compagnie refuse de prendre les lieu et place de l'assuré et que ce dernier l'appelle en cause.

« C'est moins un appel en garantie qui a été adressé à la Compagnie qu'un rappel à l'exécution de son engagement » et par suite » non seulement il y a une connexité intime entre les deux actions, mais on doit dire qu'il n'y a là qu'une seule et même affaire. »

Malheureusement lorsqu'on ne se trouve pas en présence d'une clause expresse par laquelle l'assureur s'oblige à prendre le fait et cause de l'assuré, la jurisprudence ne croit pas pouvoir trouver dans les règles du Code de Procédure les éléments nécessaires pour appliquer à l'assurance les règles ordinaires de la garantie sous prétexte qu'il n'y a pas identité de source et d'objet entre les deux demandes contre l'assuré et contre l'assureur. Cette jurisprudence a été très justement discutée par M. Thaller dans une note sous Cassat. précitée, D. P. 1901. 1. 458. •

Bien plus, les compagnies d'assurances ont établi dans leurs contrats des clauses interdisant à l'assuré de mettre en cause la Compagnie ou de l'appeler en garantie dans toutes poursuites ou demandes dirigées contre lui, et *ces clauses ont été déclarées licites*.

V^o Trib. Civ. Seine, 23 avril 1896 et Trib. Civil Seine, 7^e Ch., 18 janv. 05. *Rec. per. Ass.*, 1908, p. 523.

« Est licite et obligatoire la clause de police conçue comme suit : « Dans toutes poursuites ou demandes dirigées à l'occasion d'un accident contre l'assuré, celui-ci ne pourra sous aucun prétexte à peine d'être privé du bénéfice de l'assurance, mettre la Compagnie en cause ou l'appeler en

garantie; si la Compagnie refusait de se charger de l'accident, l'assuré aurait contre elle une action principale devant le Tribunal compétent. » En l'absence d'un vice du consentement, une telle convention, quelle que soit sa rigueur doit recevoir son exécution, même si l'assureur refuse de prendre la direction du procès en alléguant que l'accident est dû à une infraction aux lois et règlements. »

B. — Refus de Privilège sur l'Indemnité d'Assurance

Nous arrivons maintenant à l'exposé de la jurisprudence en ce qui concerne le refus de privilège opposé à la victime sur l'indemnité d'assurance. Sur ce point encore la jurisprudence est très anciennement établie et si la plupart des exemples que l'on rencontre se trouvent être empruntés à des cas d'assurances-accidents et plus spécialement d'assurances sur les accidents du travail contractées antérieurement à la loi de 1893, cette jurisprudence s'applique à toutes les espèces d'assurances de responsabilité et a, par suite, une application extrêmement étendue.

Nous nous trouvons maintenant à une autre phase de l'action intentée par la victime pour obtenir réparation du préjudice qui lui a été causé. Tandis que précédemment nous voyions cette action à son origine et nous assistions aux efforts faits par la victime pour essayer d'engager son instance à la fois contre l'agent responsable et contre l'assureur

du risque, nous nous trouvons maintenant en présence de la décision qui a été rendue sur cette instance et qui malheureusement ne met pas fin aux difficultés rencontrées par la victime pour parvenir à un résultat. Il s'agit désormais d'exécuter le jugement qui constitue le titre en vertu duquel il est possible d'agir. La plus grande partie du chemin qui tend à l'obtention de l'indemnité réparatrice semble être effectuée et cependant des obstacles légaux, tels qu'on est appelé à en rencontrer journellement dans la pratique, feront du titre judiciaire, obtenu si difficilement et dont les conséquences sont pourtant garanties, sinon un objet sans valeur du moins un acte avec lequel il est impossible d'obtenir la juste réparation du préjudice causé.

Voici les arguments principaux que donne la jurisprudence pour arriver à ce résultat.

La victime ne peut se prévaloir d'un droit *personnel et direct* sur l'indemnité d'assurance. En échange de la prime qu'il paye à l'assureur, l'assuré a un droit contre celui-ci pour se faire garantir du sinistre et une action pour l'exercice de ce droit ; ce droit et cette action sont personnels à l'assuré, ils font partie de son patrimoine et ne peuvent être exercés que par lui seul à moins qu'il ne les ait transmis ou qu'ils ne soient exercés en son nom par application de l'article 1166 ; ils sont donc le gage commun de ses créanciers comme ses autres biens, à moins qu'il n'y ait quelque cause légitime de préférence. Or la victime ne peut invoquer de privilège, résultant d'un texte de la loi, à son profit.

De plus la victime est complètement étrangère au contrat. Aucune convention ne l'a mise en relation avec l'assureur. Ce contrat ne contient aucune stipulation pour autrui dans les termes de l'article 1121, les tiers n'y étant et ne pouvant pas y être désignés. Il n'a été fait que pour garantir l'assuré des conséquences de la responsabilité civile pouvant lui incomber par suite de sa faute.

On n'y rencontre pas non plus les éléments d'une gestion d'affaires au profit de la victime (si tant est qu'on admette l'application du quasi-contrat de gestion d'affaires à la matière de l'assurance).

Enfin l'assuré n'a pas agi comme *mandataire* de la victime et d'après l'intention qui a présidé à la formation du contrat, ses effets doivent être strictement limités aux parties elles-mêmes. Tout droit direct accordé à la victime ferait méconnaître la volonté des contractants et détruirait l'économie du contrat.

L'arrêt qui résume le mieux les principes sur lesquels se base la jurisprudence pour refuser un droit de privilège à la victime, a été rendu par la Cour de Paris, le 25 mai 1895. En voici les termes :

La Cour : Sur la demande de Renaudin tendant à ce que le syndic de la faillite de S.... soit tenu de lui remettre intégralement la somme qui lui sera payée par la Compagnie d'Assurances l'Urbaine et la Seine : Considérant que Renaudin prétend, à cet égard, exercer vis-à-vis du syndic un droit qui résulterait, non du quasi délit lui-même, mais du con-

trat d'assurance intervenu entre l'assuré et la dite Compagnie d'assurances ; que cette prétention ne saurait se justifier ; que, par la police du 27 septembre 1886, la Compagnie l'Urbaine et la Seine a assuré S..... contre les réparations civiles dues aux tiers lésés ; qu'il n'existe par cela même, aucun lien de droit entre Renaudin et la Compagnie d'Assurances ; que Renaudin est étranger à la police ; que, si l'assuré et la Compagnie ont contracté en vue du paiement d'une indemnité destinée à la victime d'un accident, *celle-ci ne saurait avoir, sur cette indemnité un droit propre, personnel et direct* : qu'il n'est même pas soutenu que Renaudin pourrait, en vertu de la police, contraindre la Compagnie à lui payer la somme assurée ; qu'il ne pourrait d'ailleurs, y parvenir qu'en exerçant les droits de son débiteur, en vertu de l'article 1166 Code Civil ; que le contrat d'assurance contre les accidents, qui est, de son essence, et de par la loi, aléatoire, n'a d'autre objet *que de garantir l'assuré contre l'action qu'un tiers pourrait lui intenter à raison d'un événement ultérieur* ; qu'il ne lie que les deux parties contractantes, et qu'on ne saurait y voir, aux termes de l'article 1121 Code civil, *une stipulation pour autrui au profit d'un tiers qui n'y est pas et ne peut pas y être désigné* ; que son caractère propre et unique est de relever l'assuré de la condamnation à laquelle il pourrait être tenu vis-à-vis d'une personne non dénommée et *étrangère à l'acte* ; que l'esprit comme la lettre du contrat indiquent *que les parties n'ont eu, en échange des primes à payer*

*par l'assuré, d'autre intention que de stipuler au profit de ce dernier pour le rendre indemne, au cas où sa responsabilité serait engagée ; qu'on ne saurait prétendre que l'assuré, en contractant une assurance, a agi comme mandataire de la victime ; qu'il n'y a point mandat sans un mandant dénommé, et donnant à une autre personne le pouvoir de faire quelque chose pour lui et en son nom (art. 1984 C. civ.) ; que, s'il en est autrement quand il s'agit d'une assurance, dite collective, au profit des ouvriers, c'est que, dans ce cas, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui, bien que non désignés nominativement, sont assurés par l'intermédiaire de leur patron, en qualité de *negottorum gestor*, et que l'indemnité leur est acquise comme contre partie des retenues faites sur leurs salaires ; considérant qu'on ne saurait, non plus, invoquer les dispositions de l'art. 1156 Code civil, en ce qui touche la commune intention des parties que les termes de la police, sont clairs et précis, etc... Considérant, enfin, qu'il importe peu que la Compagnie d'assurances se mette aux lieu et place de l'assuré dans l'instance en payement de l'indemnité aux termes de la police, ou règle directement avec la victime de l'accident, le montant de ce qui est dû à celle-ci ; qu'elle agit dans ces deux cas, en qualité de mandataire de l'assuré et qu'on ne saurait induire de ces deux circonstances, justifiées par un intérêt pratique, qu'un lien de droit existe entre l'assureur et celui auquel est due l'indemnité... qu'il résulte de ce qui précède que l'indemnité que la Compagnie l'Urbatne*

et la Seine aura à payer, appartient, non à Renaudin, mais à S..... et doit tomber dans l'actif de la faillite de ce dernier et ne saurait constituer au profit de Renaudin un droit de préférence vis-à-vis de la masse; que les privilèges sont de droit étroit.

Par ces motifs : déboute R. de sa demande tendant à ce que Planque (syndic S.....) soit tenu de lui transmettre intégralement la somme qui lui sera payée par la Compagnie d'assurance l'Urbaine et la Seine..... »

(25 mai 1895. S. 97.2.201).

On peut également citer un arrêt de Lyon, 7 juin 1878, *J. des Ass.*, année 1879, p. 145 et un arrêt de la Cour de Paris, du 19 juin 1888, *Ann. de Droit comm.*, 1888, 1.229 et Cour de Montpellier, 25 mai 1888. D. 88, 2.29.

Et enfin l'arrêt de la Cour de Cassation du 30 oct. 1906 (*J. des Ass.*, 1907, p. 89, 1^{re} espèce) rendu sur arrêt de la Cour de Lyon du 3 janvier 1902.

Ce dernier arrêt avait refusé de reconnaître à la victime d'un accident du travail, survenu antérieurement à l'application de la loi de 1898, le droit de faire pratiquer une saisie arrêt entre les mains de l'assureur du patron, tombé en faillite depuis l'accident, sous prétexte qu'il n'existait à son profit aucun privilège ou tout autre cause de préférence à faire valoir à l'encontre des droits des autres créanciers.

Quel est le résultat de ce système qui consiste à refuser à la victime d'une part toute action directe contre l'assureur

et d'autre part tout privilège ou droit de préférence sur l'indemnité d'assurance ?

La victime n'ayant pas *d'action directe* contre l'assureur ne peut exercer contre lui que *l'action oblique* de l'art. 1166 du Code Civil qui permet « à tous les créanciers d'exercer les droits et actions de leur débiteur à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne. » Par l'exercice de cette action, la victime pourrait obtenir de l'assurance (comme débitrice de son débiteur), le versement de l'indemnité réparatrice.

Mais cela suppose que les créanciers de l'assuré (au nombre desquels se trouve la victime) ont conservé contre leur débiteur c'est-à-dire contre l'assuré, l'exercice de leurs actions individuelles. Or on sait qu'il existe des cas dans lesquels l'exercice de ces actions est suspendu ; il en est ainsi lorsque l'on se trouve en présence d'un débiteur en état de faillite ou de liquidation judiciaire. En effet d'après les règles du Code de commerce et de la loi du 4 mars 1889, les actions qui compétent au failli ou au liquidé judiciaire (dans notre hypothèse, l'assuré) ne peuvent plus être exercées que par le syndic ou par le liquidateur. Si donc l'auteur responsable du sinistre étant un commerçant, a été déclaré en faillite ou a obtenu le bénéfice de la liquidation judiciaire depuis l'avènement de ce sinistre il n'est pas possible à la victime de se prévaloir de l'action qui appartenait à cet assuré contre la Compagnie qui a garanti le sinistre.

Sans doute il peut arriver que l'auteur responsable du

sinistre ne soit pas commerçant et que l'on ait pas alors à se préoccuper des dispositions spéciales du Code de Commerce. Mais dans ce cas nous allons voir que le résultat final est le même pour la victime. En effet dès que l'on admet, d'une part que l'indemnité due par l'assurance fait partie du patrimoine de l'assuré, et d'autre part que la victime n'a aucun privilège sur cette indemnité, on doit en conclure que toutes les fois que l'auteur responsable de l'accident (l'assuré) sera en état d'insolvabilité à une époque postérieure au sinistre, la victime ne pourra obtenir la réparation intégrale du dommage qu'elle a subi, tandis qu'elle verra l'indemnité d'assurance, qui ne serait pas due à l'assuré, s'il n'avait causé à la victime un dommage et qui n'a été versée que pour garantir le paiement de ce dommage, grossir le patrimoine de l'assuré au bénéfice des créanciers de ce dernier, qui seront les seuls à en profiter. C'est précisément au moment où les bienfaits de l'assurance devraient se faire sentir qu'elle est détournée de son but, au profit de personnes qui devraient rester complètement étrangères à son action. Ainsi pour avoir commis une faute engageant sa responsabilité, l'assuré, auteur du sinistre, va toucher de son assureur une somme représentant l'indemnité qu'il doit à sa victime, et cette somme profitera non pas à cette dernière, mais à la masse des créanciers de l'assuré.

Devant ce résultat auquel conduit la législation actuelle par suite de l'application de la loi du dividende, l'assureur émit la prétention de ne verser à l'assuré que le dividende

touché par la victime. L'assureur, disait-on, ne s'est engagé dans le contrat qu'à indemniser l'assuré des conséquences que le fait dommageable aura pu entraîner à sa charge. Si donc par suite d'une remise partielle de sa dette (par exemple en exécution du concordat qu'il a obtenu) l'assuré n'est tenu, que de payer un dividende au tiers victime du sinistre, la Compagnie d'assurance ne peut être tenue de lui rembourser que la somme représentant le dividende qu'il a versé, sans cela l'assurance deviendrait pour l'assuré (contrairement aux principes essentiels de la matière) une occasion de gain et non pas seulement d'indemnité.

Néanmoins la jurisprudence n'hésita pas à débouter l'assureur de cette prétention.

Nous avons, sur ce point, un arrêt formel de la Cour de Grenoble du 19 novembre 1903, confirmé par la Cour de cassation, Ch. Civ. du 30 octobre 1906 (précité). Cet arrêt, unanimement approuvé par la doctrine, déclara que l'assureur s'étant engagé, sans exception ni réserve, à payer à l'assuré toutes les indemnités auxquelles ce dernier pourrait être condamné à la suite d'accidents, devait s'exécuter aussitôt que la condition mise à l'exécution de son engagement, c'est-à-dire la condamnation de l'assuré, était réalisée. Il ajouta qu'il importait peu que par « un événement postérieur à l'accident, en dehors des prévisions et de l'intention des parties » l'assuré eût été mis en liquidation judiciaire, que ce fait ne pouvait ni diminuer les droits de l'assuré vis-à-vis de son assureur, ni modifier les obligations de celui-ci. Il en

conclut que l'assuré ayant reçu, en primes, la totalité de ce qui lui était promis, devait payer, en indemnité, la totalité de ce qu'il avait promis. La faillite de l'assuré, au point de vue de l'étendue de l'obligation de l'assureur, en cas de sinistre, fut ainsi considérée comme « *res inter alias acta* ».

Tout en appréciant la valeur des arguments donnés par la jurisprudence pour faire prévaloir ce système, nous signalerons encore un cas où l'équité semble particulièrement compromise dans les rapports de la victime et de l'auteur du dommage (l'assuré), c'est lorsque ce dernier tombé en faillite depuis le sinistre a obtenu son concordat. Dans ce cas, l'assuré est dispensé de payer la totalité de ce qu'il doit. Il pourra ne payer à ses créanciers (notamment à la victime de l'accident), que le dividende concordataire et néanmoins il touchera de son assureur la garantie intégrale prévue au contrat si bien qu'il conservera pour lui une partie de la somme que son assureur lui aura versée; il se trouvera ainsi avoir fait un bénéfice par suite de sa propre faute.

Voir à ce sujet un jugement du Tribunal de la Seine du 4 février 1887, confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 19 juin 1888 (S. 97, 2, 201, en note).

La victime, en présence de ces solutions (refus d'action directe contre l'assureur et refus de privilège sur l'indemnité), va-t-elle se trouver obligée d'accepter toujours le dividende insuffisant provenant du patrimoine de son débiteur? Il existe un moyen, inventé par la pratique et ratifié par les auteurs et par la jurisprudence, qui lui permet de toucher

directement, par une transaction, une indemnité des mains de l'assureur, en dehors de l'assuré et nonobstant son état de faillite ou de liquidation judiciaire. Ce moyen a été employé antérieurement au vote de la loi du 19 février 1889 et s'il est sans objet désormais pour les bénéficiaires de cette loi, du moins présente-t-il toujours un intérêt très réel pour les autres sinistrés, car il est applicable chaque fois qu'une assurance de responsabilité a été conclue par l'auteur du sinistre.

Le principe sur lequel repose cette solution transactionnelle est le suivant : « L'assurance est essentiellement un contrat d'indemnité qui ne peut comme tel, être pour l'assuré la source d'aucun bénéfice, sans quoi l'assurance dégénérerait en convention de jeu ou de pari. »

Il en résulte que le recours de l'assuré contre l'assureur est subordonné à l'exercice de l'action de la victime contre l'assuré et que ce dernier ne peut rien réclamer à son assureur, lorsque la victime a renoncé à ne lui rien réclamer à lui-même.

La Cour de Paris a consacré formellement ce principe à propos d'une réclamation présentée par le locataire d'un immeuble incendié contre son assureur.

« Considérant qu'en matière de risques locatifs, le contrat d'assurances ne confère pas au locataire, une créance directe de somme contre la Compagnie d'assurances ; — *que l'assureur ne doit à l'assuré que la garantie du recours du propriétaire et ce jusqu'à concurrence de la somme fixée*

au contrat; — considérant qu'au cas du procès cette garantie a été réglée et fournie immédiatement après le sinistre et de commun accord entre les parties ainsi qu'il résulte des documents versés au procès; — *que là où le propriétaire ne réclame plus rien pour le dommage causé à l'immeuble par le sinistre, le locataire à son tour ne peut rien répéter contre son garant*; — considérant que s'il en était autrement, le contrat d'assurances pourrait facilement tourner à une spéculation et à un bénéfice au profit de l'assuré, ce qui est contraire à son essence..... »

Paris, 10 mars 1871, D. P. 79, 1. 161 (en note).

« De ce que l'assuré n'a aucun droit contre l'assureur lorsque la victime a renoncé à ne lui rien demander à lui-même, il résulte nécessairement que l'assuré ne peut rien prétendre sur la somme que l'assureur a payée à la victime pour prix de sa renonciation : car cette somme représente, non pas le droit et l'action de l'assuré contre son assureur, puisque ce droit et cette action étant subordonnés à une condition qui a défailli, savoir le recours de la victime contre l'assuré, n'ont jamais pris naissance, mais bien le droit et l'action conférés à la victime contre l'assuré par suite de l'accident, en vertu de l'article 1382 C. Civ. ; elle est, en d'autres termes, le prix d'un droit qui appartenait à la victime et non à l'assuré. La même solution doit d'ailleurs être admise dans le cas où le propriétaire aurait d'abord agi contre le locataire et se serait ensuite, au cours de l'instance, désisté de cette action. Il est indifférent, en effet, que la renonciation de la

victime ait suivi ou précédé l'introduction de l'action contre l'assuré, puisque, dans un cas comme dans l'autre, l'assuré à qui la victime ne réclame plus rien ne pourrait sans méconnaître l'essence même du contrat d'assurances, rien demander à l'assureur, ni conséquemment rien prétendre sur la somme par lui payée à la victime. »

(Note sous l'arrêt ci-dessus).

Voici donc un moyen qui découle du principe ci-dessus posé et tend à établir qu'en cas de sinistre lorsque le règlement de l'indemnité intervient directement entre l'assureur et la victime, l'assuré n'a jamais eu à aucun moment un droit quelconque sur l'indemnité qui n'a fait que passer par dessus sa tête pour arriver aux mains de la victime.

On a combattu ce système en prétendant que la somme payée à la victime par l'assureur en exécution de la transaction intervenue entre eux et qui n'est autre que la représentation du droit et de l'action de l'assuré contre l'assureur appartenait à la masse des créanciers de l'assuré et devait être versée au syndic à fin de répartition.

Mais cette théorie a été justement écartée par la Cour de cassation dans un arrêt de la Chambre civile du 5 février 1878 qui a rejeté un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Nancy. D. P. 79-1-164.

Dans la première partie de son arrêt la Cour de Nancy établit que l'assuré n'avait pas, par le seul fait du sinistre qu'il cause, une action déjà née pour contraindre l'assureur à lui payer une somme représentative du dommage causé ; que

cette action récursoire était subordonnée à l'action principale de la victime contre l'assuré à la condition que cette dernière action fut solutionnée d'une façon définitive.

Il en résulte, disait la Cour, que l'assureur n'étant lui-même engagé envers l'assuré que sous condition suspensive, peut prévenir l'accomplissement de la condition en désintéressant ou en transigeant avec la victime. Et s'il y parvient, son obligation conditionnelle envers l'assuré est éteinte, la condition étant défaillie (art. 1176 C. Civ.).

En ce qui concerne l'objection tirée de l'état de faillite de l'assuré, la Cour répondait « que la survenance d'une faillite n'enlève à ceux qui sont débiteurs du failli ou obligés envers lui, aucun de leurs droits et ne saurait en entraver l'exercice. »

Quant à la Cour de cassation elle déclara : « Qu'en effet au moment où cette transaction est intervenue et dans l'état de litige, la Compagnie « La Providence », éventuellement tenue de payer l'indemnité stipulée dans le contrat d'assurance des risques locatifs, a pu, dans son intérêt privé, transiger sur l'éventualité du procès avec le propriétaire ou son assureur ;

Que la somme payée par elle à la Compagnie générale par suite de cette transaction, n'étant jamais entrée dans le patrimoine du locataire failli, n'a pu devenir le gage commun de ses créanciers ; ... d'où il suit qu'en donnant acte aux parties du désistement signifié par la Compagnie générale le 21 décembre 1874 et en déclarant le syndic de la

faillite mal fondé dans son action... L'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles invoqués dans le pourvoi. »

(Cass. Civ., 5 fév. 78 précité).

La consécration de ce système par la Cour de Cassation a permis de faire un pas dans la recherche d'une solution qui est seule vraiment équitable dans les rapports de l'auteur du sinistre et de sa victime.

Malheureusement ce moyen n'est pas applicable à tous les cas qui peuvent se présenter lors du règlement d'un sinistre et de plus il ne permet pas de réparer aussi complètement qu'il serait possible de le faire dans les limites du contrat d'assurance, le préjudice qui a été causé.

Pour savoir, en cas de faillite de l'assuré, si la transaction est possible entre la victime du sinistre et la Compagnie d'assurances, il faut, ainsi que l'a indiqué M. Appert (note sous arrêt, C. de Paris, 25 mai 1895, S. 97-2.201) « distinguer selon que la déclaration de faillite est intervenue avant ou après le jugement qui condamne l'auteur de l'accident (l'assuré) à indemniser la victime. »

Lorsque, au jour de la déclaration de la faillite, dit M. Appert, la victime n'a pas encore obtenu par jugement passé en force de chose jugée, la fixation des indemnités auxquelles l'accident lui donne droit, rien ne s'oppose à ce qu'elle transige avec la Compagnie. La masse de la faillite pourra en souffrir dans ses intérêts; mais ses droits sont respectés. Elle ne pourrait se plaindre que si elle établissait qu'elle est en même temps, comme substituée aux droits du failli, créancière de l'assu-

reur et débitrice du tiers victime de l'accident, puisque la faillite lui laisse le droit de toucher en entier ses créances, tout en lui permettant de ne payer les dettes du failli qu'en monnaie de faillite. Mais il n'en est rien. Sans doute la dette de l'assuré naît de l'accident lui-même et non pas du jugement qui en détermine les conséquences ; ce jugement, comme tout autre est déclaratif et non pas attributif du droit. La dette de l'assuré est donc pure et simple. *Mais sa créance contre la Compagnie est conditionnelle.* Elle est subordonnée à sa propre condamnation vis-à-vis du tiers victime de l'accident et cette condition est protestative pour le tiers. Nul ne peut contraindre celui-ci à poursuivre l'assuré. Il peut, par conséquent, traiter directement avec l'assureur.

Il n'en est pas de même si on suppose que l'assuré était encore « *in bonis* » lorsqu'est intervenu contre lui un jugement le condamnant à indemniser le tiers victime de l'accident. La masse, ayant-cause du failli, se trouve, ainsi que nous l'avons déjà dit, investie d'une créance et chargée d'une dette dont le chiffre est identique, mais avec le droit de ne payer qu'un dividende à son créancier et d'exiger de son débiteur le versement intégral de la somme due. Une transaction entre le tiers et la Compagnie, c'est-à-dire entre le créancier et le débiteur du failli, porterait atteinte à ces prérogatives de la masse. Elle serait donc imputable à la masse. »

Il ne nous semble pas possible de contester l'exactitude de ces conclusions et nous ne pouvons que signaler cette solution,

tirée des principes de notre droit, à savoir que toutes les fois que la victime aura obtenu une condamnation définitive contre l'auteur du sinistre, et que postérieurement ce dernier aura été déclaré en faillite ou admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, il ne sera pas possible à la victime, au moyen d'une transaction avec l'assurance, de toucher le montant de l'indemnité d'assurance, mais qu'au contraire elle en sera empêchée par une opposition du syndic qui seul pourra recevoir valablement cette indemnité pour la répartir ensuite entre les divers ayants droit.

Et si l'on envisage maintenant l'hypothèse non plus d'une faillite ou d'une liquidation judiciaire de l'assuré, mais d'une « déconfiture », il faudra admettre que ce dernier état n'ayant été réglé par aucun texte de nos lois, et ne pouvant être reporté à une date déterminée, il ne sera pas nécessaire comme dans l'exemple précédent, de s'occuper de la date du jugement prononcé contre l'assuré. Dans ce cas la transaction entre la victime et la compagnie d'assurances pourra être empêchée aussitôt qu'une opposition régulière aura été signifiée aux mains de l'assureur par un créancier quelconque de l'assuré.

Voici encore une restriction à l'application de cette transaction provenant cette fois de l'état (au point de vue civil) de la personne même de la victime. Supposons que ce soit un incapable et en particulier que ce soit un mineur — on sait que le tuteur ne peut, quelle que soit la nature des droits en contestation, transiger au nom du

mineur, qu'en vertu d'une autorisation donnée dans les formes prescrites par l'article 467. C. Civ. c'est à dire après avoir été autorisé par le conseil de famille, avoir reçu l'avis de trois jurisconsultes désignés par le procureur de la République et avoir obtenu l'homologation du Tribunal. Sans doute ces empêchements ne sont pas absolus mais rendent peu pratique le moyen proposé.

Mais, du moins, lorsque l'application de ce moyen est permise, le résultat est-il satisfaisant ?

Nous savons que par définition « la transaction est un contrat synallagmatique, par lequel les contractants en renonçant, chacun à une partie de leurs prétentions ou en se faisant *des concessions réciproques*, terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître. » Aubry et Rau t. IV. § 418.

Or entre la victime qui redoute un procès ou peut être épuisée par ses longueurs, et la compagnie d'assurances dont l'intérêt à transiger est évident, mais qui soutient d'autant mieux ses prétentions qu'elle sait que la victime n'a aucune action contre elle et d'autre part qu'elle a besoin de cette transaction, on voit de quel côté peuvent se trouver les concessions dont parle la définition ci-dessus.

C'est pourquoi les auteurs tout en signalant l'insuffisance de ce moyen transactionnel et en déclarant que l'intervention du législateur serait seule efficace pour obtenir une solution satisfaisante, ont reconnu que la convention pouvait, en attendant, suppléer au défaut de législation. Il s'agit d'une con-

vention formelle dans la police, disant que l'assureur sera tenu de désintéresser la victime et que le montant de l'indemnité sera payé directement aux mains de celle ci.

Cette stipulation s'est déjà rencontrée dans certaines polices et la jurisprudence s'en est aussitôt emparée pour lui faire rendre tous ses effets utiles au grand avantage de la victime.

On peut voir une espèce intéressante dans un arrêt de la Cour de Douai du 11 juillet 1895. D. 97, 2, 369. Il s'agissait d'une assurance contractée par un patron agissant à la fois dans son intérêt propre, pour garantir sa responsabilité civile jusqu'à concurrence d'une somme de 7.000 francs, et dans l'intérêt de ses ouvriers pour assurer à ces derniers une indemnité en cas d'accident purement professionnel. La Compagnie s'était engagée dans la police à verser le montant de ces assurances aux ouvriers. Or, le patron ayant été condamné par jugement du Tribunal de Béthune à payer à l'un de ses ouvriers une somme de 6.000 francs à titre de dommages-intérêts (à raison d'un accident survenu par suite d'une faute imputable au patron), la Compagnie d'assurances qui avait suivi le procès, conformément aux clauses de la police, versa directement à l'ouvrier le montant de l'indemnité à lui allouée par la décision précitée. La quittance donnée par l'ouvrier portait la date du 21 juillet 1894. Mais le 22 juin précédent le patron ayant été déclaré en état de liquidation judiciaire, son syndic prétendant que la Compagnie d'assurances avait mal payé entre les mains de la victime, introduisit une action tendant au versement par la

Compagnie à la masse de la somme prévue au contrat « pour être distribuée au marc le franc entre tous les créanciers de X... (patron) y compris l'ouvrier contre lequel la Compagnie pourra répéter ce qu'elle lui a indûment versé. » Etant donné les solutions admises par la jurisprudence que nous avons signalée, en ce qui concerne l'attribution des indemnités d'assurance de responsabilité, on pouvait penser que le syndic obtiendrait gain de cause. Cependant la Cour de Douai, après le Tribunal, repoussa sa demande par les arguments suivants :

« ... Les ouvriers assurés sont les bénéficiaires de la police concurremment avec X... (patron) qui a pu conformément à l'article 1121 C. Civ. stipuler à leur profit alors même qu'ils ne figuraient pas dans l'acte.

... Il n'était pas nécessaire, ni même possible de les désigner nominativement, puisque l'assurance était collective et s'appliquait à tout le personnel présent et futur. — L'assurance du risque professionnel et celle de la responsabilité civile sont combinées et confondues dans un même contrat. La police ne fait aucune distinction entre ces deux assurances dont la première a incontestablement l'ouvrier pour unique bénéficiaire. Le paiement des deux indemnités est également confondu dans un paiement unique qui, aux termes de l'article 5, § 13 de la police, doit comprendre celle du risque professionnel et comme complément celle de la responsabilité civile. — D'ailleurs, dans aucun de ses articles la police ne stipule que l'indemnité sera payée par

le patron. Au contraire dans l'article afférent aux accidents professionnels, il est dit que la somme sera versée soit à l'époux survivant, soit à certains héritiers et dans l'article afférent à la responsabilité civile, que le paiement de l'indemnité éteint tout recours du souscripteur de la police, d'où il suit que la quittance donnée par l'ouvrier est opposable au patron.

... Attendu, au surplus, que la Compagnie n'a pas pris l'obligation de verser 7.000 francs à X... (patron) mais s'est engagée à le couvrir jusqu'à concurrence de cette somme vis-à-vis de son personnel.

Que par le paiement du 21 juillet 1894 elle a satisfait à son contrat puisqu'elle a éteint le recours de Y... (l'ouvrier) à concurrence de 7.000 francs.

Que la masse des créanciers n'a aucune revendication à exercer, puisque la somme de 7.000 francs ne faisait pas partie du patrimoine de leur débiteur et n'était pas leur gage.

Qu'en effet l'assurance, même en ce qui concerne la responsabilité civile, n'était qu'une garantie donnée au patron contre le recours de ses ouvriers, garantie ne pouvant, en aucun cas, dépasser le chiffre de l'indemnité allouée au blessé. Que le patron n'y pouvait jamais trouver une source de bénéfices, mais était simplement couvert contre une perte éventuelle ; que cette garantie ne constitue pas un élément actif auquel puisse prétendre la masse ; que le contrat ayant pour objet non pas un gain possible mais une perte à éviter,

il n'en peut rien résulter qui soit partageable entre des créanciers.

...Attendu que les prétentions du liquidateur sont contraires à l'équité comme à la loi ; qu'en effet si elles étaient admises, l'ouvrier dont la blessure a motivé le versement de la somme assurée ne recevrait qu'une part de l'indemnité qui lui est due, tandis que les créanciers qui n'ont été victimes d'aucun accident se partageraient le surplus et réaliseraient un profit sans cause ; que l'assurance contre les accidents du travail deviendrait ainsi pour les ayants-cause du patron une source de bénéfices d'autant plus considérable que le nombre des ouvriers blessés serait plus grand, ce qui est contraire à la nature du contrat... »

Cet arrêt a été combattu en doctrine, surtout en ce qui concerne les arguments de droit sur lesquels il a cru devoir appuyer sa décision, mais il est inattaquable sur les bases qu'il a trouvées dans l'analyse très exacte du contrat d'assurances lui-même. Il convient de noter, pour bien faire ressortir l'importance de cette décision, que si, dans l'espèce soumise à la Cour de Douai, l'assurance collective et l'assurance de responsabilité étaient combinées, c'était de cette dernière dont il était uniquement question, puisqu'il s'agissait d'assurer la réparation d'un accident causé par une faute imputable au patron.

On peut citer également dans le même sens l'arrêt de la Cour de Grenoble du 19 novembre 1903 confirmé par la Cour de Cassation. *Rej.*, 30 oct. 1906 (*Journ. Ass.*, 1907, p. 40),

qui tout en refusant à la victime l'action directe contre l'assureur, ordonna néanmoins le versement direct par la Compagnie d'assurances aux mains de la victime, du montant de l'indemnité d'assurances, en s'appuyant sur une clause de la police et sur ce fait que l'assuré failli, renonçant à faire subir à la victime la réduction du dividende, avait offert de le payer intégralement.

En résumé, nous voyons que la jurisprudence à part les quelques décisions exceptionnelles que nous venons de citer, tout en reconnaissant que les solutions qu'elle donne sont contraires à l'équité refuse de reconnaître à la victime d'un sinistre tout droit personnel et direct sur l'indemnité due à l'agent responsable par son assureur, et admet que cette indemnité entre dans le patrimoine de cet agent pour qu'elle soit distribuée indifféremment entre tous ses créanciers.

CHAPITRE II

EXPOSÉ DE LA DOCTRINE

Les auteurs qui ont commenté cette jurisprudence, s'ils n'ont pas été tous d'accord pour en accueillir les conclusions, ont néanmoins reconnu que le système sur lequel elle s'appuyait, était le seul qui fût juridiquement acceptable et conforme aux principes actuels du Droit, ainsi qu'aux stipulations contenues dans les contrats. Cependant certains auteurs ont élaboré divers systèmes pour essayer de faire reconnaître au profit des victimes une situation privilégiée à l'égard des autres créanciers de l'assuré sur le montant de l'indemnité d'assurance et d'autres, sans chercher spécialement la solution de ce problème, ont émis des opinions de principe d'après lesquelles il est facile de trouver des solutions satisfaisantes pour notre thèse.

Pour refuser à la victime tout droit direct contre l'assureur et tout droit de préférence, la doctrine tire argument du fait que la victime a été complètement étrangère au contrat qui est intervenu entre la compagnie et l'assuré. Dans ces conditions, la victime du dommage ne pourrait être admise à agir

directement et de son chef contre l'assureur qu'à la condition de prouver que le contrat d'assurance a été passé dans son intérêt et à son profit. Mais il n'existe que deux formes juridiques distinctes, pour établir dans un contrat des droits au profit d'un tiers : ce sont la stipulation par autrui, d'une part, et d'autre part le contrat par mandataire ou gérant d'affaires. Or il n'est pas possible prétend-on, de songer à faire intervenir dans un contrat d'assurance de responsabilité soit l'idée de gestion d'affaires, soit celle de stipulation pour autrui. Et les auteurs en donnent pour principale raison que l'intention des parties contractantes ainsi que le but qu'elles se sont proposé, sont contraires à la formation d'un de ces quasi-contracts.

C'est ce que dit M. Planiol lorsqu'à propos de l'arrêt de la Cour de Paris du 25 mai 1895 précité, il se pose la question de savoir si l'on doit accorder à la victime de l'accident une action directe contre l'assureur. Il faut, dit-il, répondre négativement, car il n'y a eu ni gestion d'affaires, ni stipulation pour autrui, *l'assuré n'ayant cherché qu'à se garantir des responsabilités éventuelles qu'il pouvait encourir.*

Tel est également l'avis de M. Sarrut (note sous Cassat. 19 déc. 00 D. 01.1.353) qui, à propos de l'assurance accident, déclare «... Elle a été contractée exclusivement dans l'intérêt du patron couvrant la responsabilité qui lui incomberait pour les accidents survenus par sa faute. On doit décider que l'ouvrier n'a d'action que contre son patron. L'action basée sur l'art. 1382 n'a aucun rapport avec le contrat d'as-

surance. Comment l'ouvrier pourrait-il atteindre par une action directe, autrement qu'au moyen de l'art. 1166 la compagnie d'assurance alors qu'il ne pourrait invoquer ni gestion d'affaires, ni stipulation faite à son profit par le patron ? »

D'après M. Appert (note S. 97. 2.201) on doit approuver la décision de la Cour de Paris du 25 mai 1895 en disant que le droit du tiers lésé ne peut provenir que de la *convention*, de la *loi* ou d'un *quasi contrat*. Or il n'existe pas de convention, puisque la victime n'a pas traité avec la compagnie d'assurances ; la loi reste à faire, et on ne peut pas soutenir qu'il y ait un quasi contrat de stipulation pour autrui dans les termes de l'art 1121 C. Civil, et ce pour les raisons que nous avons données ci-dessus.

Villetard de Prunières (assurances contre les accidents du travail n° 322) dit qu'on pourrait concevoir pour l'assurance de responsabilité un système semblable à celui adopté dans l'assurance collective (dont nous parlerons plus loin) et dans lequel la compagnie s'engagerait à payer directement à la victime le montant de l'indemnité mise à la charge de l'assuré. Mais ce n'est pas là, dit-il, le système adopté par les assureurs. L'assurance de responsabilité telle que ceux-ci la pratiquent, n'est pas organisée dans l'intérêt de l'ouvrier et destinée à donner à ce dernier une garantie supplémentaire de payement en cas de responsabilité du chef d'industrie : elle est consentie dans l'intérêt de celui-ci et destinée à lui donner la certitude que le montant des indem-

nités pouvant lui incomber lui sera versé par l'assureur »

Voici comment M. Dupuich définit l'assurance de responsabilité (note sous arrêt de Cassat. 30 oct. 1906 D. 08. 1.265).

« Par définition celui qui s'assure contre sa propre responsabilité s'assure lui même. Son but n'est aucunement de procurer une indemnité à la personne lésée, à la victime du dommage : ce qu'il cherche, c'est de se rendre lui même indemne des dommages-intérêts que le fait dommageable aura pu entraîner à sa charge personnelle au profit de cette victime. Il ne songe nullement, à faire en sorte que celle-ci obtienne réparation du dommage qu'elle peut souffrir; ce qu'il veut, c'est que, s'il se trouve obligé à réparer ce dommage, il obtienne de l'assureur une compensation de la dépense qui va lui incomber ainsi. Sa préoccupation lui est essentiellement personnelle. »

Et l'auteur d'en conclure : « Puisque l'assurance de responsabilité est uniquement passée au profit du contractant lui même, elle ne doit conférer qu'à lui une action contre l'assureur, la victime du fait dommageable ne doit pas être admise à invoquer contre cet assureur un droit personnel au bénéfice de l'assurance qui n'a été contractée ni par elle, ni pour elle.

C'est un principe qui résulte nécessairement de l'économie du contrat et de l'article 1165 C. Civ. suivant lequel les conventions ne profitent pas, en principe, aux tiers qui n'y sont pas parties. »

C'est pour ces raisons que M. Dupuich pense pouvoir approu-

ver hautement les décisions de la Cour de Lyon et de la Cour de Cassation précitées. La Cour de Lyon a déclaré avec beaucoup d'exactitude, dit-il, « qu'en accordant une action directe à la victime du dommage, on arriverait à méconnaître la volonté des contractants et à détruire l'économie du contrat. »

Il ne suffit pas, poursuit-il, qu'un acte juridique puisse, le cas échéant, avoir le caractère soit d'une stipulation pour autrui, soit d'un mandat ou d'une gestion d'affaires; il faut savoir si celui qui a accompli cet acte a eu l'intention de se constituer, stipulant pour autrui, mandataire ou gérant d'affaires. Voilà l'essentiel, c'est cette question d'intention, de volonté, qui seule, peut fournir une base solide à l'interprétation du contrat. »

On ne peut nier la logique de ce raisonnement et l'exactitude des conclusions que l'auteur en tire mais cela n'empêche pas tous les auteurs, y compris M. Dupuich, de reconnaître que cette solution compromet l'équité dans les rapports existant entre l'assuré et la victime, si cette dernière ne touche pas l'indemnité d'assurance qui est due à raison du dommage qu'elle a souffert.

Aussi tous les commentateurs des arrêts précités ont-ils proposé chacun un moyen qui fut susceptible de permettre l'établissement d'une solution plus juste pour la victime.

Le procédé auquel recourt M. Planiol et qui tire son analogie du mode employé par la loi du 19 février 1889, consisterait à considérer l'obligation de l'assureur comme étant conditionnelle.

L'assuré, dit-il, ne peut rien obtenir de la compagnie d'assurances qu'en lui justifiant d'un paiement déjà fait par lui, et naturellement ses créanciers n'ont pas plus de droit que lui. L'auteur cite comme exemple la pratique suivie antérieurement à la loi de 1889, et qui consistait « à autoriser la victime à traiter directement avec la compagnie pour une somme moindre et conserver cette somme, à l'exclusion de tous les autres créanciers de l'assuré ; cette transaction était valable parce que la victime en renonçant à son action contre l'assuré empêchait le recours de celui-ci de naître contre la compagnie. »

Sans doute cette transaction est possible dans les cas et sous les conditions que nous avons déterminés au chapitre précédent, mais est-il exact de dire, que l'obligation de la compagnie est *conditionnelle* jusqu'au jour du *paiement* par l'assuré à la victime du montant de l'indemnité. Ceci paraît tout d'abord contraire à l'esprit du contrat, car il ne semble pas que l'assuré ait consenti à cette avance de fonds qui peut être souvent importante, mais que bien au contraire il est entendu, tout au moins, que la compagnie prendra les lieux et place de son assuré pour le règlement, aussitôt qu'une convention transactionnelle aura été conclue par son intermédiaire ou dès que le jugement de condamnation rendu contre l'assuré sera devenu définitif.

Et de plus la jurisprudence en refusant à la compagnie de se prévaloir de la faillite survenue chez son assuré *postérieurement* au sinistre, n'entend-elle pas indiquer par là que

l'obligation de la compagnie envers son assuré s'est trouvée échuë dès le jour où le risque s'est réalisé ?

L'origine du moyen proposé par M. Planiol lui permet de se demander si la loi de 1889 n'est pas susceptible d'une application plus étendue. « Si le droit de préférence résulte d'une condition suspendant l'obligation de l'assureur, n'en doit-on pas conclure que la loi de 1889 est conforme au droit commun et par suite, susceptible d'être étendue aux cas non prévus par le texte ? Mais l'auteur croit néanmoins à l'existence dans la loi d'une décision exceptionnelle en faveur des victimes de certains accidents, en ce sens qu'elle a établi dans l'intérêt d'un tiers, étranger au contrat, une obligation à la charge de l'assuré et de l'assureur (défense de toucher l'indemnité avant d'avoir désintéressé les victimes). Aussi déclare-t-il qu'une réforme législative serait nécessaire pour accorder à la victime les droits qu'on lui refuse légalement aujourd'hui.

« A l'heure actuelle, dit M. Dupuich, c'est la *convention* seule qui peut suppléer au silence de la loi. Il appartient à l'assuré et à l'assureur de convenir par une clause formelle de la police, que l'assureur sera tenu de désintéresser la victime et que le montant de l'indemnité sera payé directement aux mains de celle-ci. »

C'est cette stipulation que nous avons rencontrée dans l'arrêt de la Cour de Douai du 11 juillet 1895 précité. Mais, d'après l'auteur, il ne conviendrait pas de croire que cette stipulation fût susceptible de produire des effets aussi utiles et

aussi complets que ceux qui résultent de la loi du 19 février 1889 dans les cas qu'elle a réglés. Il rappelle à ce sujet que la stipulation d'un paiement direct aux mains de la victime ne doit point se confondre avec la concession d'une action directe au profit de cette même victime. Cela n'équivaut aucunement à une stipulation faite pour son compte et à son profit. Par conséquent, elle n'a aucun droit direct contre l'assureur.

C'est alors que l'auteur reconnaît la faiblesse du procédé qu'il préconise. Sans doute, la situation ne soulève point de difficulté, si l'assuré, en dehors de toute action de ses créanciers, est d'accord avec la victime pour réclamer de l'assureur le paiement entre les mains de celle-ci ; l'assureur n'a alors aucun motif légitime pour ne point tenir son engagement. La difficulté ne commence que « si les créanciers de l'assuré prétendent agir contre l'assureur. » Dans ce cas ou bien l'assureur s'acquittera spontanément envers la victime et les créanciers de l'assuré ne pourront faire échec à ce paiement, puisque ce dernier n'aura plus rien à exiger de l'assureur, ou bien l'assureur refusera d'indemniser la victime. Il manquera alors à son obligation qui est une obligation « de faire » ; « puisqu'il a seulement promis d'éteindre l'action de la victime » ; cela étant, l'assuré ou ses créanciers ne pourront réclamer que des dommages intérêts sanctionnant cette obligation. Et cette créance de dommages intérêts constituera une créance de l'assuré qui fera partie de son patrimoine et sera le gage de tous ses créanciers sans distinction. La victime ne sera donc point désintéressée privativement.

Conclusion : une réforme législative est nécessaire.

Il convient également de signaler un essai de M. Thaller (*Ann. Droit commercial*, 1890 p. 113) pour établir une relation directe entre l'ouvrier victime d'un accident et l'assureur à l'aide d'une théorie puisée dans les principes du droit commercial et dite « *Théorie de la commission d'assurance.* » Cette étude écrite avant la promulgation de la loi du 9 avril 1898, et lors de la discussion du projet de cette loi sur la responsabilité de l'employeur et le risque professionnel, avait pour but d'établir un système juridique, capable d'assurer aux ouvriers le bénéfice de « l'assurance collective », contractée par le patron, contrairement au système adopté par la doctrine et par quelques décisions judiciaires.

La doctrine pensait, en effet qu'il était impossible de voir dans le patron un représentant juridique de l'ouvrier ou de parler d'*action directe*, lorsque les compagnies déclaraient catégoriquement dans les polices ne vouloir traiter qu'avec le patron seul. « ...Cependant le patron est créancier de la compagnie, l'ouvrier est créancier du patron sans qu'on sache exactement l'objet de sa prétention. Surviennne une faillite du chef d'usine, le syndic encaissera l'indemnité, l'ouvrier ne la recouvrera qu'au pied du dividende.... Solution absolument inique dont la faute en est à la loi qu'il faut réformer. »

M. Thaller s'élevant contre la direction générale qui avait été donnée à la polémique relative aux droits de l'ouvrier contre l'assureur en cas d'assurance collective, déclara qu'il était fâcheux qu'on ait fait aussi bon marché de l'idée de ges-

tion d'affaires ou de mandat. Selon lui, il est difficile de ne pas faire rentrer l'agissement du maître lorsqu'il souscrit la police, *dans le cadre général du mandat*. Sans doute ce n'est pas un contrat de mandat ordinaire puisqu'en l'espèce le tiers (compagnie d'assurances) refuse d'entrer en relations avec le mandant (ouvrier); mais l'opération relève d'une institution particulière qu'on nomme « commission ». Le patron, véritable commissionnaire prêterait son crédit au commettant (ouvrier) tout en le masquant. Dans les relations de l'ouvrier et du patron (ou de ses créanciers) « la notion du mandat prévaut, l'opération est censée conclue par les ouvriers et la créance d'indemnité s'ouvre directement pour eux, l'interposition juridique du patron ne doit plus y mettre obstacle. » La loi, art. 575 C. Com. admet, qu'en cas de faillite du commissionnaire vendeur, le commettant peut revendiquer la créance du prix. « L'application de cette règle en matière d'assurance est d'autant plus facile que dans le contrat d'assurance le patron indique qu'il contracte sa police *pour un ensemble d'ouvriers dont il se constitue le protecteur et l'agent*. L'assureur sait pertinemment que le véritable assuré n'est pas le commissionnaire, mais un ou des tiers dont on tait provisoirement le nom. »

Malheureusement ce système juridiquement très acceptable, est trop spécial pour que l'on puisse en faire état à propos des assurances de responsabilité, c'est qu'il existe entre un patron et un ouvrier des liens particuliers que fait naître le contrat de travail et qui ne se retrouvent pas entre deux personnes

complètement étrangères l'une à l'autre, comme le sont ordinairement la victime du sinistre et l'agent responsable. Nous avons dit, du reste, que ce système avait été élaboré pour faire reconnaître aux ouvriers, un droit privatif sur l'indemnité d'assurance, dans le cas où le patron avait contracté une assurance collective au profit de ses ouvriers.

Dérivés de principes plus généraux les systèmes élaborés par M. Labbé et par MM. Darras et Tarbouriech, nous paraissent d'une application plus utile à notre matière et c'est pourquoi nous avons tenu à les exposer en dernier, quoiqu'ils soient antérieurs aux précédents.

D'après MM. Darras et Tarbouriech (« De l'attribution en cas de sinistre des indemnités d'assurance », *Annales de Droit Com.* ann. 89-90), il existe, en faveur du droit exclusif d'un propriétaire sur l'indemnité d'assurance du risque locatif, deux arguments tirés l'un du caractère spécial à l'assurance de responsabilité et de la nature des obligations qui en découlent, l'autre d'un principe général dominant toute la théorie des assurances.

Le premier de ces arguments est le suivant: *l'obligation de l'assureur dans le cas d'assurance de responsabilité est une obligation de faire*, (décharger l'assuré des conséquences pécuniaires éventuelles des fautes qu'il pourra commettre soit dans l'exécution du contrat (art. 1733) soit en dehors de tout lien contractuel (art. 1382 et s.).

Ainsi que l'établit un arrêt du 5 février 1878, « l'assuré n'a pas par le seul fait de l'incendie contre l'assureur du risque

locatif une action déjà née pour le contraindre à lui payer une somme représentative du dommage causé à l'immeuble assuré »... « C'est que le préjudice pour l'assuré ne résultera que de l'action intentée contre lui par la partie lésée. » Ce n'est que lorsqu'il aura été contraint de payer à la victime la somme représentant le préjudice qu'il lui aura causé, qu'il pourra se retourner en garantie contre la compagnie d'assurances. Si cette dernière indemnise auparavant la victime, l'assuré n'a pas plus d'action contre la compagnie. — « L'assuré ne peut donc, à notre avis, tant qu'il n'a pas entièrement payé sa dette envers le propriétaire, réclamer une part quelconque de l'indemnité d'assurance ; il peut exiger seulement que la Compagnie paie aux mains du propriétaire, et ce n'est que faute par elle d'avoir fait ce paiement qu'il peut, ayant déboursé ses deniers, en obtenir le remboursement. »

...Les créanciers de l'assuré ne peuvent avoir plus de droits que leur débiteur. Ils ne peuvent exiger le paiement de la somme : l'obligation de l'assurance reste ce qu'elle était une *obligation de faire*, sur laquelle on ne peut ouvrir une contribution. Aussi c'est avec raison qu'un arrêt de la Cour de Paris du 11 mai 1837 a déclaré qu'en recevant la somme destinée à opérer la libération du locataire envers lui, le bailleur ne recevait aucune portion de l'actif de son débiteur : cette somme n'avait, en effet, jamais fait partie de cet actif et par conséquent ce paiement ne constituait pas un privilège.

...Bien plus, la compagnie ne peut payer que le propriétaire. En effet elle s'est engagée à garantir l'assuré contre l'action

en responsabilité du bailleur. Or, si ce dernier n'a reçu qu'un dividende, il conserve (sauf le cas de faillite suivi d'un concordat) son droit de poursuite pour le surplus, et le locataire reste exposé à de nouvelles poursuites... « A quoi lui aura donc servi son assurance ? à désintéresser, dans une certaine mesure, des créanciers auxquels il ne songeait nullement en s'assurant. L'assurance a manqué son effet et bien que l'assureur ait payé toute la somme due au bailleur ou le maximum fixé par la police, il n'a pas, en somme, exécuté utilement son engagement. »

L'autre argument dont se servent MM. Darras et Tarbouriech pour faire prévaloir le droit exclusif du propriétaire sur l'indemnité d'assurance de responsabilité locative, est tiré des principes généraux qui régissent toute la matière de l'assurance.

« L'assurance ne doit être qu'un contrat d'indemnité. Elle ne peut être pour l'assuré une cause de bénéfices. » Elle ne peut pas en être une pour ses ayants-cause. La Cour de Cassation dans un arrêt du 20 décembre 1859 a soutenu, en vain, que ce principe ne s'appliquait que dans les rapports de l'assureur et de l'assuré. Il est d'ordre public, disent MM. Darras et Tarbouriech, que l'assurance aille à ceux qui éprouvent un véritable préjudice par le fait du sinistre et à ceux-là seuls. Sans cela les créanciers de l'assuré font un *bénéfice indu*. On l'a nié en disant que l'assuré ne reçoit que ce qu'il doit. Il n'en est pas moins vrai que l'actif s'accroît du bénéfice de l'assurance au détriment de la victime. Les créan-

ciers réalisent un enrichissement scandaleux résultant du malheur d'autrui et provenant de la *faute de leur débiteur*. Enfin une considération touchant vivement l'ordre public peut être tirée de l'intérêt, qu'un locataire embarrassé dans ses affaires, à la veille d'une déclaration de faillite, aurait à incendier la maison habitée par lui; ce serait un moyen de faire entrer dans son actif l'indemnité promise, de s'assurer un concordat, que la plupart des créanciers, heureux d'obtenir un dividende supérieur à celui qu'ils espéraient, seraient inévitablement conduits à accorder.

Sans doute MM. Darras et Tarbouriech n'ont pas l'intention de ne pas rendre opposables à la victime les stipulations du contrat d'assurance et notamment les clauses de déchéance qui peuvent s'y rencontrer. « Le propriétaire n'aura de droit que sur l'indemnité telle qu'elle aura été fixée de bonne foi entre l'assureur et l'assuré de gré à gré, après expertise par jugement ou transaction. » Mais il convient d'accorder à la victime un droit personnel sur cette indemnité et non pas seulement un droit de rétention ainsi que l'a fait le législateur dans la loi du 19 février 1889. Car ce moyen est insuffisant pour le cas d'insolvabilité du locataire. Il faut reconnaître à la victime une action directe contre l'assureur. MM. Darras et Tarbouriech pensent que cette action doit être accordée, soit que l'on considère le créancier comme ayant un privilège sur la créance de l'indemnité, soit que l'on voie dans l'obligation de l'assurance une obligation de faire (dans ce cas les victimes des sinistres

pourraient seules demander l'exécution, à l'exclusion des autres créanciers de l'assuré) MM. Darras et Tarbouriech pensent même que l'assuré pourrait forcer la victime à l'adresser directement à l'assureur.

Telle est cette théorie plus fondée en équité qu'en droit, qui fut toujours repoussée par la jurisprudence, les juges ayant refusé de considérer les obligations de l'assureur comme des « obligations de faire », mais pensant qu'elles constituent uniquement des « obligations de payer des sommes d'argent » sur lesquelles il est possible d'ouvrir une contribution.

M. Labbé (Privilèges sur créance, *Revue critique* ann. 1876, p. 570 et s.) a pensé que l'on pouvait trouver en dehors de la théorie des assurances, dans les principes mêmes du droit civil, la base juridique d'une solution vraiment équitable. De là sa théorie des privilèges sur créances. Ce système, ainsi qu'on l'a reconnu, a l'immense avantage de constituer une théorie générale reliant les hypothèses les plus diverses et leur appliquant un traitement uniforme.

D'après M. Labbé il est possible de créer des privilèges spéciaux sur les créances.

Tantôt le privilège est motivé parce que celui qui l'obtient a fourni à ses dépens et volontairement les éléments du contrat d'où est sortie la créance affectée du privilège. Tels seraient les cas du bailleur vis-à-vis d'un sous-locataire (art. 1753), d'un ouvrier vis-à-vis d'un propriétaire qui n'aurait traité qu'avec l'entrepreneur général (art 1798). Nous

ne nous occuperons pas de cette première hypothèse qui ne cadre pas complètement avec notre sujet. Elle suppose, en effet, la création ou l'affectation d'une valeur (exécution d'un ouvrage, location d'un local) qui fait l'objet des poursuites des créanciers.

Tantôt le privilège peut résulter de ce fait : « Un recours qui naît d'une action personnelle par nous exercée doit nous profiter exclusivement. La raison conçoit le motif de la préférence. Pourquoi la masse des créanciers bénéficierait-elle d'une créance qui est née au profit du débiteur commun, uniquement parce qu'il est obligé envers moi et que je l'ai poursuivi. Il n'a de recours que parce que je l'actionne. Les autres créanciers n'ont rien à avoir et à prétendre dans une créance qui, sans moi, sans ma volonté, sans mon action, n'existerait pas au profit du débiteur commun. »

Ainsi dans l'hypothèse de plusieurs ventes successives il doit y avoir un privilège au profit du dernier acheteur évincé sur l'indemnité due par le premier vendeur. Sans cela, dit M. Labbé, l'indemnité due par le premier vendeur pourra être saisie — arrêtée par les créanciers du premier acheteur et mise en distribution entre eux tous, de telle sorte, que les créanciers percevront un dividende qui sera pour eux un gain inespéré, et cela à l'occasion d'un dommage éprouvé par l'un d'eux, le sous-acheteur évincé, dommage qui restera sans réparation.

A propos d'une assurance de responsabilité M. Labbé cite

un autre exemple tiré d'un arrêt de la Cour de Paris du 24 mars 1855, qui avait reconnu que le voisin lésé par la propagation du feu et créancier d'une indemnité, était virtuellement *subrogé* dans les droits de l'assuré responsable du sinistre contre l'assureur.

...Les magistrats, dit-il, ont voulu que la créance née du contrat d'assurance profitât au voisin par préférence à la masse des créanciers de l'assuré. Ils ont constitué sur cette créance un privilège au profit de ce voisin. *Ils ont par là conduit l'assurance jusqu'à sa fin dernière la plus naturelle.* Ils ont pensé que l'ensemble des créanciers ne devait pas, justement grâce à l'assureur, tirer avantage d'un sinistre qui afflige particulièrement l'un d'entre eux, le voisin. Ils ont été touchés d'une considération que nous devons retenir. — Le voisin lésé est fondé à dire aux créanciers : « *Sans le dommage que j'éprouve et la créance qui en résulte, l'assureur ne devrait pas l'indemnité litigieuse.* C'est donc à raison d'une perte que je subis que notre débiteur commun est créancier du montant de l'assurance. Si vous prenez part égale dans cette somme, vous vous serez injustement enrichis à mon préjudice. »

M. Labbé reconnaît que le créancier qui peut invoquer contre l'auteur du sinistre l'art. 1382 ne peut invoquer contre l'assureur le contrat auquel il est resté étranger. Tout cela est vrai, dit-il, mais n'empêche pas qu'il soit juste que le bénéfice de l'assurance arrive parmi les ayants cause de l'assuré à ceux que le sinistre a affligés.

Les privilèges sur les meubles ou les immeubles, fait encore observer M. Labbé, ne peuvent s'expliquer que par l'une ou l'autre de ces idées ; *valeur mise dans le patrimoine* du débiteur, détention de bonne foi résultant d'un nantissement exprès ou tacite, frais faits pour la conservation de la chose. Le privilège à accorder à la victime d'un sinistre sur le montant de l'assurance rentre dans la première de ces catégories : il est donc conforme aux principes généraux du droit.

C'est également ce que nous allons nous efforcer de démontrer en nous appuyant sur les auteurs les plus autorisés qui tout en ne traitant pas spécialement la question des assurances de responsabilité, ont été amenés, soit en étudiant les privilèges, soit en s'occupant de la théorie de la relativité des contrats, à donner des solutions applicables à notre matière.

Larombière (*Théorie et pratique des obligations*, t. II, art. 1166, § 24 et s.) après avoir reconnu que le bénéfice de l'action intentée par les créanciers sur les biens de leur débiteur en vertu de l'art. 1166, C. Civ. appartient à tous les créanciers, ou plutôt au débiteur lui-même puisqu'il augmente la masse commune, déclare qu'il est des cas où le créancier qui a seul exercé certains droits de son débiteur acquiert par cela même une attribution exclusive. Tels sont, dit-il, les créanciers qui ont obtenu la validité d'une saisie arrêt et s'en voient attribuer exclusivement le montant. Tels sont aussi les bénéficiaires des art. 1753, 1798 et 1994

du C. Civ. C'est qu'il existe, dans les cas que la loi a prévus, entre les individus, des quasi-contrats qui leur permettent de réclamer privativement le bénéfice de l'action qui appartient à leur débiteur. Il en est de même dans le cas d'une action en garantie lorsque le garanti a devant lui, un garant, garanti lui même par un sous garant. L'action se donne d'emblée contre ce dernier et celui qui l'exerce en profite sans partage.

Par application de ce principe Larombière entend résoudre la question de l'attribution de l'indemnité d'assurance du risque locatif ou du recours des voisins. « Je me fais assurer, dit-il, contre le recours de mes voisins ou les risques locatifs en cas d'incendie. Le sinistre arrive et une indemnité m'est attribuée pour faire face à l'action de mes voisins ou du propriétaire. C'est à ces derniers seulement qu'elle appartient et elle ne devient pas le gage commun de mes créanciers. Car, ma prétendue créance contre les assureurs, n'est autre que la créance même de mes voisins ou du propriétaire, soit envers moi, soit envers les assureurs, mes garants, seuls en définitive, vrais et principaux débiteurs. »

D'après l'auteur, l'action de la victime contre l'assuré et l'action de ce dernier contre l'assureur « se confondent et se neutralisent dans le patrimoine de l'assuré » qui ne peut demander qu'une chose à ses assureurs, c'est qu'ils paient en son lieu et place ce qu'il peut devoir pour responsabilité du sinistre et qu'ils le relèvent indemne de toutes obligations et condamnations à son égard. Et les créanciers de l'assuré

ne peuvent faire valoir ses droits autrement que lui même. Sans doute la victime n'a pas pour engagés immédiats et directs les assureurs et ne peut agir contre eux qu'en empruntant les droits et actions de l'assuré, mais cet emprunt même n'est pas autre chose que *l'attribution virtuelle* de l'indemnité d'assurance qui est faite par l'assuré lui même à la victime, lorsqu'il demande à ses assureurs qu'ils paient pour lui et lui procurent sa libération.

« Les droits et actions de l'assuré forment simplement le lien qui sert à rapprocher la créance et la dette ; mais la dette ne grevant pas en réalité ses biens, la créance qui y correspond n'en fait pas davantage partie et échappe par conséquent à l'action de ses créanciers. C'est bien assez pour eux, que l'assurance, conformément d'ailleurs aux intentions de l'assuré, ait garanti contre toute diminution l'intégrité de son actif. »

En effet, d'après Larombière, l'assuré en contractant une assurance de responsabilité n'a pas eu l'intention de rendre meilleure la condition de ses créanciers par un accroissement de leur gage commun. Il a voulu seulement mettre son patrimoine à l'abri de toutes diminutions par suite de l'un des risques contre lesquels il a cru devoir se faire assurer et que l'assureur s'est obligé à réparer le cas échéant par le paiement en son lieu et place de l'indemnité réclamée par le tiers lésé dont il s'est constitué le débiteur principal.

Généralisant le principe que nous avons reproduit plus haut, Larombière déclare « que l'action s'exerce directement

et en son nom par le créancier contre l'arrière débiteur toutes les fois que son exercice contre le débiteur immédiat a pour effet d'ouvrir, pour les mêmes causes, et par une sorte de réaction, un recours en faveur de celui-ci. Cette action directe, conforme d'ailleurs à la simplicité de notre droit, supprime tout un circuit d'actions et de procédure. Elle met tout de suite en présence le créancier et le vrai débiteur. »

Nous retrouvons l'exposé d'une théorie analogue dans le traité des contrats et actions de M. Demolombe (t. III n° 134 et s.). L'auteur en étudiant les effets de l'art. 1166 C. Civ. reconnaît qu'il existe certains droits et actions qui « bien que faisant partie du patrimoine du débiteur ne sont pas absolument le gage commun de ses créanciers et dont l'exercice par ces derniers n'est pas de tous points, soumis à la disposition de l'art. 1166. Ces droits forment le gage spécial de quelques uns de ces créanciers par préférence aux autres et les créanciers préférables ont aussi une action directe pour les exercer contre les tiers débiteurs. »

Après avoir énuméré les exemples qu'il trouve dans la loi elle même, M. Demolombe cherchant les motifs sur lesquels reposent ces dispositions exceptionnelles, fait remarquer d'abord qu'une raison d'équité a poussé le législateur « à accorder une action directe, contre le débiteur de leur débiteur, afin qu'ils soient payés par préférence aux autres créanciers sur la valeur qui fait l'objet de leur poursuite » aux créanciers qui sont précisément *les créateurs de cette valeur*. « Ce sont eux qui l'ont mise dans le patrimoine de

leur débiteur et par conséquent les autres créanciers s'enrichiraient véritablement à leurs dépens, s'il étaient payés sur cette valeur, avant que ceux d'où elle provient, aient été préalablement satisfaits. »

Et puis, en droit, « on a bien pu reconnaître dans ces sortes de conventions que la loi sanctionne, un lien juridique entre certains créanciers du débiteur commun et le tiers qui se trouve obligé envers ce débiteur, et dire qu'elles pouvaient produire en même temps que l'action personnelle et directe au profit du débiteur contre le tiers, une action directe aussi et personnelle contre ce tiers, au profit de certains créanciers du débiteur. »

Le propriétaire auquel la loi accorde une action directe contre le sous-locataire, trouve dans *l'occupation* même le principe d'une action directe et personnelle contre le sous-locataire.

Les ouvriers peuvent invoquer envers le propriétaire de l'ouvrage le *quasi contrat de gestion d'affaires* ; de même le mandant envers le sous-mandataire, l'avoué envers les créanciers de la partie qu'il a représentée. « Voilà pourquoi le législateur supprimant en quelque sorte le débiteur *intermédiaire*, dans l'intérêt de ces créanciers préférables, les met eux mêmes directement en face du vrai débiteur dont ils sont eux mêmes, en effet, les vrais créanciers. »

Et l'auteur de se demander ensuite si les hypothèses prévues dans la loi sont bien les seules dans lesquelles un créancier puisse agir ainsi, en son propre nom, contre le

débiteur de son débiteur, sans être obligé d'invoquer l'application de l'art. 1166 C. Civ. ? Sans doute les privilèges sont de droit étroit et doivent être appliqués restrictivement, mais d'après M. Demolombe la cause de cette préférence que les art 1753, 1798 et autres reconnaissent à certains créanciers, ne résulte pas d'un véritable privilège, mais « réside dans un lien juridique par suite duquel le tiers qui est obligé envers le débiteur, se trouve aussi directement obligé envers le créancier de ce débiteur. »

Pourquoi, se demande l'auteur, ne pas appliquer la même préférence dans celle des autres hypothèses non prévues par la loi, mais qui offrent le même caractère que celles prévues c'est à-dire le lien juridique dont il est parlé ci-dessus. C'est ainsi qu'il reconnaît au second acquéreur le droit d'exercer directement contre le vendeur originaire l'action en garantie résultant de l'éviction. Pareillement en matière d'assurance, dit il, en se reportant à l'arrêt de la Cour de Paris du 24 mars 1855, la jurisprudence décide que les sommes dues à l'assuré pour l'indemniser des suites du recours des voisins auxquels il a communiqué l'incendie, ne sont pas, en cas de faillite, le gage commun de tous ses créanciers et qu'elles peuvent être réclamées exclusivement par les voisins qui ont souffert de l'incendie, attendu qu'un tel contrat a virtuellement pour effet de subroger ces derniers dans les droits de l'assuré contre l'assureur; *qu'il contient donc une stipulation au profit du tiers dans l'intérêt de l'un des contractants.* « Voilà le lien juridique direct entre

l'assureur et les voisins qui ont souffert de l'incendie. »

Citons, enfin, pour terminer, l'opinion de MM. Aubryet Rau (*Cours. de droit civ.*, t. IV, § 312) semblable du reste à celle de M. Demolombe en ce sens qu'ils reconnaissent que les hypothèses dont s'occupent les art. 1753, 1798 et 1994 § 2 ne sont pas les seules dans lesquelles le créancier puisse agir en son propre nom, sans recourir à l'exercice des droits et actions de son débiteur. « Il en est ainsi toutes les fois qu'un lien juridique quelqu'en soit le fondement, oblige directement envers le créancier celui qui se trouve également obligé envers le débiteur. »

Ainsi parmi tous les auteurs que nous venons d'analyser deux partis bien distincts, d'une part ceux qui, s'attachant à la lettre des contrats et s'appliquant à reconnaître avec soin les stipulations qui y sont contenues, sacrifient aux principes généraux qui dominent la matière pour requérir la stricte application de la volonté des parties contractantes : ce sont ceux qui considèrent l'assurance de responsabilité comme devant exclusivement profiter à celui qui la contracte tout en déplorant les résultats auxquels on arrive dans les relations du tiers victime du sinistre et de l'assuré. D'autre part les auteurs qui recherchent derrière les contrats, œuvre d'une pratique toujours utilitaire et tendancieuse, les véritables effets auxquels doit tendre une assurance qui a pour but la garantie de notre responsabilité. Ceux là pourraient dire que le but de l'assurance a été complètement dévié par les stipulations insérées dans les contrats par les assureurs dans la

recherche de leur utilité personnelle [facilité dans la compensation entre la dette et les primes, économie dans l'attribution de juridiction]. Stipulations qui ont forcé la jurisprudence et encouragé la doctrine à combattre le seul système à la fois juridique et moral qui consiste à considérer que l'indemnité d'assurance doit aller à celui là seul qui a subi le dommage et non à des tiers qui en sont complètement étrangers.

Nous allons voir que le législateur moderne s'est engagé résolument dans cette seconde voie et s'il n'a malheureusement pas donné des textes d'ensemble dont l'interprétation eût permis une application aussi étendue que possible de ces principes, tout au moins a-t-il indiqué certainement dans les lois exceptionnelles qu'il nous a données, son intention de se rapprocher aussi près que possible des solutions que dictent le devoir et les obligations de chacun dans la société.

DEUXIÈME PARTIE

Solutions déjà établies par le législateur pour l'attribution des indemnités d'assurance de responsabilité

CHAPITRE PREMIER

LOI DU 10 FÉVRIER 1889, ART. 3, § 2

On sait que cette loi, dont l'élaboration fut très longue, puisque le premier projet déposé par le gouvernement date du 12 juillet 1882, avait pour but l'organisation du crédit agricole. Mais les dispositions relatives à ce sujet ayant été écartées, lors de la discussion, il ne resta du projet que quelques articles qui avaient été insérés par la commission du Sénat et qui n'avaient pas de rapport direct avec le but que l'on s'était proposé primitivement. Ces articles traitaient, en effet,

« de la restriction du privilège du bailleur d'un fonds rural et de l'attribution des indemnités d'assurance » : ces mots constituèrent le nouveau titre, que fut substitué à celui sous lequel le projet avait été présenté. La seconde partie de la loi, qui seule nous intéresse, a été également modifiée et augmentée à plusieurs reprises. Tout d'abord on proposa de subroger les indemnités d'assurance aux seuls privilèges mobiliers ; puis, d'étendre cette subrogation aux créances privilégiées ou hypothécaires. Ensuite prévoyant le cas où l'immeuble ne serait pas assuré par le propriétaire, mais où des indemnités seraient dues en cas de sinistre par le locataire ou par le voisin par application des art. 1733 et 1382 C. Civ. on décida que ces indemnités deviendraient également le gage exclusif des créanciers privilégiés ou hypothécaires.

Enfin on fit observer que, d'après la législation du Code Civil, les indemnités pour assurances du risque locatif ou du recours du voisin, devaient être distribuées au marc le franc entre tous les créanciers du locataire responsable, ou du voisin qui par sa faute, avait communiqué l'incendie. Ces indemnités étant la représentation de l'immeuble sinistré, il était équitable de les attribuer par privilège au propriétaire de l'immeuble loué ou de l'immeuble auquel l'incendie avait été communiqué. Cette dernière proposition, objet d'un amendement de M. Lacombe fut adopté, et donna naissance au § 2 de l'art. 3 de la loi ainsi conçu : « En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants-droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans

que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou letiers subrogé à leurs droits, aient été désintéressés des conséquences du sinistre. »

Nous ne nous occuperons que de ce paragraphe qui, ainsi que l'a justement fait remarquer M. Planiol (note D. 92. 2. 393) est le seul passage qui ait été écrit dans l'intérêt du propriétaire et se rapporte à l'attribution d'une assurance de responsabilité. « D'autres dispositions de la même loi, dit-il, concernent bien d'autres indemnités d'assurance; mais elles ont été introduites dans l'intérêt des créanciers du propriétaire munis d'hypothèque ou de privilège sur l'immeuble et elles ont eu pour but de transporter à ces créanciers sans délégation expresse, les indemnités représentant le bien grevé d'hypothèque à peu près comme le ferait un prix de vente. » Tandis que le paragraphe précité, dans lequel le législateur, pour la première fois, a statué sur un cas dépendant de la matière des assurances de responsabilité, a eu pour but de remédier aux inconvénients qui résultaient pour le propriétaire d'un immeuble, de l'application de la doctrine et de la jurisprudence qui s'étaient établies sous l'empire des principes du Code Civil.

Nous n'insisterons pas outre mesure sur cette doctrine et sur cette jurisprudence dont les décisions ne sont, en somme, qu'une reproduction de celles qui ont subsisté de nos jours pour les matières non revisées par les lois modernes et que nous avons exposées en détail dans la première partie. Nous rappellerons simplement les grandes lignes de leur évolution

et nous remarquerons, tout d'abord, qu'elles n'ont pas commencé par être en faveur dans notre droit.

Pouget dans son *Dictionnaire des assurances* (Act. directe, p. 70 et s.) prétendait que le propriétaire avait une action directe contre le locataire pour réparation des dommages causés par l'incendie et que cette action s'étendait même aux sous locataires. L'assureur du propriétaire, dit il, peut exercer les droits de ce dernier et comme tel, étant subrogé à lui, a une *action directe* contre l'assureur du risque locatif pour le contraindre à payer l'indemnité due par le locataire au propriétaire. Il reconnaissait même que le propriétaire avait l'exercice de cette action directe à l'*exclusion des créanciers de l'assuré*. Pour donner les raisons de son opinion, il citait le passage suivant : « La loi, la raison et la morale publique ne permettent pas de s'enrichir aux dépens d'autrui, elles s'opposent pareillement à ce que le contrat d'assurance puisse devenir l'objet d'un gain illicite, ce qui aurait lieu, si l'on pouvait assurer à son profit la chose d'autrui; tous ces principes seraient renversés si l'assurance des risques locatifs, pouvait tourner directement ou indirectement au profit du locataire, autrement que par son affranchissement envers le propriétaire de la maison incendiée, affranchissement qui profite également aux créanciers particuliers du locataire; puisque le propriétaire n'a plus rien à réclamer pour ce dommage, dans la répartition des valeurs actives du débiteur. » Grün et Joliat, t. III. 282.

Les auteurs avaient cherché à établir que les effets du con-

trat d'assurance contre les risques locatifs étaient entièrement subordonnés à l'existence et à l'exercice des droits du bailleur; de telle sorte que si ce dernier renonçait à son action en dommages-intérêts, l'assureur serait dégagé de toute obligation. Il résultait de ce contrat, disait-on, une *subrogation virtuelle* du bailleur dans les droits de son locataire; celui-ci était censé avoir stipulé non seulement dans son propre intérêt, mais encore dans celui du propriétaire de l'immeuble; stipulation, valable aux termes de l'art. 1121 C. Civ., qui permettrait à ce propriétaire de se faire attribuer exclusivement l'indemnité.

Cf. not^l. Arrêt C. Paris, 13 mars 1837, D. P. 1838. II. 154; C. Paris, 29 nov. 1852. *Gaz. Trib.* 29 et 30 nov. 1852; C. Paris, 24 mars 1855. *Journal des Assurances*, ann. 1856 p. 207.

L'arrêt de 1837 dit notamment que l'on ne saurait refuser au propriétaire ou à ses représentants un droit exclusif à l'indemnité due par les assureurs du risque locatif sous le prétexte que ce serait lui donner sur les deniers appartenant au locataire, un privilège que la loi ne lui accorde que sur le prix du mobilier affecté au paiement du loyer; qu'en effet en recevant la somme destinée à opérer la libération du locataire envers lui, le propriétaire ne reçoit aucune portion de l'actif de son locataire puisque le montant du risque locatif n'a jamais fait partie des biens de celui-ci. Cet arrêt appuie également sa décision en disant : « Considérant qu'on objecterait en vain, pour repousser la demande de la Compagnie

d'Assurance Mutuelle (subrogée au propriétaire) que la convention intervenue entre X (locataire) et son assureur est étrangère au propriétaire, dont elle ne peut rendre la position meilleure ; *que, dans l'espèce, la stipulation au profit du propriétaire étant la condition de la stipulation que X faisait pour lui-même*, était autorisée par la loi et devait produire son effet puisque la compagnie d'assurance Mutuelle (aux droits du propriétaire) a déclaré par ses actes conservatoires, vouloir en profiter. »

Mais l'opinion qui refusait au propriétaire ou au voisin toute action directe et tout droit de préférence sur l'indemnité d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, à défaut d'une cession ou d'une délégation expresse, avait fini par prévaloir. L'indemnité dans les deux cas était considérée comme le gage commun des créanciers de l'assuré.

Conf. Aubry et Rau (édition 1869) t. III, p. 139. « Le privilège du locateur ne s'étend pas à l'indemnité due, en cas d'incendie, au locataire qui a fait assurer son mobilier ou son risque locatif.)

Alauzet, *Traité des Assurances*, II, 452.

Delalande et Couturier, *Traité d'assurance contre l'incendie*, n° 768.

Laurent, *Principes de Droit français*, t. XXIX, n° 415.

Ruben de Couder, *Dictionnaire de Droit Commercial*, v° Assurances n° 232.

Troplong, *Privilèges et hypothèques*, t. IV, n° 890.

Duranton, *Cours de Droit français*, t. XII, n° 182.

Et la jurisprudence adopta la même opinion. v° Cassat. Req., 20 déc. 1859. D. P., 60, 1, 58, qui fut le point de départ de l'interversion, que nous avons constatée ; et ensuite. — C. Lyon, 27 déc. 1861. D. P., 62, 2, 114.

— Cassat. req., 31 déc. 1862. D. P., 63, 1, 423.

— C., Paris, 21 août 1868. D. P., 68, 2, 236.

— C., Douai, 2 déc. 1869. D. P., 70, 2, 145.

La jurisprudence se fixa définitivement en ce sens.

Le propriétaire chercha naturellement à paralyser les conséquences de cette doctrine qui lui était très défavorable. Il y parvint au moyen d'une transaction directe avec l'assurance. La légitimité de ces conventions fut reconnue par de nombreux arrêts, notamment par un arrêt de la Cour de Nancy et un arrêt de la Cour de Cassation du 5 fév. 1878. D. P., 79, 1, 161 et Sirey, 79, 1, 409 avec la note de M. Lyon-Caen.

Il y avait encore une autre façon de procéder. Le locataire ou le voisin assurés pouvaient céder à leur propriétaire ou voisin leur action contre la Compagnie d'assurance. A la condition de se conformer aux prescriptions de l'article 1690, C. Civ., le propriétaire ou le voisin sinistrés étaient certains de toucher par préférence aux créanciers de l'assuré le bénéfice de l'assurance.

Mais il était bizarre de voir que la jurisprudence admettait en homologuant ces conventions une théorie qui se trouvait en contradiction flagrante avec celle qu'elle accueillait d'une façon presque générale dans les arrêts précités.

La loi de 1889 a eu pour but de faire cesser cette anomalie.

M. Lenoel signala les marchés entre assureurs et victimes, à l'attention du Sénat et M. Lacombe, rapporteur de la loi, soutint dans les termes que nous avons reproduits précédemment, son amendement qui devint l'article 3 de la loi. Cette dernière disposition a été dictée par des considérations d'équité. Elle a eu, pour but, d'après les paroles mêmes du rapporteur « de supprimer des formalités gênantes et onéreuses. »

Dans l'article 2 et le § 1 de l'article 3, au sujet desquels nous ne nous étendons pas, puisqu'ils n'ont pas pour but l'attribution d'une assurance de responsabilité, le législateur a voulu, d'une part, transporter de plein droit les droits des créanciers hypothécaires et privilégiés, sur les indemnités dues par les compagnies d'assurance et d'autre part, attribuer de plein droit à ces mêmes créanciers, les indemnités dues par le locataire ou le voisin par application des articles 1733 et 1382, C. Civ. — De même dans le § 2 de l'article 3, le législateur a entendu opérer la dévolution spéciale, au profit du propriétaire ou du voisin sinistrés, du bénéfice de l'assurance de responsabilité contractée par le locataire ou le voisin responsables de l'incendie.

« Désormais à côté de la délégation conventionnelle existera au profit des créanciers hypothécaires ou privilégiés une délégation de plein droit » disait M. Lacombe dans son discours au Sénat à propos de la discussion de l'article 2. Cette phrase peut s'appliquer également au § 2 de l'article 3,

qui nous intéresse, pour en expliquer la portée. Le législateur a certainement voulu que l'indemnité profitât exclusivement au propriétaire ou au voisin. Malheureusement il n'a pas su manifester sa pensée clairement et établir une disposition formelle en ce sens. Au contraire, lors de la discussion du projet, un des rapporteurs, M. Labiche ne déclara-t-il pas « qu'il lui répugnait d'augmenter par la création de privilèges nouveaux, la suite déjà trop longue des privilèges existants » ? Mais comment expliquer alors les paroles mêmes de M. Lacombe, auteur de l'amendement d'où est sorti l'article 3, sur la dévolution spéciale au profit du propriétaire ou du voisin sinistrés, de l'assurance des risques locatifs ou du recours du voisin ?

Aussi certains auteurs n'ont-ils pas hésité à déclarer que le § 2 de l'article 3 de la loi de 89 avait créé au profit du propriétaire et du voisin, un privilège sur l'indemnité due par l'assureur du risque locatif, tout comme le § 1 du même article en avait créé un, au profit du créancier hypothécaire et privilégié sur l'indemnité due par le locataire ou le voisin responsables, et comme l'article 2, avait créé au profit des mêmes, un privilège sur l'assurance du propriétaire. En effet, disait-on, déclarer que le locataire ou ses créanciers ne peuvent toucher tout ou partie de l'indemnité, tant que certains créanciers n'auront pas été désintéressés, c'est dire que ces créanciers pourront se faire payer par préférence aux autres créanciers du débiteur. Ainsi, bien que le mot privilège ne soit pas écrit dans la loi, force est bien de

reconnaître que ce droit existe, sans quoi, il serait impossible de déterminer l'utilité de la loi nouvelle, qui a poursuivi, avant tout, un but de justice et d'équité. (Thèse, Paris, 1900, 109, p. 156).

Telle est l'opinion que nous trouvons formulée dans Dalloz, (voir Supplément Privilèges et hypothèques, § 103). L'auteur, y rapporte les paroles prononcées par M. Lacombe, au Sénat : « Nous ne modifions pas la portée du contrat d'assurance, nous nous bornons à dire que, lorsqu'il y aura lieu à indemnité, cette indemnité sera dévolue au propriétaire, de préférence aux autres créanciers. » C'est donc bien, dit-il, un droit de préférence et conséquemment un *privilege*, que la loi a conféré au propriétaire bailleur, au voisin de l'assuré, sur l'indemnité due à ce dernier.

Certains auteurs pensèrent même que le § 2 de l'article 3 avait conféré au propriétaire ou au voisin, un droit d'action directe contre l'assureur des risques locatifs, ou du recours des voisins, pour se faire payer le montant de l'indemnité d'assurance. On trouve l'expression de cette opinion, dans une note de M. Planiol, sous un arrêt de la Cour de Lyon du 25 février 1892. D. P. 92, 2.393. « Si le mot *privilege*, n'est pas dans le texte, la chose y est bien sans conteste..... Il faut donc voir là *l'institution d'une action directe*, analogue à celles qui existent déjà dans quelques hypothèses, (1798, C. Civ., loi 26 pluviôse, an II; loi 26 juillet 1891). L'assureur des risques locatifs courus par le preneur, devient, en quelque sorte, l'assureur direct du propriétaire, bien qu'il

n'ait pas traité avec lui, et la somme qui représente le montant de l'assurance, ne passe plus que nominalemeut, par le patrimoine de l'assuré, puisque ni lui, ni ses créanciers, ni ses cessionnaires, n'y peuvent toucher qu'après le propriétaire. C'est presque l'équivalent d'une délégation faite d'office par la loi au profit de ce dernier. »

D'après Guillouard, (*Traité des Privilèges et Hypothèques*, t. 1, § 158), le § 2 de l'article 3 de la loi confère au propriétaire un droit *personnel et direct* contre l'assureur. Cela résulte, dit-il, du rapport de M. Maunoury : « Lorsque le locataire et le voisin se sont fait assurer pour le montant de l'indemnité qui pourra leur être réclamée par le propriétaire incendié, il est clair que le droit de réclamer le versement à leur profit de cette indemnité ne naîtra que lorsqu'ils l'auront payée au *propriétaire*, car, c'est contre le risque de ce paiement qu'ils ont contracté l'assurance. » Les obligations de l'assureur, dit Guillouard, sont nettement indiquées ; il doit, avant de payer, demander et obtenir la justification que le bailleur ou le voisin ont été désintéressés, et ce n'est que sur le vu de cette justification qu'il paiera valablement, tandis que dans l'hypothèse de l'article 2, il lui suffirait, pour payer valablement, de n'avoir pas reçu d'opposition.

Mais ces opinions ont été combattues notamment par M. Pannier (*Attribut. des indemnités d'assurance*), qui décide qu'il n'est pas possible d'admettre l'existence d'actions directes comme conséquence des diverses attributions d'indemnités organisées par la loi de 1889. Le texte de

l'article 3, § 2, dit-il, fournit des arguments spéciaux pour exclure cette action en ce qui concerne le bailleur. Cet article ne contient qu'une interdiction de paiement, qui dure aussi longtemps que le propriétaire ou l'assureur subrogé n'ont pas été désintéressés. Une pareille interdiction n'évoque nullement l'idée d'un développement ou d'un déplacement des actions. D'après lui, la loi suspend seulement pour le locataire assuré ou pour ses ayants-droit, toute perception de l'indemnité. Il fait remarquer encore que la préoccupation constante des auteurs de la loi de 89, paraît avoir été d'apporter le moindre trouble possible à l'ensemble des principes de droit commun, notamment en évitant, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, la création de privilèges nouveaux. Or, l'attribution d'une action directe au propriétaire, dit, M. Pannier, irait bien au-delà de la création d'un nouveau privilège puisqu'elle constituerait une appropriation absolue au profit du bailleur, de la créance d'indemnité, stipulée par le locataire.

La jurisprudence n'a pas hésité à accueillir l'idée d'un privilège résultant implicitement des termes du § 2 de l'art. 3. Et elle a d'autant mieux adopté cette opinion qu'il était admis par elle, antérieurement à la loi du 19 février 1889, que le privilège de l'art. 2102 C. Civ. qui a pour objet de garantir toutes les obligations découlant du bail, s'appliquait aux détériorations causées par un incendie à l'immeuble loué et que, par conséquent, le propriétaire de même d'ailleurs que son assureur subrogé à ses droits, pouvait exercer sur les

meubles garnissant l'immeuble loué et qui avaient été préservés de l'incendie, le privilège du dit art. 2102 C. Civ. Or, la loi de 89 ayant eu pour effet de transporter sur les indemnités d'assurance les privilèges qui existaient sur les choses détruites par l'incendie, se trouvait ainsi avoir attribué au propriétaire sur les meubles garnissant l'immeuble loué le privilège de l'art. 2102 C. Civ.

C'est pour ces raisons que la Cour de Toulouse dans un arrêt du 27 mai 1890 admit l'exercice au profit du propriétaire, d'un droit de privilège sur l'indemnité d'assurance du risque locatif.

Un arrêt de la Cour de Lyon du 25 février 92. (*Rec. pér. Ass.* 92, p. 301) statua dans le même sens mais en s'appuyant seulement sur l'art. 3 de la loi.

On cite encore dans le même sens un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 24 décembre 1895 (*Rec. pér.* 96, p. 179).

Et encore Trib. de Tarbes 6 avril 94, (*Rec.* 95, p. 326), Trib. de Domfront, 14 août 95, (*Rec.* 95, p. 463), Trib. de Limoges, 24 octobre 96, (*Rec.* 96, p. 543.)

La loi du 19 février 89, dit l'arrêt de Bordeaux précité, a eu pour effet d'étendre en cas d'incendie des objets mobiliers garnissant l'immeuble loué, le privilège de l'art. 2102. Civ. au profit du propriétaire ou de ses ayants cause, à l'indemnité due par l'assureur. La loi dans son esprit comme dans son texte, a voulu maintenir le droit de préférence au profit des créanciers privilégiés ou hypothécaires sur les indemnités

de toute nature représentant le montant des assurances contractées par leur débiteur.

Quant à l'art. 3, § 2 « loin de restreindre la portée de l'art. 2 il n'a eu d'autre but que d'empêcher les locataires qui se sont fait assurer contre les risques locatifs, de toucher l'indemnité avant d'avoir justifié qu'ils avaient désintéressé le propriétaire incendié ou les tiers qui auraient été subrogés à ses droits. »

Pour ces motifs l'arrêt admet le propriétaire ou son ayant cause à exercer ses droits par privilège sur l'indemnité allouée au locataire par l'assureur du risque locatif.

Quant à l'attribution d'une action directe au profit du propriétaire sinistré contre l'assureur, la question fut longtemps controversée, certains tribunaux, suivant les arguments de la raison et de l'équité, ayant adopté l'affirmative.

Tel, cet arrêt de la Cour de Nancy du 13 mai 1893, (D. P. 94. 2.439) qui déclara le propriétaire sinistré, investi, vis à vis de la Compagnie d'assurances qui a garanti les risques locatifs de l'auteur de l'incendie, d'une action directe et personnelle qu'il puise dans les dispositions de la loi du 19 février 1889. « Attendu que cette loi, en complétant la législation antérieure et en donnant au propriétaire une attribution directe sur l'indemnité d'assurance due au locataire lui confère une action propre et indépendante de celle de l'assuré. »

Dans le même sens, V° Bordeaux, 1^{er} mai 1895, Trib. Toulouse, 12 juillet 94, Seine, 2 juillet 95, Trib. Bordeaux, 6 mai 1897, Reims, 6 décembre 1897.

Mais la solution contraire, adoptée par un certain nombre de tribunaux, prévaut.

« Attendu que le locataire, en s'assurant contre la responsabilité de l'incendie a contracté en son propre nom et dans son intérêt exclusif. Attendu que si la loi de 1889, avait voulu conférer au bailleur, en vertu d'un contrat auquel il n'a pas été partie, un droit propre et une action directe contre l'assureur de son locataire et ainsi créer un nouvel apport juridique exorbitant du droit commun, elle n'eût pas omis de s'en expliquer formellement ; qu'elle ne l'a pas fait, qu'au contraire l'ensemble de ses dispositions implique le maintien des obligations réciproques résultant de l'assurance, entre les parties qui l'ont contractée...

Seine 4 mars 1896 (*Rec. pér. ass.* 1896, p. 352.)

La Cour de Cassation consacra cette jurisprudence par un arrêt du 5 déc. 1899 (*Gaz. Trib.* n° 2 fév. 1900 et *D. P.* 01. 1. 457 note de M. Thaller).

« ...Attendu qu'il n'existe aucun lien de droit entre la partie lésée par un incendie et la compagnie à laquelle est assuré contre le recours du voisin, l'auteur du sinistre ; que, par suite, cette compagnie ne peut être *directement* assignée par le sinistré, en même temps que l'assuré, devant le tribunal du domicile de ce dernier en réparation du préjudice causé ; qu'en déclarant le contraire, l'arrêt attaqué a violé le texte de la loi de 1889.... »

Si bien que la jurisprudence refuse l'action directe au propriétaire contre l'assureur du risque locatif alors que l'on est

d'accord pour décider qu'en vertu de l'art. 2 de la loi, les créanciers qui conservent leur privilège ou leur hypothèque sur l'indemnité d'assurance ont une action directe contre l'assureur, débiteur de l'indemnité.

Dans le même sens que ci-dessus voir Cour de Paris 23 juin 1898. D. P. 99.2. 256. Cour de Bourges 27 février 1900. *Rec. pér.* 1900, p. 109. Cour de Besançon 9 avril 1900, *Rec. pér.* 1900, p. 439.

Mais la jurisprudence reconnaît au propriétaire ou à ses ayants-cause le droit d'exercer l'action oblique de l'art. 1166 C. Civ. pour faire juger contre l'assureur du risque locatif que l'assuré est responsable du sinistre.

Voir à ce sujet arrêt Ch. des req. 28 oct. 1901.

Quel est donc le système de la loi de 89 qui n'a donné au propriétaire ni une action directe ni un privilège véritable ? On a proposé l'explication suivante qui semble la plus vraisemblable.

Le législateur, dont l'intention très nette, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus, a été d'assurer dans tous les cas au propriétaire ou au voisin, le bénéfice de l'indemnité, au lieu de leur conférer un droit de préférence sur cette indemnité s'est borné à la déclarer indisponible à leur profit. La loi a ainsi consacré à leur égard une espèce *de droit de rétention* avec cette particularité que ce droit est exercé pour les personnes lésées par l'assureur, qui se trouve être constitué dépositaire dans l'intérêt d'autrui.

L'effet de la disposition contenue dans le § 2 de l'art. 3

précité est donc d'avoir investi l'assureur au profit et pour le compte des victimes, d'un droit de rétention sur l'indemnité.

(Voir Pannier *op. cit.* et Escorbiac dans *les Lois nouvelles* ann. 1889.)

Nous allons voir maintenant quel a été le résultat du système adopté par le législateur et s'il a pu, grâce à lui, arriver au but qu'il s'était proposé.

En d'autres termes l'indisponibilité dont la loi a frappé l'indemnité d'assurance entre les mains de l'assureur suffit-elle à assurer à la victime (c. à d. au propriétaire ou au voisins sinistrés) le versement de la somme qui a été stipulée au contrat ?

Le législateur a cru qu'en rendant l'indemnité indisponible, en la frappant d'un droit de rétention au profit du propriétaire ou du voisin, il empêcherait les créanciers de l'assuré d'une part, d'émettre aucune prétention sur cette somme avant le paiement intégral des sinistrés, et d'autre part qu'il amènerait l'auteur responsable du sinistre à désintéresser ses victimes.

On peut dire qu'il a réussi dans la première partie de son programme puisque, ainsi que nous venons de le voir, la jurisprudence a admis au profit du propriétaire ou du voisin l'exercice d'un véritable privilège sur la somme assurée quoique le mot ne soit pas stipulé expressément dans la loi. C'est à dire que toutes les fois que les parties (l'assureur et l'assuré) seront d'accord sur l'application de la garantie au sinistre ainsi que sur l'étendue de cette garantie, et que

l'assuré aura intérêt à obtenir sa libération vis-à-vis de la victime, cette dernière est assurée qu'aucun empêchement à ce paiement ne pourra avoir lieu de la part des tiers.

Mais qu'arrivera-t-il si les parties ne sont pas d'accord à ce sujet, et surtout si l'assuré, n'ayant aucun intérêt à se libérer de suite vis-à-vis de la victime, ne fait aucune diligence pour cela et même essaie de s'opposer au paiement par l'assureur ? Ainsi qu'on l'a justement fait observer, le débiteur, à moins qu'il ne soit menacé par des poursuites, n'a aucun intérêt à libérer le gage. La somme détenue en effet, de par les principes mêmes de l'assurance, ne peut jamais être d'une valeur supérieure au montant de la dette. L'assuré ne peut réclamer à l'assureur que le montant de la réparation qu'il doit à la victime et souvent l'assurance étant limitée à un chiffre, il ne peut lui réclamer qu'une somme inférieure à celle pour laquelle il est tenu. Dans ces conditions s'il est riche et solvable il peut, pour éviter une exécution, désintéresser le propriétaire ou le voisin, sauf à exercer ultérieurement son recours en garantie contre l'assureur. Mais s'il est insolvable et si, par exemple, le droit de poursuites individuelles est suspendu à son égard, par suite d'une faillite ou d'une liquidation judiciaire, il se gardera bien et même il ne pourra pas faire un pas pour dégager l'indemnité. Le droit de rétention accordé par la loi au propriétaire ou au voisin sinistrés sera alors insuffisant pour assurer leur désintéressement. Sans doute si l'assuré n'est pas un commerçant, il restera à la victime l'action indirecte de l'article 1166 contre

l'assureur ; mais même en exerçant cette action dont la loi semble pourtant lui assurer le bénéfice elle pourra se trouver dans une situation des plus difficiles, sinon inextricable. En effet il pourra se faire qu'antérieurement à son action, des créanciers de l'assuré, aient pratiqué des saisies-arrêts entre les mains de l'assuré ou que l'un d'eux ait signifié un transport régulier sur l'indemnité. Il faudra donc, dans ce cas, que la victime plaide contre chacun de ces opposants et même qu'elle arrive à démontrer la mauvaise foi du cessionnaire et les agissements frauduleux de l'assuré avant d'obtenir satisfaction. Il n'est pas probable que le législateur ait jamais prévu ces diverses hypothèses, mais il n'est pas possible d'en nier l'éventualité et la loi n'offre, en elle-même, aucun moyen d'y remédier.

On voit, par ce qui précède, que le moyen employé par le législateur de 1889 pour faire parvenir à la victime l'indemnité d'assurance de responsabilité n'est pas de nature à donner entière satisfaction à celui qui l'emploie et l'on peut reprocher aux auteurs de la loi, si louables dans leurs intentions, de ne pas avoir eu recours à une disposition plus formelle et plus complète pour manifester leur pensée.

Ce reproche n'est généralement pas celui qui a été adressé à cette loi. Il en est un autre plus communément reproduit et qui vise surtout l'étendue de son application. Puisqu'on était d'accord, dit-on, pour créer un privilège au profit du sinistré lui-même sur l'indemnité afférente à l'assurance de responsabilité, pourquoi n'a-t-on envisagé que l'assurance du

risque locatif et du recours des voisins. L'anomalie à laquelle il y avait lieu de remédier existe toutes les fois qu'il s'agit d'une assurance de responsabilité quelconque. Le privilège qu'on a voulu, avec raison, accorder au propriétaire, au voisin victime d'incendie, pourquoi ne pas l'accorder également au déposant, au propriétaire d'un objet confié, à un ouvrier à façon... ? Au lieu de parler d'assurance du risque locatif ou du voisinage, il aurait mieux valu employer une formule générale.

Il est vrai que certains auteurs, comme M. Darras et Tarbouriech, estimant que l'article 3, § 2 ne fait que consacrer une solution résultant des principes généraux du droit, méconnus, avant la loi par la jurisprudence et la doctrine, croient pouvoir soutenir que cette disposition peut être étendue à tous les cas d'assurance de responsabilité qu'elle n'a pas prévus.

Mais la majorité des auteurs pensant que cette doctrine et cette jurisprudence étaient conformes aux véritables principes du droit, estiment que les dispositions de ladite loi sont exceptionnelles et qu'il y a lieu de l'appliquer restrictivement. Ils en donnent, du reste, pour preuve, le fait que, lors de la discussion de la loi au Sénat, M. Lenoel avait attiré l'attention sur la situation très intéressante de l'ouvrier victime d'un accident du travail alors que le patron avait contracté une assurance de responsabilité et il demandait qu'on comprit cette assurance dans la disposition à intervenir. Or sa demande ne fût prise en considération ni par la commis-

sion ni par le Sénat. Ils en concluent que la loi n'a pas voulu étendre sa portée en dehors des espèces qu'elle vise spécialement tout en regrettant qu'il en soit ainsi et que le législateur n'ait pas statué d'une façon générale pour toutes les assurances de responsabilité, les mêmes raisons d'équité existant dans tous les cas.

Ce reproche très réel, pourrait être appliqué également à toutes les lois qui, n'ayant visé que des cas particuliers, ne se sont pas inspirées des principes généraux du droit et ont donné des solutions d'exception qui ne cadrent pas avec la plupart des questions que l'on peut avoir à résoudre.

Revenant à la première critique que nous avons formulée contre la loi au sujet de la méthode qui a été employée par le législateur pour parvenir à son but, nous dirons, pour terminer, qu'il y avait dans les autres dispositions de cette loi tous les éléments nécessaires pour édicter des règles satisfaisantes.

En effet, l'art. 2 contient une subrogation réelle et en même temps une subrogation personnelle ayant pour effet de substituer les créanciers privilégiés ou hypothécaires, dans les droits du propriétaire assuré contre l'assureur. En même temps que l'indemnité d'assurances se trouve substituée à la maison incendiée, les créanciers privilégiés et hypothécaires se trouvent substitués à l'assuré dans les droits qu'il peut avoir à exercer contre l'assureur. Or en matière d'assurance de responsabilité, l'objet de l'assurance étant non une chose matérielle, un corps certain, mais un fait moral, une res-

ponsabilité, le législateur laissant de côté la substitution réelle, aurait pu s'en tenir aux dispositions concernant la substitution personnelle. Il aurait admis ainsi le principe de la subrogation de la victime, dans les droits de l'assuré contre l'assureur, et en consacrant de plus, un droit de privilège au profit du sinistré, il serait parvenu à une solution, qui aurait alors entièrement satisfait l'équité.

Nous allons voir que le législateur est arrivé à ces solutions, mais indirectement, dans une loi postérieure, où pourtant il n'a statué encore, que relativement à un cas spécial, celui de la victime d'un accident de travail.

CHAPITRE II

GARANTIES ACCORDÉES PAR LES LOIS DU 9 AVRIL 1898
ET DU 31 MARS 1905, A L'OUVRIER VICTIME D'UN
ACCIDENT DU TRAVAIL POUR LE RECOUVREMENT DE
SA CRÉANCE D'INDEMNITÉ.

La loi du 9 avril 1889, intéresse ce sujet par l'application utile qu'elle a faite de la matière de l'assurance à la réparation des sinistres, survenus à une catégorie d'individus, qu'on appelle les accidentés du travail. En présence des dangers présentés par l'outillage moderne et étant donnés les rapports contractuels, qui lient le patron et l'ouvrier et qui ont pour effet de mettre ce dernier, pour l'exécution du travail, sous la dépendance du premier, il a paru juste au législateur, de mettre à la charge du patron, les conséquences pécuniaires des accidents survenus par le fait et à l'occasion du travail.

Ici encore, l'étude des faits antérieurs à la loi, est nécessaire pour l'explication des règles nouvelles, qui ont été formulées. Il est indispensable de bien connaître, à ce sujet, ce que l'on a appelé : « les essais de réparation automatique

des accidents du travail, par la pratique de l'assurance ». Il est bon aussi de signaler, qu'avant toute législation sur la matière, l'initiative privée était arrivée, avec une grande fertilité de moyens, à apporter une amélioration considérable dans le sort des travailleurs, en leur offrant une garantie, et en les mettant ainsi à l'abri des insolvabilités qu'ils pouvaient rencontrer éventuellement chez leurs employeurs.

Malheureusement, la liberté de l'assurance et sa pratique purement facultative, ne pouvaient assurer qu'une réparation partielle et incomplète. Il fallait une réforme législative et c'est cette réforme que seize années de préparation n'ont pas suffi à réaliser complètement.

Antérieurement à la loi de 98, il existait déjà un système d'assurance par l'État, sous la forme d'une caisse d'assurance contre les accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868. Cette caisse avait pour but, de constituer des pensions viagères aux assurés et en cas de décès, de fournir des secours à leurs ayants-cause. Mais son organisation et son fonctionnement prêtaient à de justes critiques, elle n'eût pas de succès.

L'industrie privée des assurances, au contraire, organisée d'une façon plus souple, se prêtant mieux aux besoins qui s'étaient révélés, donna naissance à des contrats qui furent de la plus grande utilité.

Les combinaisons offertes par la pratique étaient au nombre de deux : c'étaient l'assurance collective et l'assurance indi-

viduelle. Cette dernière était celle que pouvait contracter un ouvrier pour se faire indemniser des accidents dont la responsabilité lui incombait. Elle fut pratiquée très rarement.

L'assurance collective fut, au contraire, très largement développée. On comprenait, sous cette rubrique, toutes les assurances contre les accidents, souscrites par les industriels et englobant la collectivité des ouvriers. L'assurance collective présentait deux sortes de contrats ; l'un ayant pour objet la garantie de la responsabilité civile du patron, et l'autre, stipulant le paiement par l'assureur, de certaines indemnités prévues d'avance, aux victimes d'accidents ou à leurs ayants-cause. Ces deux sortes d'assurance, bien que distinctes, étaient souvent réunies dans un seul contrat qui comprenait à la fois une assurance de réparation ou d'indemnité pour les ouvriers et une assurance de responsabilité garantissant au patron la réparation des accidents imputables à sa faute.

Généralement l'adhésion des ouvriers au contrat d'assurance collectif était tacite et résultait d'une clause de son contrat de travail portée à sa connaissance par un règlement d'atelier et d'une retenue consentie par lui sur ses salaires pour participer au paiement des primes.

Lorsqu'il s'agit de déterminer la nature et l'étendue des droits dérivant pour les ouvriers de ces contrats d'assurance collective, de nombreuses difficultés surgirent : nous ne retiendrons que celles qui intervinrent entre les ouvriers et les assureurs.

Il convient tout d'abord, de rappeler que les questions relatives à ce sujet ne se sont utilement posées que dans les espèces où les ouvriers avaient participé effectivement au paiement des primes au moyen de prélèvements sur leurs salaires. Par conséquent il n'y eût de discussion qu'à propos des assurances dites « de réparation », contractées au bénéfice des ouvriers, les assurances dites « de responsabilité » qui étaient contractées personnellement par les patrons en dehors de leurs ouvriers, ne pouvant d'après les principes de notre Code civil, produire d'effets qu'en la personne du contractant. V. sur ce point : Arrêt Ch. civ., 23 juillet 1884. S. 85, 1. 428, et Cour de Lyon, 22 mai 1885, P. 1886, 2. 362.

Il est vrai de dire qu'à propos des assurances de réparation on admit toujours sans discussion, que les victimes pouvaient exercer les droits que leur donne l'art. 1166 C. Civ. contre l'assureur considéré comme débiteur du chef d'industrie ; mais l'exercice de cette action conduisait aux résultats que nous avons exposés précédemment en cas d'insolvabilité de ce dernier et l'on pouvait la considérer alors comme sans utilité.

La jurisprudence désireuse d'édicter des solutions favorables aux ouvriers et notamment de leur accorder un droit privatif sur les indemnités d'assurance, leur reconnut le bénéfice d'une action directe contre l'assureur en déclarant que la convention intervenue entre la Compagnie d'assurance et le patron pour un contrat d'assurance collective au profit des ouvriers, constituait au regard de ceux-ci une véri-

table gestion d'affaires et une stipulation pour autrui, dont ils étaient en droit de bénéficier, bien qu'ils n'eussent pas été partie au contrat.

Le point de départ de cette jurisprudence se trouve dans un arrêt bien connu de la Ch. civ. de la Cour de Cassation du 1^{er} juillet 1885 (S. 85, 1. 402. P. 86, 1. 15). La thèse de la Cour fut appuyée sur l'article 1372 C. Civ. à propos de la gestion d'affaires.

Les Cours d'appel s'emparèrent de ce résultat et adoptèrent la même solution en considérant même le patron comme le *mandataire* de ses ouvriers.

V. Cour Paris, 22 juillet 1897. *Recueil Loi* 97, 867.

Cour Besançon, 2 août 1899, *Recueil Loi* 99, 811.

Et à propos de la stipulation pour autrui :

Cour d'Alger, 16 novembre 1898. D. P. 1900, 2, 482.

Mais cette jurisprudence fut toujours très discutée en doctrine à raison des stipulations contraires contenues dans les contrats d'assurance, stipulations qui exprimaient clairement la volonté des parties contractantes de tenir les ouvriers à l'écart, de telle sorte qu'il ne semblait pas possible d'accorder à ces derniers des droits personnels et directs même en se basant sur les articles 1372 et 1121 du Code Civil.

M. Labbé commentant l'arrêt de la Chambre Civile, précité disait pour le combattre « que toutes les clauses des polices d'assurances étaient rédigées de manière que la Compagnie qui traite avec le maître ne soit pas directement débitrice envers les ouvriers victimes d'accidents. La Compagnie qui

assurait l'ensemble des ouvriers d'un entrepreneur, mais qui contractait avec l'entrepreneur seul qui lui payait ses primes, avait intérêt à ne régler les sinistres qu'avec l'entrepreneur de manière à pouvoir au besoin opposer la compensation entre les indemnités et les primes déterminées d'une façon « collective. »

M. Labbé nie l'action directe que la Chambre Civile prétendait établir au profit des ouvriers en invoquant un contrat de gestion d'affaires. Dans un tel contrat dit-il, pour que le gérant d'affaires fasse acquérir au géré un droit par lui stipulé, il faut qu'il ait, comme un mandataire, agi au nom d'autrui. Or, dans la police, il est déclaré expressément que l'assurance est contractée au nom et pour le compte du patron. L'article 1372 C. civ., ajoute-t-il, ne contredit pas le principe de bon sens que le géré, de même que le mandant n'acquiert de droit contre le tiers que lorsque le gérant ou le mandataire a parlé au nom du géré, au nom du mandant. En d'autres termes le tiers n'est obligé envers le géré ou le mandant (lequel n'a pas paru dans l'affaire) que lorsqu'il y a consenti. Au contraire le tiers a la latitude de retenir pour débiteur, le gérant connu et présent au contrat et d'écarter la personne de l'absent.

M. Labbé écarte également l'argument de la stipulation pour autrui, tiré de l'art. 1121 du Code Civil, en disant que cet article n'est pas applicable « au cas où le promettant aurait exprimé sa volonté de n'avoir pour créancier que le stipulant, et non le tiers avec lequel il ne contracte pas. »

Mais M. Labbé consent à ce que l'on entende les mots « action directe » au profit de la victime en ce sens qu'on accorde à cette dernière un privilège, un droit de préférence sur la créance du patron contre la Compagnie d'assurances. « Il est juste, écrit-il, que l'indemnité motivée par la blessure subie par l'ouvrier arrive aux mains de celui-ci sans que les autres créanciers du patron puissent s'y opposer ou prétendre concourir. »

Voir également les arguments de la jurisprudence réfutés dans Tarbouriech. *Assurances sur les accidents du travail*, p. 87 et s.

Ainsi : antérieurement à la loi de 1898 la jurisprudence n'était arrivée à des solutions à peu près satisfaisantes qu'à l'aide d'une argumentation des plus contestables en droit.

De plus à un autre point de vue, l'assurance telle qu'elle était pratiquée à cette époque, c'est-à-dire sans contrôle, perdait une grande partie de ses effets utiles parce qu'elle mettait aux prises, lors du règlement des sinistres une personne privée de ressources et ignorante de ses droits avec une Compagnie toute puissante et tout au moins avisée. La pratique signalait des transactions absolument ruineuses pour la victime, établies dans des conditions qu'il n'était pas possible de supporter.

Ensuite l'ouvrier se trouvait exposé à subir l'effet des fins de non recevoir ou déchéances qu'avait pu encourir le patron à raison même de sa négligence. On le rendait responsable, par exemple, du retard apporté au paiement des primes alors

qu'il était absolument étranger à ce retard et qu'il avait, au contraire, consenti à des retenues régulières sur son salaire.

Enfin les Compagnies étaient loin d'offrir toutes les garanties de solvabilité désirables et échappaient à toutes mesures de contrôle ou de surveillance.

Si bien qu'étant donné cette situation d'une part, et le désir exprimé, d'autre part par tous ceux qui désiraient assurer aux ouvriers, par des dispositions spéciales, le paiement des indemnités et pensions qui pouvaient leur être dues, il parut indispensable de recourir à une réforme législative et que tous les projets continrent des dispositions tendant à « organiser un système de sûretés du paiement des indemnités protégeant l'ouvrier tant contre l'insolvabilité du patron que contre celle de l'assureur et lui garantissant à tout événement une juste et équitable réparation des accidents dont il est victime. »

Nous allons passer en revue les différents systèmes qui ont été successivement proposés avant celui auquel le législateur s'est arrêté, afin de bien comprendre le fonctionnement de ce dernier et de chercher s'il est possible d'en appliquer les moyens aux autres cas dont la loi de 1898 ne s'est pas occupée.

Tous les rapports présentés tant à la Chambre qu'au Sénat contiennent un système de garanties légales pour assurer à l'égard de l'ouvrier, l'effectivité de la responsabilité patronale et le paiement intégral des indemnités.

Le choix des moyens destinés à assurer ces garanties a

seul fait l'objet des nombreuses discussions qui ont précédé le vote de la loi. Il existait, en effet, de grandes divergences au sujet de la détermination de ces garanties.

On peut classer les projets en deux catégories suivant qu'ils ont recours ou non à l'assurance pour donner à la victime ou à ses ayants-cause une garantie de leurs droits. Nous verrons que ni l'une ni l'autre de ces catégories n'ont obtenu la faveur exclusive du législateur, mais que les dispositions de la loi ont été édictées en fondant ces deux systèmes en un seul qui a été adopté parce qu'il paraissait présenter toutes les sûretés désirables et qu'il tenait compte, en même temps, des intérêts patronaux.

Dans la première catégorie nous trouvons tout d'abord la proposition Félix Faure du 11 février 1882. Cette proposition renfermait la création d'un privilège général sur les biens du patron dans les termes suivants : art. 6 « Les créances des ouvriers tués ou blessés ou de leurs ayants-droit, pour le paiement des indemnités qui leur sont dues en raison de l'accident, sont privilégiées au même titre que celles énumérées dans l'art. 2101 C. Civ. »

Mais ce système présentait le grave inconvénient de ne pas garantir à l'ouvrier le paiement de son indemnité en cas d'insolvabilité totale du chef d'industrie.

On trouve en outre dans cette catégorie une proposition établissant pour les indemnités temporaires le privilège de l'art. 2101, C. Civ. § 4 sur les biens du patron et pour les indemnités permanentes, tendant au versement par le patron

lors de chaque accident, d'une somme représentant le capital nécessaire au paiement de la rente due à l'ouvrier. Ce versement se faisait à la caisse nationale des retraites et l'État devenait ainsi réassureur de l'ouvrier. On peut rapprocher de cette proposition le projet de la Commission sénatoriale de 1905, qui obligeait le patron, à défaut d'avoir contracté une assurance, de même qu'en cas d'insolvabilité de son assureur, à verser à la caisse des Dépôts et consignations la somme nécessaire pour couvrir la totalité des risques, ladite somme étant affectée spécialement à la garantie des obligations résultant de la loi.

Ces moyens furent écartés comme devant aboutir à un décaissement par les chefs d'entreprise de sommes considérables et pouvant amener ainsi la ruine de l'industrie française.

On en vint alors au système de l'assurance, considéré comme étant le seul moyen capable à la fois d'assurer une garantie indépendante des fluctuations de la fortune patronale et ne constituant pas, d'autre part, une charge trop lourde pour le patronat. L'utilité de l'assurance étant ainsi reconnue, on songea de suite à en favoriser le développement et à en assurer le bénéfice exclusif à l'ouvrier. Tous les projets prévirent, au profit de ce dernier « un privilège dans les termes de l'article 2102 C. Civ. sur l'indemnité due par l'assureur jusqu'à concurrence du montant des condamnations obtenues par l'accidenté. » On en donnait les raisons suivantes : « La somme versée par l'employeur en primes

d'assurance étant sortie de son patrimoine avec une destination spéciale, il est juste qu'elle ne soit pas détournée de sa destination. Il est juste que celui dont la mutilation a seule créé la dette de l'assureur ne se trouve pas frustré du produit de l'assurance, dont, à défaut de privilège, il ne pourrait recueillir qu'une très faible partie par contribution au marc le franc. Quant à la masse créancière elle n'a jamais dû compter sur ce produit aléatoire pour augmenter l'actif de l'employeur. On ne lui fait donc point grief en lui refusant la participation à un privilège qui, dans ses prévisions, n'a jamais été son gage. » (Rapport Martin-Nadaud.)

Cependant plusieurs délibérations furent nécessaires avant que l'on se mît d'accord sur la nature de l'assurance qu'il y avait lieu de proposer à l'employeur ainsi que sur le rôle exact de cette assurance dans la garantie à accorder à la victime.

Le projet de la Chambre du 10 juillet 1888 prévoyait un système de syndicats d'assurance mutuelle et, en outre, l'organisation d'une assurance, sous la garantie de l'État, à l'aide de la Caisse d'assurance contre les accidents créée par la loi du 11 juillet 1868.

Puis on en vint à établir le système de l'assurance obligatoire et monopolisée entre les mains de l'État ou de corporations professionnelles ou régionales, conformément aux systèmes allemands et autrichiens. (Projet de la Chambre, 10 juin 1893.) On proposa ensuite l'assurance purement facultative. (Projets Sénat, 20 mai 1890 et 24 mai 1896.)

On en arriva enfin à établir la garantie d'insolvabilité des débiteurs d'indemnité, à l'aide d'un nouveau système de mutualité entre les industriels, tout en laissant à ceux-ci la liberté de se pourvoir par des moyens laissés à leur choix pour la garantie personnelle de leurs obligations. Dès lors on ne s'attache plus principalement à l'assurance contractée par le patron pour obtenir la garantie du paiement des sommes dues à l'ouvrier. On laisse aux industriels la liberté la plus complète en ce qui concerne les assurances; ils peuvent se constituer en syndicats ou en mutuelles, s'assurer à des compagnies privées, être leur propre assureur ou même ne pas s'assurer du tout, peu importe au législateur. Le point important, celui sur lequel il fonde toutes ses espérances, c'est la constitution d'un fonds de garantie contre l'insolvabilité, formé à l'aide d'une mutualité légalement constituée entre les patrons, géré par l'État et alimenté par la perception d'un impôt spécial, à la charge des industriels soumis à la loi.

Nous connaissons maintenant le système vers lequel le législateur a orienté les dispositions qu'il a prises pour entourer la créance de la victime de sûretés de nature à en garantir le paiement, et nous allons pouvoir expliquer comment, grâce à ce système exceptionnel, il en est arrivé à reléguer au second plan l'assurance personnelle contractée par l'agent responsable, tout en lui faisant jouer un rôle important et utile, mais surtout dans l'intérêt de la collectivité des patrons.

Le titre des garanties élaborées par la loi de 1898 peut se diviser en deux parties : dans l'une se trouvent les dispositions se référant au paiement des indemnités temporaires et de leurs accessoires ; l'autre partie renferme celles qui concernent les indemnités permanentes. Cette seconde partie comprend, d'une part, l'établissement de la garantie légale proprement dite et d'autre part les dispositions relatives au contrôle et à la surveillance des Compagnies d'assurance.

Indemnités temporaires. — Pour la garantie de ces indemnités le législateur a pensé que l'on pouvait sans inconvénient établir sur les biens du patron un privilège prenant place dans l'article 2101 C. Civ., sous le § 6. Ces indemnités sont, en effet, peu élevées et le patron peut s'en décharger en justifiant de l'affiliation de ses ouvriers à une société de secours mutuels ou à une caisse de secours.

Indemnités permanentes. — Le système adopté par le législateur pour assurer le paiement de ces indemnités comprend :

1° La réglementation des opérations d'assurance (art. 27 de la loi).

2° La constitution du fonds de garantie des insolvabilités (art. 25).

3° L'intervention de la Caisse Nationale des retraites pour assurer le paiement des indemnités visées par l'article 23, al. 2.

Ces trois points sont également importants, mais nous par-

lerons tout d'abord du troisième qui se rapporte plus spécialement au règlement immédiat et intégral de l'indemnité.

C'est en vue de parer aux conséquences du retard ou de la mauvaise volonté des débiteurs pour l'acquittement de leurs obligations que le législateur a organisé l'intervention de la Caisse Nationale des retraites, en l'autorisant à faire des avances pour les débiteurs insolvables ; avances essentiellement remboursables, gagées d'abord par une action en recours s'exerçant sur le patrimoine personnel des redevables et subsidiairement par la constitution du fonds officiel de garantie mentionné par l'article 24 et dont la gestion est confiée à la Caisse Nationale des retraites. Le principe posé par l'article 23 est qu'à défaut de paiement des indemnités « au moment de leur exigibilité », la Caisse Nationale des retraites doit se substituer aux débiteurs quels qu'ils soient, et effectuer elle-même l'acquittement des obligations en souffrance.

On comprend dès lors pourquoi le législateur, le versement des rentes et indemnités étant assuré de façon certaine aux intéressés, n'a pas eu à s'occuper, au point de vue des droits de la victime, de la garantie donnée par l'assureur du patron. Il n'était pas besoin d'édicter, au profit de l'ouvrier, un droit de préférence sur l'indemnité d'assurance, ni un droit d'action directe contre l'assureur, puisqu'on avait trouvé le moyen de le faire payer plus sûrement et plus rapidement en substituant à son débiteur une caisse d'Etat.

Aussi le législateur, après avoir posé le principe des

avances par la Caisse d'Etat à l'ouvrier blessé dans son travail, ne s'est inquiété ensuite que de récupérer le montant de ces avances ; et nous avons vu comment il y est parvenu de façon certaine, en organisant pour cela un fonds de garantie qui constitue une caisse mutuelle obligatoire entre tous les industriels. Voici ce que l'on a dit à ce sujet : « Par l'établissement de ce fonds commun les chefs d'entreprise se trouvent ainsi constitués en une vaste mutualité organisée en vue de protéger l'Etat contre le risque d'insolvabilité dont quelques uns peuvent être atteints. »

Mais le législateur ne s'est pas désintéressé pour cela de l'assurance contractée par le patron pour se garantir des conséquences des accidents survenus à ses ouvriers ; nous allons voir qu'il l'a, au contraire, rendue indispensable en édictant une série de dispositions favorables au patron dans le cas où il a couvert ses risques de responsabilité par une assurance. C'est que l'industriel assuré diminue les risques d'insolvabilité que la collectivité patronale a été chargée de garantir. Il est juste, en retour, de lui accorder certains avantages, c'est ce que la loi a fait lorsqu'elle a édicté notamment dans l'art. 26, § 2, « qu'en cas d'assurance du chef d'entreprise, la Caisse Nationale des retraites n'aura plus de recours contre lui » pour le remboursement des avances qu'elle aura pu faire à l'ouvrier. C'est donc l'Etat qui supporte en fin de compte l'insolvabilité possible des assureurs. C'est, du reste, pour cela, qu'il a réglementé dans la loi les opérations d'assurance, ainsi que nous l'avons énoncé ci-dessus.

Le législateur s'est préoccupé avec beaucoup de soin d'assurer l'existence de réserves mathématiques, représentant dans la caisse de l'assureur, les capitaux constitutifs des rentes allouées aux victimes d'accident et le versement des cautionnements à la Caisse des Dépôts et Consignations pour faire face aux aléas de l'avenir. Les dispositions relatives à ce sujet sont renfermées dans l'art. 27 de la loi ainsi que dans un règlement d'administration publique édicté postérieurement. Sans doute en agissant ainsi le but du législateur était, tout d'abord, que l'assurance présentât une telle sécurité que les chefs d'entreprise pussent y trouver une garantie sérieuse contre les effets parfois lourds de leur responsabilité, et les victimes, une certitude absolue de l'exercice de leurs droits. Mais le législateur a bien pensé également que cette sécurité et cette solvabilité qu'il allait exiger des assureurs devaient servir aussi à assurer un recours efficace de la Caisse d'Etat pour la récupération de ses avances. *

En effet, la victime étant sûrement désintéressée, c'est au profit de la Caisse des retraites, subrogée à ses droits, qu'il convenait d'édicter les mesures permettant de recouvrer l'indemnité versée. C'est alors que le législateur a pensé se servir de l'assurance contractée personnellement par le patron. On ne pouvait pourtant pas dire ici qu'en contractant cette assurance le patron avait stipulé en faveur de ses ouvriers ou de leurs ayants-cause, ou comme étant leur gérant d'affaires ou leur mandataire. Et cependant le législateur n'a pas hésité à accorder à la caisse des retraites les seuls droits nécessaires

et suffisants pour assurer le paiement de l'indemnité, c'est-à-dire un privilège sur le montant de l'assurance et une action directe contre l'assureur.

Le privilège résulte de l'art. 26, § 2 ainsi conçu « En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle (la Caisse nat. des retraites) jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'art. 2102 du C. civ. sur l'indemnité due par l'assureur. »

L'action directe contre l'assureur résulte également de cet article 26, § 3 disant « un règlement d'administration publique déterminera...., notamment les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprises débiteurs ou les Sociétés d'assurances et les syndicats de garantie... »

Au surplus cette action directe contre l'assureur appartient également à l'ouvrier depuis la loi du 31 mars 1905; mais elle a été introduite dans l'intérêt du patron ainsi que nous allons le voir. Certains auteurs prétendaient que cette action existait au profit de l'ouvrier dans la loi de 1898 elle-même, mais la jurisprudence était contraire à cette interprétation.

V° C. Caen, 23 février 1903, dans le *Recueil des arrêts de Caen*, 1903, p. 71. Cependant cette réforme fut introduite dans le § 7 du nouvel art. 16 modifié par la loi du 31 mars 1905. Le rapporteur de cette loi, M. Mirman, disait à ce sujet : « La loi a voulu que le chef d'entreprise, s'il a pris la précaution de s'assurer, soit couvert complètement en ce qui concerne les rentes à allouer aux victimes; en prévision du cas où l'assureur viendrait à disparaître, à refuser de payer,

à faire faillite, la loi a prescrit que la Caisse Nationale se substituerait dès lors à lui et serait tenue de payer les rentes aux ayants-droit; or après la faillite d'une grande Compagnie d'assurances il s'est trouvé que des ouvriers ayant droit à une rente et ayant vu le paiement de leur rente suspendu, se sont adressés, non pas à la Caisse Nationale qui leur aurait immédiatement rétabli le service de leurs pensions, mais bien à leurs patrons; et certains tribunaux ont retenu devant eux ces derniers, parce qu'ils n'ont point trouvé dans la loi le texte formel dégageant en cette occurrence de façon absolue la responsabilité du patron assuré. Ces jugements ont produit une légitime émotion. »

Il était donc nécessaire de dissiper sur ce point toute incertitude. C'est à quoi tend le dernier paragraphe de l'art. 16 nouveau qui a été interprété par une Circulaire ministérielle du 3 mai 1905 de la manière suivante : « En déclarant qu'au cas d'assurance, l'ordonnance ou le jugement fixant la rente substituent désormais l'assureur au chef d'entreprise débiteur, la loi nouvelle n'a pas pour effet de décharger les chefs d'entreprise assurés, en cas de résistance ou d'insolvabilité de leurs assureurs, des responsabilités pécuniaires dont la loi du 9 avril 1898 suffisait à les garantir; mais elle met obstacle à l'exercice même de l'action que l'ouvrier non payé à l'échéance pouvait, à la rigueur, diriger contre le patron resté son débiteur direct, par préférence à la procédure rapide et sans frais mise par ailleurs à sa disposition pour obtenir le paiement de sa

créancé sur le fonds de garantie visé par l'art. 24 de la loi. Désormais la procédure suivie au nom du chef d'entreprise qui peut seul être juridiquement en cause jusqu'à l'obtention de l'accord ou du jugement prévus par l'art. 16, ne devient dès cet accord ou ce jugement applicable dans ses effets qu'à l'assureur, qui lui est ainsi immédiatement et définitivement substitué par l'ordonnance ou le jugement. »

Donc si l'assureur a été substitué au chef d'entreprise dans les termes qui viennent d'être exprimés ci-dessus, c'est pour supprimer tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise. Sous l'empire de la loi de 1898, en effet, rien ne s'opposait à ce que le créancier de la rente pratiquât sur les biens du chef d'entreprise les voies d'exécution dont tout créancier est admis à user sur les biens de son débiteur. Mais le chef d'entreprise ayant de son côté le droit de recourir en garantie contre l'assureur, il en résultait que l'action directe de la victime de l'accident contre le chef d'entreprise donnait lieu, en fait, à un circuit d'actions, source de difficultés et de frais que la substitution de l'assureur au chef d'entreprise permet d'éviter.

V° en ce sens Sachet, *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents*. Supplément, p. 70 et t.^{er} II, édit. 1909.

De plus la jurisprudence a interprété la loi contrairement à la circulaire ministérielle précitée en ce qui concerne la mise en cause de l'assureur dans l'instance en paiement de l'indemnité. Elle décide « que l'assureur est mis par la loi

elle-même au nombre des parties en cause non seulement lors de la comparution en conciliation, mais aussi dans l'instance qui peut en être la suite et dont la convocation du Président constitue l'acte introductif. »

V^o Cass. req., 1908 *Rec. pér. ann.*, 1909, p. 325.

Il est juste, en effet, d'admettre qu'on ne peut faire retomber tout le poids d'une condamnation sur une personne qui ne serait pas partie à l'instance. C'est donc une véritable action directe contre l'assureur qui a été accordée à la victime par cette dernière loi. Elle lui permet d'obtenir, de suite, une décision opposable à la fois au patron et à son assureur, quand toutefois le principe de l'assurance n'est pas contesté.

Mais sur ce point le législateur a veillé à ce que les droits de l'ouvrier ne soient pas compromis. L'article 11, 2^e alinéa, du décret du 28 février 1899, rendu en exécution de la loi, déclare : « Les polices devront spécifier qu'aucune clause de déchéance ne pourra être opposée à l'ouvrier. » En employant le terme général de déchéance, sans en préciser l'étendue, le législateur a nettement manifesté son intention de soustraire les droits de l'ouvrier à la faute ou à la négligence du patron. C'est du reste en ce sens que la jurisprudence a interprété ce décret. V^o Arrêt Cour de Grenoble du 18 décembre 1908, *Gaz. des Tribunaux*, n^o du 23 janvier 1909.

Telles sont les dispositions prises par le législateur moderne en France pour assurer à l'ouvrier le paiement de sa créance d'indemnité. Il est arrivé à ses fins en se servant

d'une manière subsidiaire, mais qui n'est pas moins utile, de l'assurance contractée par le patron. Il eût pu le faire autrement, en accordant des droits personnels et privilégiés à l'ouvrier sur cette indemnité d'assurance ; mais il a préféré suivre une autre procédure de règlement qui lui a paru plus rapide et plus sûre.

Les raisons qui ont dicté ces dispositions ont été uniquement tirées de l'équité. Alors que les interprètes étaient arrivés à des résultats contraires en se plaçant au point de vue du droit seul, le législateur, tenant compte des résultats auxquels conduisait cette application stricte des principes de notre droit, a voulu réformer notre législation sur ce point.

Il lui était loisible de pousser plus loin sa réforme et de poser un principe général pour permettre l'attribution, d'une manière également équitable, de toutes les indemnités d'assurance de responsabilité.

Nous allons voir que d'autres pays nous ont devancé sur ce point, mais qu'il reste à parfaire leur œuvre dans la voie où il nous ont précédé.

TROISIÈME PARTIE

Législation comparée sur la matière des Assurances de Responsabilité

L'Étude du Droit comparé est d'une grande utilité pour le contrat d'assurance en général. Malheureusement on ne peut que constater la brièveté des dispositions des lois étrangères sur notre sujet. M. Lehr dans une étude sur le contrat d'assurances terrestres (*Revue Droit International* 1909, p. 66) constate que cette matière, contrairement à celle des assurances maritimes, n'a été l'objet d'aucune codification dans la plupart des pays, notamment en Angleterre, en Autriche, en France et en général dans les États du Nord. S'il est possible de rencontrer quelques dispositions sur les assurances, notamment dans la loi belge du 11 juin 1874 et dans les Codes de commerce italien (Code C. 1882), espagnol (C. C. 1885) et portugais (C. C. 1888) qui, étant plus récents que le nôtre, ont bénéficié des études faites depuis sa rédaction

sur la question, on ne peut, par contre, trouver dans ces textes aucune réglementation concernant l'assurance de responsabilité. Seules deux lois récentes ont traité un peu cette matière, mais sans y apporter une grande nouveauté : ce sont la loi fédérale suisse du 2 avril 1908 et la loi allemande du 30 mai 1908. Ces deux dernières lois sont l'expression des dernières conceptions sur le contrat d'assurance ; la seule branche négligée est précisément celle qui traite de l'assurance de responsabilité ; c'est ce qui expliquera la brièveté de nos développements dans cette partie de notre étude.

Ce laconisme est d'autant plus regrettable que des sources abondantes de législation comparée constitueraient un appoint utile pour l'élaboration d'un projet français sur le même sujet.

Il y a en effet, en Europe, une sorte de droit commun qui s'établit peu à peu sur les questions de même importance sociale, et le développement de l'assurance importe également à chaque nation civilisée. Le législateur est obligé de suivre le mouvement de l'opinion, de donner satisfaction aux besoins de la pratique et de s'inspirer plus ou moins, dans ce but, des règles adoptées par celles des nations voisines qui se sont montrées le plus soucieuses de se conformer aux aspirations de leur époque. « Ce sont les mêmes besoins de sécurité et de prévoyance qui ont conduit les peuples civilisés, dans le cours du xix^e siècle, à faire un usage de plus en plus grand des diverses espèces d'assurances terrestres, et ont amené notamment la vulgarisation

de l'assurance incendie, des formes multiples d'assurances sur la vie et de l'assurance contre les accidents..... L'exploitation rationnelle de l'assurance est fondée sur des règles d'ordre technique qui s'imposent à tout assureur quelque soit le pays où il exerce son métier... Dans les divers Etats, les principales branches d'assurance sont exploitées par de puissantes sociétés de commerce qui font en réalité la loi du contrat..... Pour toutes ces raisons, chaque législateur se trouve en face des mêmes problèmes, en présence des mêmes intérêts économiques qui réclament sa protection. » (Voir *Bull. de la Soc. d'Et. législ.*, 1906, p. 531 et s. Etude de M. Capitant). Le rapprochement de ces règles législatives avec le projet déposé par le Gouvernement à la Chambre des Députés le 12 juillet 1904, dont nous parlerons dans la quatrième partie, serait très intéressant si le nombre des dispositions à comparer était plus considérable (Voir pour l'ensemble de la question l'étude de M. Capitant précitée et Roëli. Article publié dans la *Zeitschrift für die gesamte versicherungs wissenschaft*, 1903, p. 328).

D'une manière générale les lois suisse et allemande ont pris pour base la division des assurances en assurances de choses et assurances de personnes. La différence essentielle entre les deux catégories provient de ce que les assurances de personnes astreignent l'assureur à payer à l'assuré atteint par le risque, la somme fixée par la police, abstraction faite du dommage réel que le sinistre prévu a causé. Au contraire dans les assurances de choses, l'étendue de l'obligation

l'assureur est limitée par le montant du dommage que l'assuré a réellement éprouvé.

Le projet français n'adopte pas la même méthode, ses dispositions sont groupées autour de quatre titres. Le premier pose des règles générales, les trois autres sont relatifs à l'assurance contre l'incendie, aux assurances sur la vie et enfin aux assurances contre les accidents.

Les lois suisse et allemande, imitées d'ailleurs par le projet français, s'appuient sur l'idée, mise en lumière par Ehrenberg que « le rôle du législateur consiste surtout à protéger l'assuré par une série de prescriptions impératives ; en agissant ainsi, il rend en même temps le meilleur des services aux compagnies d'assurances. » (Ehrenberg *Versicherungsrecht*, Leipzig, 1893, p. 83.) En effet si l'assuré est protégé contre les prétentions excessives de l'assureur, les polices se trouvent allégées d'un grand nombre de clauses qui sont des sources constantes de procès ; le fonctionnement du contrat d'assurance est par cela même facilité et la prospérité des assureurs s'accroît avec la vulgarisation de l'assurance.

Il faut reconnaître également que les législations étrangères nous offrent des exemples utiles dans un certain nombre de dispositions générales qui sont communes à tous les contrats d'assurance. C'est ainsi qu'il faut noter les facilités qui ont été apportées à la conclusion des assurances pour autrui.

M. Lehr dans son étude précitée, fait remarquer le grand

développement qu'a pris ce mode d'assurance en matière de risques de transport, *d'accident*, d'incendie, d'entrepôt, etc... D'après la loi belge (art. 5) le code italien (§ 421) et le code portugais (art. 428) le preneur peut contracter l'assurance pour son compte ou pour le compte d'autrui avec ou sans mandat, avec ou sans désignation du tiers assuré ; mais, dans le doute, il est réputé avoir traité pour son propre compte. D'après la loi suisse (art. 17 et s.) l'assurance faite pour le compte d'autrui lie l'assureur encore que le tiers assuré ne ratifie le contrat que postérieurement au sinistre. Le preneur a qualité, sans l'autorisation de l'assuré, pour réclamer l'indemnité de l'assureur s'il avait reçu le mandat exprès de conclure l'assurance ou s'il avait le « devoir légal » de pourvoir à l'assurance. L'assureur n'a le droit de compenser avec l'indemnité qui revient à l'assuré, que ce que le preneur peut lui devoir encore à titre de prime.

De plus nous trouvons dans la loi suisse une définition de l'objet de l'assurance qu'il est utile de citer, bien qu'elle soit écrite dans les dispositions spéciales à l'assurance des choses. Le véritable objet de l'assurance n'est pas la chose que le sinistre peut atteindre, mais bien l'intérêt qu'a l'assuré à ce que le sinistre ne se produise pas.... C'est la personne dont l'intérêt est assuré qui a droit à l'assurance, encore que le contrat ait été conclu par un intermédiaire ; c'est elle qui est l'assuré. » (art. 48 loi suisse).

En appliquant ces principes à l'assurance de responsabilité ; on voit déjà les solutions qu'il est permis d'espérer en faveur

des tiers victimes éventuelles des dommages causés par l'assuré.

« L'assurance contre les conséquences de la responsabilité légale, dit M. Lehr, a pris de nos jours, un développement considérable. Elle n'a plus seulement une importance individuelle pour la personne responsable ; on entend aujourd'hui que d'une façon absolue et dans l'intérêt général, si la personne responsable est insolvable, l'indemnité ne soit pas enlevée au lésé et attribuée aux créanciers qui retireraient ainsi un bénéfice de l'acte illicite de leur débiteur. »

C'est bien ce qu'ont compris les législateurs suisses et allemands dans les lois précitées, mais ils n'ont pas, selon nous, dépassé les moyens qui ont été employés par le législateur français dans la loi du 19 février 1889.

La loi allemande pose le principe d'un droit de préférence au profit du tiers victime du dommage dans le cas où l'assuré est tombé en faillite. D'après les art. 74 et s. l'assurance pour le compte d'un tiers est permise même si ce tiers n'est pas dénommé. Le signataire de la police a un droit de rétention qui lui permet de ne livrer la police à l'assuré qu'après avoir été couvert de ses droits. Enfin d'après l'art. 157, si le preneur d'assurance a été déclaré en faillite le tiers peut demander à être payé, par privilège sur l'indemnité due au preneur d'assurance, du montant de son recours contre le dit assuré.

L'assurance de responsabilité qui confère ainsi un droit de préférence à la victime sur l'indemnité, en cas de faillite

de l'assuré, est largement conçue par la loi allemande (§ 149 à 157). Elle garantit les dommages intérêts que l'assuré doit payer au tiers, elle comprend aussi les frais judiciaires et extra judiciaires résultant de l'action intentée par le tiers, même si, joints à l'indemnité, ils dépassent la capital assuré. L'assureur est tenu de payer l'indemnité même lorsque le dommage a été causé par une faute lourde de l'assuré, son obligation ne cesse qu'en cas de dol de l'assuré.

La loi suisse donne à la victime une sûreté analogue, un droit de gage sur l'indemnité. D'après l'art 60 « le tiers qui éprouve un dommage a, jusqu'à concurrence de l'indemnité qui lui est due, un droit de gage sur la prétention que l'assuré peut avoir à raison de l'assurance, contre les conséquences de la responsabilité légale. — L'assureur peut s'acquitter directement entre les mains du lésé. — Il est responsable de tout acte qui porterait atteinte à ce droit des tiers. »

Les indemnités résultant de l'assurance sont donc l'objet d'un droit de gage accordé à la victime jusqu'à concurrence de l'indemnité qui lui est due ; le législateur fédéral est même allé jusqu'à donner un droit privatif, aux tiers lésés, sur l'indemnité due par l'assureur (art. 60 précité). En effet l'assureur est autorisé à s'acquitter directement entre les mains de la victime. Mais il ne semble pas, par contre, que celle-ci puisse recourir à une action pour contraindre l'assureur à exécuter son obligation. Tout ce que le législateur suisse a cru devoir faire, en vue de garantir au tiers lésé le

droit particulier qu'il lui reconnaît sur l'indemnité, c'est de déclarer, dans l'art. 60, que l'assureur répond de tout acte qui porterait atteinte à ce droit. On doit voir dans cette disposition la mesure de la suspicion dont le législateur suisse fait preuve à l'égard de l'assureur.

Il faut reconnaître enfin que les lois suisse et allemande ont facilité le règlement des indemnités dues aux tiers par l'établissement des polices à ordre ou au porteur, ce qui permet à l'assuré de transmettre facilement à la victime la garantie qu'il a stipulée de son assureur, par une simple tradition de la police ou par voie d'endossement. C'est même dans cette hypothèse que l'on comprend le mieux l'efficacité des droits de gage et du privilège accordés par ces lois à la partie lésée. Cette dernière peut alors espérer être réglée promptement et intégralement, car elle possède contre l'assureur l'action qui résulte de la police dont elle est devenue le bénéficiaire exclusif.

Telle est la mesure extrêmement restreinte dans laquelle les législations étrangères ont statué, en ce qui concerne l'attribution de l'indemnité due par l'assureur au profit du tiers créancier de l'assuré.

Ces législations ne sont pas allées aussi loin qu'elles auraient pu le faire dans le sens d'une action directe à accorder à la victime contre l'assureur.

Il ne semble pas qu'elles aient permis notamment à la personne lésée par le sinistre d'actionner l'assureur pour le cas où ce dernier se déroberait à l'exécution de ses obligations,

tout en admettant que l'assureur pourra, par exemple, opposer les exceptions dérivant de son contrat, exceptions qu'il serait fondé à invoquer contre l'assuré. Les législateurs de ces pays paraissent seulement avoir cherché à écarter les créanciers de l'assuré du règlement qui doit intervenir entre la victime et l'assureur. Ils ont reconnu pour cela à la personne lésée, les uns un véritable privilège et les autres un simple droit de gage. Mais qu'arrivera-t-il, si l'accord ne se fait pas, d'une part entre la victime et l'assuré, sur la responsabilité de ce dernier dans le sinistre ; et d'autre part, entre l'assuré et son assureur sur l'application de la garantie à ce sinistre ? Combien de décisions judiciaires la personne lésée devra-t-elle attendre pour arriver à se faire payer surtout en cas d'insolvabilité de la personne assurée ? Autant de points que ces lois n'ont pas prévus et n'ont pas réglés.

En effet, si l'on se reporte aux textes, on voit que les § 156 et 157 de la loi allemande obligent bien l'assureur, *mais seulement à la demande de l'assuré*, à désintéresser directement le tiers privilégié sur l'indemnité d'assurance. Quant à la loi suisse, elle est encore moins formelle puisqu'elle porte que l'assureur *peut* s'acquitter directement entre les mains du lésé et qu'elle ne dit rien en ce qui concerne le droit, de ce dernier, d'agir contre l'assureur.

De ces lois, on peut rapprocher le projet de loi relatif au contrat d'assurance terrestre proposé par l'association française des assurances sociales (*Journal des Assurances*, 1908, p. 495 et 509). Ce projet contient un titre V sur les assurances

de responsabilité et sous cette rubrique figure un texte, l'article 84, aux termes duquel : « l'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé, tout ou partie de la somme, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé, jusqu'à concurrence de la dite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré. »

Tous ces systèmes sont analogues à celui qui a été employé par le législateur français dans la loi de 1889 que nous avons étudiée précédemment. Nous avons vu que les résultats auxquels ils avaient conduit étaient insuffisants.

Il est nécessaire de se prononcer exactement sur la nature du droit qu'il faut conférer à la victime contre l'assureur. Il faut enfin permettre à la personne lésée d'actionner directement l'assureur en paiement de la garantie à laquelle il s'est obligé par son contrat.

QUATRIÈME PARTIE

Nécessité d'une section spéciale sur l'assurance de responsabilité

à ajouter au projet d'une loi générale sur les assurances
(Projet du 12 juillet 1904)

Élaboration d'un Avant-Projet

Les solutions, qui ont été adoptées par la doctrine et la jurisprudence au sujet des assurances de responsabilité, en ce qui concerne les droits des victimes, étant contraires à l'équité, mais ne pouvant être modifiées, ainsi que nous l'avons vu, que par l'établissement d'un texte de loi sur la matière, il y a lieu, dès maintenant, de se préoccuper de l'élaboration des dispositions qui devront être contenues dans cette loi. Le moment semble d'autant mieux choisi pour ce faire, qu'un projet d'une loi générale sur les assurances en France, a déjà été établi par une commission extraparlamentaire instituée par un arrêté du ministre du Commerce du 2 mai 1902. Le texte sorti des travaux de cette commission a été adopté par

le gouvernement et reproduit intégralement dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, le 12 juillet 1904. Malheureusement ce projet a passé sous silence toute la matière des assurances de responsabilité. Aussi, lorsque le projet a été revisé par une commission constituée parmi les membres de la Société d'études législatives, cette abstention a-t-elle fait l'objet d'une remarque spéciale que l'on trouve dans le rapport rédigé par M. Alcide Darras, (voir *Bulletin de la Société d'Études législatives*, ann. 1905, p. 391 et s.).

Le rapporteur déclare que cette omission est d'autant plus remarquable que dans la loi du 19 février 1889 sur l'attribution de l'indemnité d'assurance, l'art. 3, § 2 est spécialement consacré à l'assurance de responsabilité et que la loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, accorde, d'une part, dans son art. 23 à la victime de l'accident ou à ses ayants-cause, le privilège général de l'art. 2101 C. Civ. pour garantir le paiement des indemnités temporaires et accorde, d'autre part, dans son art. 26 à la Caisse nationale des retraites, pour le remboursement de ses avances, le privilège spécial de l'art. 2102 C. Civ., sur l'indemnité due par l'assureur. Nous connaissons déjà le mécanisme de ces lois sur lesquelles nous nous sommes expliqué dans la deuxième partie de ce travail. Il y a là évidemment un précédent à invoquer en législation, mais il convient de ne pas procéder à l'aide des mêmes moyens qui ont été employés par le législateur, d'abord parce que ces lois ne sont que des lois d'except-

tion et que nous désirons des dispositions qui s'appliquent à l'ensemble des assurances de responsabilité et ensuite parce que ces moyens ne nous conduiraient qu'imparfaitement ou indirectement au but que nous nous proposons d'atteindre.

La Commission de la Société d'études législatives a été unanime pour considérer comme contraire à l'essence même de l'assurance le droit pour tous les créanciers de l'assuré de venir en concours avec la victime du sinistre sur l'indemnité due au cas d'assurance de responsabilité. Le rapport précité de M. Darras dit à ce sujet. « C'est en effet, un principe d'ordre supérieur qui domine toute la matière des assurances que l'assurance, réserve faite de l'assurance sur la vie, ne doit être qu'un contrat d'indemnité. Si elle ne doit pas être pour l'assuré une cause du bénéfice, elle ne peut pas, non plus, en être pour certains de ses ayants cause, résultat qui cependant, se produit si la victime du sinistre n'a pas un droit de préférence sur l'indemnité d'assurance. »

Dans ces conditions la Commission a estimé qu'il y avait lieu de reconnaître au profit de la victime du sinistre un droit particulier sur l'indemnité due par les Compagnies d'assurances.

Ainsi que le reconnaît le rapporteur, la Commission ne s'est pas expliquée sur la nature de ce droit particulier. Certains membres, dit-il, ont parlé d'*action directe* au profit de la victime du sinistre, mais il ne semble pas que leur intention ait été d'attribuer aux victimes des sinistres un droit existant en soi et indépendant des fluctuations juridiques

que peuvent éprouver les rapports entre assuré et assureur. Cette conception serait, du reste, contraire à la théorie adoptée par le législateur dans les lois de 89 et de 98.

La Commission a pensé, d'autre part, qu'un texte précis devait reconnaître à l'assuré, poursuivi en dommages-intérêts par la partie lésée, la faculté d'appeler en garantie l'assureur devant le Tribunal saisi de l'action principale. Nous avons vu, en effet, dans l'exposé de la jurisprudence que les Tribunaux refusaient cet appel en garantie à l'assuré en considérant, avec raison au point de vue juridique, que la demande en garantie dérivant du contrat d'assurance n'est pas l'accessoire ni la dépendance de l'action originaire : qu'il n'y a aucun lien de connexité entre elles, et qu'en conséquence ces actions doivent suivre les règles de compétence qui leur sont propres (1).

Or on sait que les Compagnies d'assurances, par une clause spéciale dans leurs contrats, interdisent à leurs assurés de les appeler en garantie devant le Tribunal de l'action principale et attribuaient compétence aux Tribunaux de leur siège social pour juger les différends qui peuvent s'élever entre elles et leurs assurés au sujet de l'exécution du contrat.

Ces stipulations ont été insérées dans un but d'économie et de sage administration, mais la dernière est inopérante depuis la loi du 2 janvier 1902. Elle ne peut plus s'appliquer

(1) [Voir Cass. 8 fév. 99 (S. 03, 1. 398). — 5 déc. 99. (S. 04, 1. 455, 41 avril 02. (S. 02, 1. 341), précité].

que dans les polices contractées antérieurement à cette loi.

L'art. 1^{er} de loi de 1902 attribue, en effet, compétence en matière de contrat d'assurances et de litiges auxquels il donne lieu, au Tribunal du domicile de l'assuré; exception est faite au cas où il s'agit de meubles ou d'immeubles assurés ou d'assurance contre les accidents. En ce cas, pour la fixation et le règlement des indemnités, le Tribunal compétent est celui de la situation des meubles ou des immeubles assurés ou celui du lieu de l'accident. « En définitive, dit M. Darras dans son rapport précité, la loi de 1902 aboutit à ce résultat que le Tribunal compétent pour connaître de la demande formée contre l'assureur est celui-là même devant lequel l'assuré a été, de son côté, poursuivi par la victime du sinistre. Cela étant, on peut se demander si les Compagnies actionnées en garantie par leur assurés, ont un intérêt légitime à se prévaloir encore du défaut de connexité entre les deux instances engagées; leur résistance, sans utilité pour elles, ferait bénévolement courir à leurs assurés le risque d'une contrariété de décisions; cette pratique serait contraire aux notions élémentaires de l'équité; aussi la Commission a estimé qu'un texte formel devait autoriser l'assuré à appeler en garantie son assureur devant le Tribunal saisi de l'action principale en responsabilité. »

En résumé la Commission a proposé deux réformes à introduire dans les contrats d'assurance de responsabilité dans le but : 1^o de reconnaître à la victime un droit de préférence sur l'indemnité d'assurance; 2^o de permettre à l'assuré

d'assigner son assureur en garantie devant le Tribunal saisi de l'action principale qui lui est intentée.

Mais ce ne sont pas, selon nous, les seules réformes qu'il y ait lieu de proposer. Il convient d'examiner le contrat d'assurance de responsabilité d'une manière toute différente de celle dont on l'a envisagé jusqu'à présent. Il faut y voir une garantie créée non seulement au profit de l'assuré, mais encore des tiers, victimes éventuelles des dommages causés par l'assuré. Si ce contrat d'assurance a pris la forme qu'il a aujourd'hui, s'il est devenu un contrat destiné à rester secret entre l'assureur et son assuré, c'est qu'il n'a jamais été soumis à aucune disposition légale, mais qu'il a été créé et modifié par les assureurs dans un but qui leur est personnel, sans tenir compte d'aucune autre considération. Il est bon de donner à ce contrat une nouvelle orientation afin d'éviter, tout d'abord, les solutions inévitables que nous avons citées précédemment et que nous sommes en mesure d'enregistrer continuellement, et il faut le faire d'autant mieux que les modifications qu'il y a lieu d'introduire, faites dans un esprit de justice et d'équité, loin de porter atteinte au développement de ce contrat lui permettront de s'étendre chaque jour davantage lorsqu'on aura reconnu tous les effets bienfaisants qu'il est à même de pouvoir réaliser.

Nous proposons de définir l'assurance de responsabilité le contrat par lequel l'assureur s'oblige à garantir l'assuré en totalité ou en partie des conséquences du dommage qu'il peut causer à un tiers par sa faute.

Dans ce contrat, l'assuré sera censé avoir stipulé la garantie de l'assureur, non seulement dans son propre intérêt, mais encore dans celui de la victime éventuelle. Cette stipulation est conforme aux dispositions de l'article 1121 du Code civil. Il en résulte une subrogation virtuelle au profit de la victime dans tous les droits de l'assuré contre l'assureur. Cette subrogation personnelle « *lato sensu* » est analogue à celle que l'on rencontre dans la loi de 1889 et qui a pour effet de substituer les créanciers privilégiés et hypothécaires dans les droits que le propriétaire peut avoir à exercer contre son assureur. Elle se réalisera dès que la personne lésée aura ratifié la stipulation contenue à son profit en réclamant, par exemple, contre l'assureur l'exécution de son contrat. Grâce à cette stipulation, il est possible d'accorder à la victime le droit d'actionner directement l'assureur en paiement de l'indemnité qui lui est due, sans qu'il soit nécessaire de lui accorder « un droit existant en soi et indépendant des fluctuations juridiques que peuvent éprouver les rapports entre assuré et assureur. » Bien au contraire on considérera que l'action de la victime doit être soumise à toutes les exceptions que l'assureur pourrait être en droit d'invoquer contre l'assuré. D'autre part, cette action étant censée avoir pris naissance dans le patrimoine de la victime sans passer par celui de l'assuré, échappe aux créanciers de ce dernier et peut être exercée par la victime ou par ses ayants-cause même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'assuré survenu après le sinistre.

Nous trouvons à cette méthode, le double avantage de permettre à la victime de se trouver de suite en face de son véritable adversaire, de celui qui a garanti le sinistre et qui doit, en dernière analyse, en supporter les conséquences, et de faire passer sur la tête de la victime tous les avantages qui peuvent résulter de ce contrat de garantie. Tandis que maintenant les assureurs s'efforcent de tenir secret le contrat passé entre eux et l'assuré et refusent d'aller se joindre au procès intenté par la victime, il seront tenus désormais de compter de suite avec elle. Ils ne pourront plus à leur volonté, entamer des pourparlers transactionnels avec la personne lésée et se retirer à leur gré suivant que leurs prétentions auront été ou non acceptées. Mais, par contre, ils y trouveront l'immense avantage de pouvoir conclure des transactions avec la victime sans avoir à s'occuper des incapacités qui auront pu frapper l'assuré depuis le sinistre. Et en outre, ils ne verront plus cette conséquence choquante de la législation actuelle qui permet à l'assuré, tombé en état de faillite ou de déconfiture, de leur réclamer l'intégralité des sommes prévues au contrat, alors qu'il n'est tenu de verser à la victime que le dividende offert à tous ses autres créanciers ; si bien qu'il constitue des bénéfices sur ses propres fautes et se trouve avoir intérêt à provoquer des sinistres pour augmenter son actif et se réserver ainsi la bienveillance de ses créanciers. Désormais l'assuré saura qu'il ne peut pas compter sur sa police d'assurance de responsabilité comme sur un actif à réaliser ; que ce n'est

qu'une garantie et une garantie qui n'aura d'effet à son égard qu'autant qu'il aura été de bonne foi.

Au surplus cette action directe à accorder aux victimes du sinistre contre les assureurs, n'est pas de nature à causer préjudice à ces derniers. Elle a, du reste, été réclamée par eux. (V. *Bull. de la Soc. d'ét. législat.* 1905 p. 517. note de M. Albert Weber sur l'ass. de resp.) M. Weber démontre les inconvénients qui résultent des dispositions de la loi 1889, laquelle n'a pas formellement édicté au profit des créanciers hypothécaires et privilégiés, la faculté d'agir en justice, *par voie directe*, pour obtenir le paiement des indemnités qui leur sont attribuées. La jurisprudence, dans son dernier état, s'est prononcée en sens contraire; une telle solution, dit-il, est à déplorer « ... Il est inconcevable *d'attribuer* une indemnité spécialement, sans délégation expresse, de décider par exemple que l'indemnité des risques locatifs (indemnité de garantie) ne pourra être payée qu'au propriétaire et de refuser à ce dernier le droit de l'appréhender en justice. » Et il définit l'action directe « celle que doivent pouvoir exercer personnellement et directement en justice les créanciers privilégiés et hypothécaires contre l'assureur de l'immeuble grevé du privilège ou de l'hypothèque, le propriétaire, bénéficiaire des dispositions de l'art. 1733 C. Civ. contre l'assureur des risques locatifs, le voisin lésé contre l'assureur du recours prévu par les art. 1382 et s. C. Civ. » Mais il s'empresse d'ajouter que ces créanciers ne peuvent prétendre recevoir une indemnité à laquelle n'aurait point droit le titulaire

de la police. « En d'autres termes, dit-il, si une déchéance est encourue par l'assuré, ses créanciers, bien évidemment encourrent cette déchéance sauf le cas où le motif qui a fait naître celle-ci serait postérieur au sinistre. En résumé la police avec toutes ses prescriptions leur est opposable. » M. Weber déclare encore : « La loi de 89 dit formellement que l'indemnité des risques locatifs appartient en premier lieu au propriétaire. — Eh bien, quel serait donc l'effet de ce privilège ainsi accordé au propriétaire, si celui-ci n'a pas le moyen d'en réclamer le bénéfice ? Ce moyen, c'est l'action directe. » Lui seul, permet de remédier à tous les obstacles qui naissent de l'appel en garantie de l'assureur devant un Tribunal autre que celui saisi de la demande principale, à toutes ces procédures « compliquées et coûteuses », à toutes ces contrariétés entre les décisions judiciaires, qui en résultent. Il reconnaît en outre, que les deux actions, celle de la victime contre l'auteur responsable et celle de ce dernier contre son assureur, sont liées par une connexité absolue. On peut en conclure pour lui qu'il y a lieu de fondre ces deux actions en une seule et que le Tribunal saisi de la demande de la victime, doit pouvoir statuer sur les deux par une seule et même décision.

Il nous a semblé que cette action qui commence d'abord entre la personne lésée et l'auteur responsable du sinistre devait être précédée obligatoirement du préliminaire de conciliation, devant le juge de Paix du domicile du défendeur, prévu par l'article 48 du Code de Proc. Civ. Cette procédure

est analogue à celle qui a été comprise dans la loi du 9 avril 1898. Elle permet à l'assuré de faire connaître son assureur, s'il ne l'a déjà fait, et à ce dernier, appelé également devant le juge, en conciliation, de proposer une transaction à la victime. Il convient même de dire tout de suite que les parties devront pouvoir toujours, même en cours d'instance, demander à revenir en conciliation pour établir le contrat judiciaire qui constatera leur accord.

Une fois l'assureur mis en cause, la victime subrogée aux droits de l'assuré discute directement avec lui les conséquences dommageables du sinistre. L'assureur est d'abord interrogé sur le point de savoir s'il entend garantir par l'effet de la police contractée le paiement de l'indemnité qui est réclamée. En cas de refus de sa part toutes les parties sont maintenues en cause et renvoyées à se pourvoir devant la juridiction compétente. Il est nécessaire, en effet, que l'assureur prenne dès le début de l'action une attitude très nette au sujet de la garantie qui est offerte par l'assuré. Dans le cas où il accepte d'assumer la charge du risque, les parties c'est-à-dire la victime subrogée à l'assuré et l'assureur seuls sont entendus sur le chiffre de l'indemnité réclamée. En cas d'accord sur ce point une transaction intervient avec la médiation du juge, un procès-verbal est rédigé et il s'établit un contrat judiciaire dont les parties peuvent réclamer l'exécution.

Si le désaccord n'existe que sur le quantum de l'indemnité réclamée et si le sinistre est complètement garanti, en prin-

cipe, par l'assureur, l'assuré, auteur responsable du sinistre est mis momentanément hors de cause. Le procès se poursuit entre la victime et l'assureur ; la victime n'a de recours contre l'assuré qu'en cas d'insolvabilité de l'assureur.

Ainsi l'instance ne s'engage pas forcément entre les trois personnes que nous venons de nommer. Elle peut être arrêtée par une transaction honnête intervenue devant un juge, et dans le cas où la garantie offerte est suffisante et non contestée, elle se poursuit entre deux personnes seulement sans occasionner plus de frais que les instances actuelles entre la victime et l'assuré.

Il n'y a que lorsque la garantie de l'assureur est insuffisante ou contestée que l'instance se poursuit entre la victime, d'une part, l'auteur responsable du sinistre et son assureur, d'autre part. Dans ce cas l'assureur doit proposer « *in limine litis* » toutes les exceptions, en un mot toutes les déchéances de nature à établir qu'il ne peut être tenu à *garantie* à raison des termes de son contrat. Le Tribunal joignant l'incident au fond doit juger à la fois les questions relatives à l'application du contrat d'assurance et celles relatives à la responsabilité de l'auteur du sinistre et à la fixation de l'indemnité.

Il nous a paru nécessaire, ensuite, d'attirer l'attention sur l'article 26 du projet général sur les assurances ainsi conçu : « L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé de plein droit dans tous les droits et actions de l'assuré contre les tiers qui, par leur fait, ont causé le dommage ayant

donné lieu à la responsabilité de l'assureur. Cette disposition est générale et s'applique à toutes les espèces d'assurances. » Cette disposition a été très discutée en tant qu'elle peut s'appliquer à l'assurance de personnes. M. Capitant, dans l'étude précitée (*Bull. de la Soc. d'Ét. législ.*, 1906, quest. II), remarque que les projets suisse et allemand à la différence du projet français, n'ont admis le recours de l'assureur qu'en matière d'assurance de choses. « Ils écartent, dit-il, la subrogation légale en matière d'assurances de personnes, parce que dans ces assurances, le caractère indemnitaire du contrat disparaît complètement ou passe au second plan (assurances-accidents) à cause de l'inestimabilité de la vie humaine. Le capital stipulé par l'assuré ne peut pas être considéré comme l'équivalent de la valeur de la vie de l'assuré ou de sa capacité de travail. » L'auteur indique que la jurisprudence est maintenant contraire à ces recours (V. Paris, 21 mars 1905. D. P. 06, 2. 185). Il serait contraire poursuit-il, à l'idée même qui inspire cette jurisprudence d'accorder le bénéfice de la subrogation légale à l'assureur dans les assurances de personnes, puisque l'on priverait ainsi l'assuré du droit de cumuler le bénéfice de l'assurance et l'action en dommages-intérêts. D'après M. Capitant « accorder à l'assureur le bénéfice de la subrogation légale, c'est lui faire un avantage purement gratuit au détriment de l'assuré. »

D'après nous, cet article 26 du projet ne doit pas pouvoir s'appliquer au contrat d'assurance de responsabilité. La raison en est que toutes les fois que l'assureur est tenu à

garantie à raison de ce contrat, c'est que le sinistre *est dû à une faute de son assuré lui-même*. Sans quoi l'application des stipulations contenues dans ce contrat ne pourrait avoir lieu. Dans ces conditions les dispositions de l'article 26 qui sont déjà discutables, ainsi que nous venons de le voir pour les assurances de personnes, doivent être écartées de la matière des assurances de responsabilité dans laquelle elles n'ont aucune raison d'être. Il est vrai que M. Capitant reconnaît lui-même qu'il existe une espèce d'assurance dans laquelle il convient d'accorder à l'assureur le bénéfice de la subrogation légale, « parce qu'elle est conforme au but même que poursuivent les parties et à l'intention qui les anime. C'est l'assurance du risque professionnel, contractée au profit de ses ouvriers par le patron assujetti à la loi du 9 avril 1898. » Mais il faut selon nous ranger cette assurance parmi les assurances-accidents et non pas parmi les assurances de responsabilité, car la loi de 98 a nécessité la création d'une assurance spéciale dont l'effet n'est pas subordonné à une faute de la part du patron. Ce dernier est tenu de réparer les conséquences matérielles des accidents survenus à ses ouvriers, parce que la loi a mis à sa charge ce que l'on a appelé « le risque professionnel » indépendamment de toute idée de faute de sa part. Par conséquent il se trouvera des cas dans lesquels l'assureur sera tenu à garantie, alors même que le sinistre sera dû à la faute d'un tiers. Il est juste qu'il ait alors un recours contre ce tiers (1).

(1) Nous ne voyons qu'une hypothèse dans laquelle l'article 26 précité

Au contraire il nous a semblé qu'il convenait d'introduire dans la section relative aux assurances de responsabilité l'article 28 du projet précité qui dispose que « l'assuré s'oblige à faire tout ce qui est en lui pour éviter la réalisation des risques ou pour en diminuer les conséquences dommageables. »

Cette disposition a été également l'objet de critiques. M. Capitant a dit qu'il était dangereux d'édicter dans la partie générale du projet, à la charge de l'assuré, une obligation conçue en des termes aussi vagues « ... La compagnie aura-t-elle donc le droit, dit-il, de se prévaloir contre l'assuré de telle ou telle négligence qui constitue une faute, sans être cependant une *culpa lata* ? N'y a-t-il pas contradiction entre les termes de cette obligation et ceux de l'article 20 qui décide que les pertes et dommages occasionnés par la faute de l'assuré sont à la charge de l'assureur ? »

Appliquée à l'assurance de responsabilité cette clause nous semble parfaitement licite sous la réserve des observations suivantes : elle répond par avance, à l'objection que font beaucoup de gens censés lorsqu'on leur parle d'assurance de responsabilité et plus spécialement d'assurance contre les

puisse s'appliquer à l'assurance de responsabilité. C'est lorsque le sinistre étant survenu par la faute commune de plusieurs personnes dont l'une seule est assurée et la victime ayant obtenu une condamnation solidaire contre les co-auteurs, l'assureur est obligé de payer la totalité des dommages-intérêts accordés à la victime. Dans ce cas il obtiendra le bénéfice de la subrogation légale de l'article 1251 § 3 C. Civ., pour se retourner contre les co-débiteurs de son assuré.

accidents causés aux tiers. L'assurance, dit-on, endort la vigilance de l'assuré, l'encourage même à l'imprudence et cela d'autant mieux que ce n'est pas lui qui doit subir les conséquences du sinistre. Aussi nous approuvons cette obligation mise à la charge de l'assuré et nous admettons volontiers ce principe à savoir que toutes les fois que l'assuré aura été reconnu coupable *d'une faute grave entraînant l'application d'une peine correctionnelle*, il devra subir, indépendamment de toute sanction pénale, une sanction pécuniaire vis-à-vis de son assureur. Ainsi qu'on l'a justement dit, l'obligation pour l'assuré de faire tout son possible pour éviter les sinistres, est basée sur la bonne foi de l'assuré et sur l'ordre public. Si l'assuré y contrevient, qu'il en supporte les conséquences au point de vue pécuniaire. Les Tribunaux admettent les déchéances à son égard lorsqu'il a essayé de tromper par de fausses déclarations son assureur. Le délit commis au préjudice d'un tiers, peut être considéré comme un acte de nature à causer une déchéance de la police au préjudice de l'assuré. Et voici le moyen que nous préconisons pour parvenir à ce résultat : Ouvrir au profit de la compagnie d'assurances l'exercice d'une action en dommages-intérêts contre son assuré après qu'elle aura désintéressé la victime dans les limites du contrat. Il ne faut pas, en effet, permettre à l'assureur de se prévaloir de cette faute grave de son assuré pour opposer une déchéance de plus à la victime lorsque celle-ci viendra réclamer son indemnité. Disons seulement ceci : La faute grave de l'assuré, entraînant l'ap-

plication d'une peine correctionnelle, permettra à l'assureur, après avoir remboursé la victime dans les limites de son contrat, de se retourner contre l'assuré pour lui réclamer des dommages-intérêts qui seront proportionnels à la faute de l'assuré dans le sinistre, et qui pourront atteindre le montant total de l'indemnité qui aura été versée à la victime.

Nous dirons en terminant quelques mots sur les garanties que la nouvelle loi devra imposer aux compagnies d'assurances. C'est le corollaire de la disposition par laquelle il est dit qu'au cas où l'assurance n'est pas contestée, la victime poursuivra son action contre l'assureur seul, renonçant momentanément à son recours contre l'auteur responsable du sinistre. Il convient d'assurer autant que possible le paiement des indemnités dues aux victimes. C'est pourquoi nous avons pensé que les dispositions prises par la loi du 9 avril 98 modifiée, par la loi du 31 mars 1905, ainsi que celles du règlement d'administration publique qui a suivi, en ce qui concerne les garanties que doivent présenter les compagnies pour assurer le paiement des indemnités dues aux victimes, et l'affectation spéciale, au profit de ces dernières, des réserves mathématiques et du cautionnement, devraient être appliquées aux compagnies d'assurances françaises, ou étrangères qui négocient des contrats d'assurance de responsabilité.

Telles sont les dispositions contenues dans cet Avant-Projet et qui nous ont paru nécessaires pour faire rendre au contrat d'assurance de responsabilité tous ses effets utiles. Sans doute ces dispositions ont été, pour la plupart, insérées dans

l'intérêt des tiers victimes des sinistres pour remédier à la situation déplorable que nous avons signalée; mais elles s'inspirent également des intérêts bien entendus des assureurs de manière à leur permettre d'établir des contrats sérieux et solides dont les effets bienfaisants seront reconnus et recherchés.

Il y a là une œuvre sociale à surveiller en attendant que les risques inhérents à la propriété des choses soient mis à la charge des propriétaires indépendamment de la preuve d'une faute de leur part, et qu'une vaste mutualité soit créée entre eux pour garantir le paiement des indemnités qui leur incombent.

Texte de l'Avant-Projet

SECTION V

De l'Assurance de Responsabilité

Art. 1. — L'assurance de responsabilité est le contrat par lequel l'assureur s'oblige à garantir l'assuré en totalité ou en partie des conséquences du dommage qu'il peut causer aux tiers par sa faute. L'assuré y stipule non seulement pour lui même, mais dans l'intérêt des tiers.

Art 2. — En cas d'assurance de responsabilité la personne lésée pourra réclamer directement à l'assureur et par privilège à tous autres créanciers le bénéfice de la garantie stipulée dans le contrat à son profit. Cette action pourra être exercée par la victime ou ses ayants-cause, même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'assuré. Elle est soumise à toutes les exceptions que l'assureur peut-être en droit d'invoquer contre l'assuré.

Art. 3. — Toute action en paiement d'indemnité intentée

par la victime contre l'auteur responsable du sinistre (l'assuré) sera précédée du préliminaire de conciliation prévu par l'art. 48 du C. Pr. Civ.

L'assuré dénoncera son assurance et l'assureur devra être appelé à la tentative de conciliation.

Art. 4. — (Tentative de conciliation).

L'assureur sera interrogé sur le point de savoir s'il entend garantir par l'effet de la police contractée les conséquences dommageables du sinistre.

En cas de refus, les parties seront renvoyées à se pourvoir devant le Tribunal compétent.

En cas d'acceptation, la victime subrogée à l'assuré et l'assureur seront entendus sur le chiffre de l'indemnité réclamée.

Si un accord s'établit entre elles, il en sera fait mention dans un Procès Verbal établi avec la médiation du Juge.

En cas de désaccord sur ce point seulement et si le sinistre est complètement garanti par l'assureur, l'auteur responsable sera mis momentanément hors de cause. La victime n'aura de recours contre lui qu'en cas d'insolvabilité de l'assureur.

Art. 5. — Lorsque l'affaire aura été portée devant le Tribunal, l'assureur devra opposer « in limine litis » toutes les exceptions et toutes les déchéances résultant de son contrat qu'il croira être en mesure d'invoquer.

L'incident sera joint au fond et le Tribunal statuera sur le tout par un seul et même jugement qui sera exécutoire par provision.

Art. 6. — L'art. 26 (du projet) est sans application à l'égard de l'assurance de responsabilité.

Art. 7. — L'art. 28 (du projet) lui sera applicable dans les conditions suivantes :

Lorsque le sinistre sera dû à une faute grave de l'assuré entraînant l'application d'une peine correctionnelle, l'assureur après avoir remboursé la victime dans les limites du contrat, aura un recours contre son assuré, pour lui réclamer des dommages-intérêts qui seront proportionnels à la faute commise et qui pourront atteindre le montant total de l'indemnité qui aura été versée à la victime.

Art. 8. — Toutes clauses contraires aux dispositions qui précèdent, contenues dans les contrats d'assurance de responsabilité sont frappées de nullité absolue.

Art. 9. — Les dispositions de l'art. 27 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 31 mars 1905, et du règlement d'administration publique qui a suivi, en ce qui concerne les garanties que doivent présenter les assureurs, pour assurer le paiement des indemnités dues aux victimes, et l'affectation spéciale, au profit de ces dernières, des réserves mathématiques et du cautionnement, sont applicables aux Compagnies d'assurances françaises ou étrangères qui négocient des contrats d'assurance de responsabilité.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

Solutions dérivées des textes actuels de notre Droit

CHAPITRE PREMIER. — *Exposé de la jurisprudence :*

- A. — Elle refuse à la victime lorsque l'auteur responsable du sinistre est assuré, un droit d'action directe contre l'assureur..... 17

Elle refuse d'autre part à l'assuré le droit d'appeler en garantie son assureur devant le Tribunal saisi de l'action en paiement d'indemnité qui lui est intentée par la victime.

- B. — Elle refuse à la victime un droit de préférence sur l'indemnité d'assurance..... 30

Conséquences de ce système en cas d'insolvabilité de l'auteur responsable (l'assuré). — Il ne reste à la victime que l'exercice de l'action indirecte (art. 1166) contre l'assureur. Résultat de l'exercice de cette action

au point de vue de l'attribution de l'indemnité d'assurance. L'indemnité tombé dans le patrimoine de l'assuré et est absorbée par ses créanciers. — Quid en cas de concordat après faillite de l'assuré. — Prétention émise par l'assureur en présence de ce résultat. Echec de cette prétention.

C. — Moyen trouvé par la pratique et efforts tentés par la jurisprudence pour favoriser les droits de la victime... 39

Système de la transaction directe entre la victime et l'assureur. Application restreinte de ce moyen. Quid notamment en cas de faillite de l'assuré. Distinction à faire. Quid lorsque la victime est un mineur. Insuffisance et inconvénients de ce moyen.

Solutions admises en jurisprudence lorsque la police d'assurance contient une stipulation de paiement direct aux mains de la victime.

CHAPITRE II. — *Exposé de la Doctrine :*

A. — Théories des arrêtistes. Justification des solutions de la Jurisprudence... 53

Examen Doctrinal du Problème. Il n'existe dans le contrat d'assurance, aucune stipulation pour autrui (art. 1121 C. Civ.) dont la victime puisse profiter. On n'y trouve aucune trace d'un mandat ni d'un quasi-contrat de gestion d'affaires. Au contraire les énonciations du contrat démontrent qu'il est personnel à l'assuré. D'autre part il n'existe aucun texte édictant un privilège au profit de la victime.

Opinions de MM. Planiol, Sarrut, Appert et Dupuich.

B. — Tentatives faites par quelques auteurs pour parvenir à une solution plus équitable pour la victime..... 57

a) Moyens tirés de l'étude spéciale du contrat d'assurance.

Système de l'obligation conditionnelle de l'assureur, (M. Planiol).

Système de la convention insérée dans le contrat d'assurances, (M. Dupuich).

Système de la commission d'assurance préconisé par M. Thaller antérieurement à la loi de 1898 à propos de l'assurance collective. Appréciation de ces systèmes.

b) Moyens tirés des principes généraux de notre Droit.

Système de MM. Darras et Tarbouriech. L'obligation de l'assureur n'est qu'une obligation « de faire ». L'assurance ne doit être qu'un contrat d'indemnité.

Système de M. Labbé. Théorie des Privilèges sur créances.

Théories de Larombière, Demolombe, Aubry et Rau, à propos de l'application de l'article 1166 C. Civ. et du privilège à attacher à la créance de la victime.

Conclusion de cet exposé doctrinal..... 77

DEUXIÈME PARTIE

Solutions déjà établies par le législateur pour l'attribution des indemnités d'assurance de responsabilité

CHAPITRE PREMIER. — *Etude de l'article 3 § 2 de la loi du 19 février 1889*..... 79

Exposé sommaire de la doctrine et de la jurisprudence antérieures à cette loi, en ce qui concerne l'assurance du risque locatif et du recours des voisins. — Objet et portée du § 2 de l'article 3 de la loi, d'après les travaux parlementaires. — Caractère de la protection accordée au propriétaire ou au voisin victimes d'un incendie. Insuffisance des dispositions contenues dans cette loi.

CHAPITRE II. — *Étude des dispositions nouvelles insérées dans les lois du 9 avril 1898 et du 31 mars 1905, pour assurer à l'ouvrier victime d'un accident de travail, le paiement rapide et intégral de l'indemnité qui lui est due.....*

101

Exposé sommaire de la situation des victimes antérieurement à la loi. Jurisprudence sur les droits de l'ouvrier en cas d'assurance de réparation (dite collective) et d'assurance de responsabilité du patron. — Conséquences du changement de législation. — Mise à la charge du patron du risque professionnel. — Obligation de garantir ce risque. — Différents systèmes proposés pendant la discussion de la loi. — Assurance d'État et assurance privée.

Système employé par le législateur : Assurance facultative, mais indispensable.....

113

Indemnités temporaires. — Privilège accordé à la victime sur les biens du patron (art. 2101 C. Civ.).

Indemnités permanentes :

a) Intervention en cas de besoin, de la Caisse Nationale des Retraites, lors du règlement des indemnités (art. 24).

b) Constitution du fonds de garantie des insolvabilités. — Caisse Mutuelle constituée par les assujettis et dirigée par l'État (art. 25).

c) Réglementation des opérations des Compagnies d'assurances (art. 27).

Conséquences de ce système. — C'est la Caisse Nationale des Retraites, subrogée dans les droits de la victime, qui exerce une action directe contre l'assureur et qui jouit du privilège de l'art. 2102 pour le remboursement de ses avances.

Apport de la loi du 31 mars 1905 pour la mise en cause de l'assureur dans l'instance en paiement d'indemnité intentée par la victime.

TROISIÈME PARTIE

Législation comparée

CHAPITRE UNIQUE..... 123

Utilité de l'étude du droit comparé en matière d'assurance. — Brièveté des dispositions qui concernent l'assurance de responsabilité. — Examen des travaux législatifs faits dans les autres pays au sujet de l'assurance. — Développement de l'assurance pour compte d'autrui.

Dispositions contenues dans deux lois modernes sur l'assurance de responsabilité.

A. — *Loi suisse du 2 avril 1908.* — Établissement d'un droit de gage au profit de la victime. — Faculté pour l'assureur de s'acquitter directement entre les mains de la personne lésée (art. 60).

B. — *Loi allemande du 2 mai 1908 :*

Droit de préférence accordé à la victime sur le montant de l'indemnité d'assurance (§ 149-157).

Insuffisance des dispositions contenues dans ces lois. — Comparaison des moyens employés avec ceux de la loi de 1889 et du projet approuvé par l'Association française des assurances sociales. La victime n'a pas de moyen en sa possession pour obliger l'assureur à lui payer le montant de l'indemnité qui lui est due.

QUATRIÈME PARTIE

Nécessité d'une section spéciale sur l'assurance de responsabilité à ajouter au projet d'une loi générale sur les assurances (Projet du 12 juillet 1904). Elaboration d'un avant-projet.

CHAPITRE UNIQUE..... 133

Lacune du projet de loi du 12 juillet 1904 en ce qui concerne l'assurance de responsabilité. — Observations présentées par la commission de la Société d'études

législatives à ce sujet. — Réformes proposées par cette commission : a) droit particulier à accorder à la victime sur l'indemnité d'assurance ; b) droit pour l'assuré d'appeler son assureur, en garantie, devant un tribunal saisi de la demande intentée par la victime.

Autres réformes à proposer par suite d'une interprétation nouvelle à donner du contrat d'assurance de responsabilité.

L'assuré doit être censé stipuler la garantie de l'assureur, non seulement dans son propre intérêt, mais encore dans celui de la victime éventuelle. Il en résulte une « subrogation virtuelle » de la victime dans tous les droits de l'assuré contre l'assureur.

La victime a, par suite, le droit d'actionner directement l'assureur et ce dernier peut lui opposer les exceptions qu'il serait en droit d'opposer à l'assuré sans que l'on ait à s'occuper des déchéances encourues par ce dernier depuis l'époque du sinistre.

Il convient également de donner un droit de privilège à la victime sur le montant de l'indemnité d'assurance. — Procédure à suivre. — Cas dans lequel l'assuré pourra être mis momentanément hors de cause.

Recours possible de l'assureur contre son assuré. — Garanties à imposer aux Compagnies d'assurances, négociant les contrats d'assurance de responsabilité en se basant sur les dispositions de la loi du 31 mars 1905, à ce sujet.

TEXTE DE L'AVANT-PROJET (Section V du Projet)..... 151

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

Vu :
Le Président de la Thèse,
E. THALLER.

Vu :
Le Doyen,
P. CAUWÈS.

